

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT.

DES AUMÔNES DOTALES

Etude Juridique

Sur le Contrat d'Entrée en Religion

~~~~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit,  
le jeudi 26 mars 1908 à quatre heures*

PAR

STANISLAS LE PRADO

~~~~~

ANGERS

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE LACHÈSE ET ^{cie}

J. SIRAUDEAU, ÉDITEUR

2, rue de l'Aiguillerie et 1, rue Montault.

Succursale : 6, place de la Visitation, 6.

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES AUMÔNES DOTALES

ÉTUDE JURIDIQUE

Sur le Contrat d'Entrée en Religion.

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1907-1908.

DOYEN :

- M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

- MM. DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.
Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.
GUILLON (*, I. ☉, C. ✕. G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.
LEBRET (I. ☉), (ancien Ministre de la Justice), professeur de *Droit civil*, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.
CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.
BIVILLE (I. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Éléments de Droit civil*.
DEBRAY (A. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.
LE FUR (A. ☉), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments de Droit constitutionnel*.
ASTOUL (A. ☉), professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie* et d'*Histoire du Droit public français*.
DEGOIS (A. ☉), professeur de *Droit criminel*, chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.
GÉNÉSTAL (A. ☉), professeur d'*Histoire du Droit français*.
ALLIX (A. ☉), professeur d'*Economie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.
NÉZARD (A. ☉), docteur en droit, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé*, de *Droit public*, de *Droit administratif* et d'*Éléments de Droit public et administratif*. (Capacité.)
BINET, docteur en droit, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

- M. GALLOU (I. ☉), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DES AUMÔNES DOTALES

Etude Juridique

Sur le Contrat d'Entrée en Religion

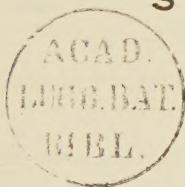
~~~~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit,  
le jeudi 26 mars 1908 à quatre heures*

PAR

STANISLAS LE PRADO



~~~~~

ANGERS

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE LACHÈSE ET ^{cie}

J. SIRAUDEAU, ÉDITEUR

2, rue de l'Aiguillerie et 1, rue Montault.

Succursale : 6, place de la Visitation, 6.

—
1908

JURY D'EXAMEN

MM.

GUILLOUARD, *professeur, président de la thèse.*

DEGOIS, *professeur.*

BINET, *chargé de cours.*

BIBLIOGRAPHIE

ACOSTA (Jérôme). — *Histoire de l'origine et du progrès des revenus ecclésiastiques*. Utrecht, 1697, 1 vol. in-12 ;

ANALECTA juris pontificii. — *Dissertations sur divers sujets de Droit canonique, liturgie et théologie*, IV^e série, Rome, 1860, in-4° ;

ANDRÉ (Abbé). — *Cours de droit canon*, Paris, 1853, 3 vol. in-8° ;

AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*, 4^e édition, Paris, 1869-1879, 8 vol. in-8° ;

BATTANDIER (M^{sr}). — *Guide canonique pour les constitutions des instituts à vœux simples*, Paris, 1905, 1 vol. in-8° ;

BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de Droit civil*, 7^e édition, Paris, 1899-1900, 3 vol. in-8° ;

BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Traité des Obligations*, 2^e édition, Paris, 1905, 3 vol. in-8° ;

BAUDRY-LACANTINERIE et WHAL. — *Des Successions*, Paris, 1895, 1^{re} édition, 3 vol. in-8° ;

BENOIT XIV. — *De synodo diœcesana*, Venise, 1792-1793, 2 vol. in-8° ;

- BOISSIER (Gaston). — *Promenades archéologiques*, Rome et Pompéi, Paris, 1904, 1 vol. in-8° ;
- BONAL. — *Institutiones canonicæ*, Toulouse, 1884, 2 vol. in-12 ;
- BOSQUET. — *Dictionnaire des Domaines*, 1782, 2^e édition, 4 vol. in-4° ;
- CALMETTE. — *Traité de l'administration temporelle des Congrégations et communautés religieuses*, Paris, 1875, 1 vol. in-12 ;
- CRAISSON (Abbé). — *Les communautés religieuses à vœux simples*, Paris, 1869, 1 vol. in 8° ;
- DEMOLOMBE. — *Cours de Droit civil*, Paris, 31 vol. in 8° ;
- DURAND DE MAILLANE. — *Dictionnaire de Droit canonique et de pratique bénéficiale*, Lyon, 1770, 4 vol. in-4° ;
- FAGNAN. — *Commentaria in decretalia*, Cologne, 1881-1882, 3 vol. in 6° ;
- FLEURET (M^{me}). — *Le guide des supérieures*, Poitiers et Paris, 1846, 1 vol. in-12 ;
- FLEURY (Abbé). — *Histoire ecclésiastique*, Paris, 1750-1760, 23 vol. in-4° ;
- GUILLOUARD. — *Traité des contrats aléatoires et du mandat*, Paris, 1893, 1 vol. in 8° ;
- HOUPIN. — *Traité des Sociétés*, Paris, 1895, 2 vol. in-8° ;
- LAMARZELLE (de). — *La crise universitaire*, Paris, 1902, 1 vol. in-12 ;
- LAURENT. — *Principes du Droit civil français*, Bruxelles-Paris, 1869-1878, 32 vol. in-8° ;
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — *Traité de la science des finances*, 5^e édition, Paris, 1891, 2 vol. in-8° ;
- MAGUÉRO. — *Traité alphabétique des Droits d'enregistrement*, 1893-1897, 2 vol. in-4° ;

- MEYNARD (R. P.). — *Réponses canoniques et pratiques sur le gouvernement et les principaux devoirs des religieuses à vœux simples*. Clermont-Ferrand et Paris, 1879, 2 vol. in-8° ;
- MIGNE (Abbé). — *Patrologiæ cursus completus*, Paris, 1844-1855, 212 vol. in-8° ;
- RICHARD (R. P.). — *Analyse des conciles*, Paris, 1783, 4 vol. in-4° ;
- TROCHON (Albert). — *Traité du régime légal des communautés religieuses en France*, Paris, 1866, 1 vol. in-8° ;
- TROPLONG. — *Des donations entre vifs et testaments*, Paris, 1855, 4 vol. in-8° ;
- VAREILLES-SOMMIÈRES (de). — *Les personnes morales*, Paris, 1902, 1 vol. in-8°.
-

DES « AUMONES DOTALES »

ÉTUDE JURIDIQUE SUR LE CONTRAT D'ENTRÉE EN RELIGION

INTRODUCTION

L' « aumône dotale » appelée aussi « dot moniale » ou « dot monastique, » est une somme d'argent déterminée, fixée par l'autorité ecclésiastique compétente, que les religieuses ont coutume, avant leur profession, de verser au couvent, pour l'aider à remplir l'obligation qu'il s'impose de les nourrir et entretenir dans la maison pendant tout le cours de leur vie (1).

Le but de l'Église, en exigeant cette dot, a été d'assurer la stabilité des couvents en les mettant à l'abri de la pauvreté. Les monastères les plus riches s'appauvriraient insensiblement et finiraient même par être complètement ruinés s'ils ne recevaient des accroissements de dotation. A en croire le témoignage de Benoît XIV (2), l'expérience

(1) A. Bonal, *Institutiones canonicæ*, II, p. 409. — Abbé Craisson, *Communautés religieuses à vœux simples*, n° 332.

(2) Benoît XIV, *De Synodo diœcesana*. Lib. XI, c. VI. 2.

démontrerait que les communautés les mieux rentées se trouvent, au bout de quarante ans, dans un état voisin de la gêne. Et cette remarque s'applique non seulement aux ordres contemplatifs, mais encore aux Congrégations hospitalières et enseignantes. Les hospices, refuges et orphelinats coûtent beaucoup mais ne rapportent pas. Les collèges et pensionnats ne sont pas une spéculation plus heureuse : il suffit de s'en référer aux travaux des commissions compétentes pour voir que « l'État dépense chaque année des sommes énormes pour équilibrer le budget de ses lycées *qui sont tous en déficit* » (1).

L'usage de l'aumône dotale, inspiré d'abord par l'intérêt des communautés religieuses, a d'ailleurs tourné à l'avantage des familles. Autrefois, les personnes qui embrassaient la vie monastique donnaient, en vertu même des statuts, tous leurs biens à leur monastère. Cette coutume était abusive, les écrivains ecclésiastiques eux-mêmes ne font aucune difficulté pour le reconnaître (2). Aussi une des raisons qui a poussé la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers (3) à exiger la constitution d'une dot moniale a été le désir de faire cesser cet abus. On trouve cette intention manifestée dans « l'animadversion »

(1) De Lamarzelle, *Crise universitaire*, p. 3.

(2) Battandier, *Guide canonique pour les Constitutions des instituts à vœux simples*, n° 135.

(3) La S. C. des Evêques et réguliers fait partie des grandes Congrégations romaines c'est à elle que sont soumises toutes les questions concernant les congrégations religieuses.

suivante donnée par la Sacrée Congrégation le 25 avril 1860, au sujet des « Filles de la Charité servantes des pauvres » de Montréal : « *Haud expedit ut omnia bona professorum vi constitutionum ad institutum transeant, sed potius determinata dos præfinienda est* » (1). Laurent nous semble donc mal renseigné quand il voit dans l'aumône dotale « un des mille moyens employés pour enrichir les couvents en dépouillant les familles » (2).

La liquidation des biens des congrégations religieuses, accomplie en exécution des lois des 1^{er} juillet 1901 et 7 juillet 1904 a attiré l'attention des jurisconsultes sur l'aumône dotale, ou, pour mieux dire, sur les effets du contrat d'entrée en religion dont l'aumône dotale n'est que l'objet, si l'on considère du moins l'obligation de la future religieuse. Le moment nous a paru bien choisi pour étudier cette convention très ancienne, à laquelle les lois précitées sont venues donner un regain d'actualité.

Notre but principal est de dégager des nombreux documents de la jurisprudence une théorie d'ensemble sur ce contrat. Mais il est à remarquer que, soit dans les discussions du Palais (3), soit dans les décisions des cours et tribunaux, il est souvent fait allusion aux principes du droit canonique sur la dot moniale. Nous ne devons pas oublier, en effet, l'origine ecclésiastique de cette institution.

(1) Battandier, *loc. cit.*

(2) Laurent, *Principes du droit civil français*, XV, p. 487.

(3) Conclusions orales de M. le Procureur général Baudouin, *Gazette des tribunaux*, 22 mars 1907.

C'est pourquoi nous avons jugé indispensable pour l'intelligence du sujet de consacrer une certaine partie de ce travail à l'étude de l'aumône dotale en droit canonique.

On a pu constater toutefois que dans notre définition de l'aumône dotale nous disions seulement « somme d'argent déterminée... que *les religieuses* ont coutume de verser. » Les religieux, en effet, ne constituent pas de dot (1). Peut-être faut-il voir dans cette différence de traitement un souvenir de l'antique conception que l'on se faisait de la femme ? On la regardait plutôt comme une charge pour la communauté conjugale, et c'est pourquoi l'on reconnaissait la nécessité de lui constituer une dot qui, à défaut de l'épouse, put au moins aider le mari à supporter les *onera matrimonii*.

Peut-être aussi la raison de cette différence vient-elle de ce que les religieux souvent s'occupent de travaux (agriculture, industrie, publications) qui procurent à leurs couvents des revenus que le travail des sœurs ne saurait produire.

Quoiqu'il en soit, nous sommes en présence d'une situation de fait indiscutable : actuellement les religieuses seules apportent une dot. Aussi, malgré la généralité de notre titre, notre intention est-elle seulement d'étudier le contrat passé entre la future religieuse et le couvent où elle se dispose à faire profession.

(1) Abbé Craisson, *Communautés religieuses à vœux simples*, p. 150, n° 300.

HISTORIQUE

I

Antiquité païenne.

L'origine des communautés religieuses remonte aux premiers temps du christianisme.

L'antiquité païenne a bien connu des collèges de prêtres et de femmes, voués au service de la divinité ; mais ces institutions ne peuvent être comparées à nos Congrégations.

Les Vestales elles-mêmes, dans lesquelles on a voulu voir quelquefois l'image première des religieuses chrétiennes, ne ressemblent en rien à ces dernières. Aussi l'étude des anciennes lois romaines ne nous fournit-elle pas le moindre document sur le sujet qui nous occupe. On ne remarque non plus dans les historiens aucun passage qui fasse soupçonner que ces Vestales aient eu à payer une dot. Et cela ne saurait nous surprendre.

L'histoire nous représente les Vestales comblées par l'État de tous les biens. M. Gaston Boissier, dans ses *Promenades archéologiques* (1), est frappé du luxe qu'il rencontre dans les habitations particulières des Vestales. « Quelques-unes possèdent encore des revêtements de marbres précieux, avec des frises de stuc qui n'ont pas perdu leurs brillantes couleurs ». Et, à ce propos, l'auteur rappelle la fameuse lutte entre Symmaque et saint Ambroise au sujet de l'Autel de la Victoire. Cette querelle a pour nous de l'intérêt : car elle nous renseigne sur les largesses dont étaient comblées les Vestales.

Symmaque se plaignait qu'on eût enlevé à ces « nobles filles » les domaines dont on les avait dotées et le traitement que leur donnait le trésor public. Saint Ambroise, lui répondant, rappelait avec complaisance leurs privilèges, leur fortune, la considération dont elles étaient entourées et la large existence que l'État leur avait faite, et, malgré tous ces avantages, disait-il, elles n'étaient que sept. « Voilà tout ce qu'ont pu réunir autour du temple de Vesta l'honneur de ces bandelettes dont leur tête est couverte, l'éclat de leurs vêtements de pourpre, cette litière dans laquelle on les porte, ce cortège de serviteurs qui les environne, les immunités qu'on leur accorde, l'argent qu'on leur donne si libéralement... » (2).

Il est évident que dans ces conditions le collège des

(1) *Promenades archéologiques*, Rome et Pompéï, p. 26.

(2) *Sancti Ambrosii epistolæ*, cf. *Patrologiæ cursus completus*, t. XVI.

Vestales n'avait pas à se préoccuper de l'avenir matérielle de ses prêtresses, en exigeant d'elles une dot.

II

Législation et jurisprudence ecclésiastiques.

Il faut donc arriver au christianisme pour trouver la première trace de l'institution de la dot moniale. Encore convient-il de remarquer que les empereurs chrétiens ne firent rien pour les monastères des religieuses sous le rapport de la dot. C'est donc à l'Église et à ses canons que nous devons la première législation sur cette matière.

L'Église cependant n'est arrivée qu'après bien des difficultés et des tâtonnements à fixer sa discipline sur ce point. Avant d'avoir force de loi, comme de nos jours, l'usage de l'aumône dotale a été l'objet, de la part des conciles, de violentes attaques qui ont même amené certains papes à l'interdire. La question qui divisait les canonistes était la suivante : « Y a-t-il simonie (1) à recevoir l'aumône dotale ? »

Le second concile de Nicée tenu en 789 ne le pensait

(1) « On définit la simonie une volonté réfléchie d'acheter ou de vendre les choses spirituelles ou qui touchent au spirituel. La simonie tire son nom de Simon le Magicien qui proposa aux Apôtres de lui vendre les dons du Saint-Esprit pour de l'argent. » André, *Cours de Droit canon*, V, p. 173.

pas. Le dix-neuvième canon de ce concile permettait au couvent de recevoir ce qui lui était offert librement soit par la future religieuse, soit par ses parents. Mais il défendait d'exiger la moindre somme comme prix de la profession, de vendre pour ainsi dire l'entrée en religion, « sous peine de déposition contre l'abbé, et contre l'abbesse d'être tirée du monastère et mise dans un autre (1) ». L'abbé Fleury précise bien l'idée exprimée dans le dix-neuvième canon : « Le concile ne défend pas les présents pour l'entrée en religion, mais seulement les pactions simoniaques (2). »

Cette prohibition fut reprise par le concile de Tours en 1163, et par le concile général de Latran tenu en 1215. Ce dernier ordonna même aux évêques de publier sa décision dans leurs diocèses, afin d'enlever aux supérieurs des congrégations religieuses tout prétexte d'ignorance : « *Verum ne per simplicitatem vel ignorantiam se valeant excusare, præcipimus ut diæcesani episcopi, singulis annis hoc faciant per suas diæceses publicari* (3). »

Des décrétales des papes Urbain V et Grégoire XI traitent d' « abus détestable » l'habitude de demander directement ou indirectement aux personnes qui font profession religieuse, ou d'exiger d'elles de l'argent, des

(1) Durand de Maillane, *Dictionnaire de Droit canonique et de pratique bénéficiale*, v^o Dot.

(2) Abbé Fleury, *Histoire ecclésiastique*, L. 44, n^o 40.

(3) Durand de Maillane, *loc. cit.*

joyaux, des repas ou tout autre chose, quand même ce serait pour l'appliquer à des usages pieux. Elles défendent sous peine d'excommunication de le faire à l'avenir, permettant seulement de recevoir ce qui serait offert volontairement et en toute liberté.

Jusqu'ici la doctrine de l'Église semble donc être la suivante : ne rien exiger pour l'entrée en religion, se contenter des libéralités consenties spontanément.

Cette rigueur nécessaire ne pouvait durer. Successivement les conciles de Sens en 1528, de Milan en 1573 et de Tours en 1583 permirent à des monastères pauvres de filles d'exiger des pensions viagères des surnuméraires (1) qu'ils recevraient.

C'était un premier tempérament apporté à la sévérité de l'ancienne doctrine qui n'allait pas tarder à disparaître.

Le 18 septembre 1683, la Sacrée Congrégation du concile déclara qu'il n'y avait aucune simonie à recevoir la dot, et, la même question lui ayant été soumise le 14 avril 1723, la Sacrée Congrégation persista dans son opinion (2). « Ce qui fit pencher la Sacrée Congrégation vers ce sentiment, nous dit Benoît XIV, ce fut la doctrine de saint Thomas qui, s'étant demandé s'il est licite d'exiger quelque chose de ceux qui entrent dans un ins-

(1) Religieuses admises en sus du nombre ordinaire concédé au couvent.

(2) Benoît XIV, *de Synodo diœcesana*. Liv. XI. ch. 6.

titut religieux, répond qu'il faut voir le titre pour lequel on exige. Si c'est pour l'entrée elle-même, pour l'admission dans l'institut, et comme prix de cette réception, en ce cas la chose est illicite et simoniaque. Si c'est pour l'entretien de celui qui entre dans l'institut, il faut faire une autre distinction : ou le monastère a d'ailleurs des rentes pour nourrir le religieux, et alors il ne peut le forcer à payer sa nourriture; — ou la communauté n'a pas le moyen de s'imposer la charge de nourrir le religieux, et, en ce cas, il est fort bien permis de recevoir ce qu'on croit nécessaire pour cet entretien. »

De là à rendre la dot obligatoire pour tous les monastères il n'y avait qu'un pas; la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers le franchit. Partant de ce principe qu'il était très prudent de regarder tous les monastères comme pauvres, elle ordonna, avec l'assentiment des souverains pontifes, de recevoir la dot de toutes les religieuses, « *prudenter sanxit ut dotales eleemosynæ a monialibus persolverentur, tametsi numerus esset taxatus ad mensuram redituum monasterii* (1). » C'est Fagnan qui nous rapporte cette décision et nous avons tenu à reproduire ici les termes mêmes dont il se sert, car nous y trouvons employée l'expression « aumône dotale » qui sera adoptée plus tard par la jurisprudence française pour désigner la dot des religieuses.

(1) Fagnan, *Commentaria in decretalia*, chap. « Non amplius », de instit., n° 24.

La discipline de l'église sur les aumônes dotales était dès lors fixée ; elle n'a pas varié depuis.

III

Ancien droit français

La législation que nous venons de rappeler ne pouvait pas manquer d'attirer l'attention des pouvoirs publics. La faculté accordée aux monastères par les conciles de Sens, de Milan et de Tours de recevoir des dots ne tarda pas, en effet, à donner lieu à des abus. Alors que les conciles avaient eu pour but de mettre certaines communautés pauvres à l'abri du besoin, quelques monastères qui étaient loin d'être dans l'indigence, profitèrent de la tolérance des saints canons pour augmenter encore, au moyen de la dot, des biens souvent considérables.

Préoccupé de défendre la fortune des familles, le Parlement de Paris, par des arrêts de règlement du 11 janvier 1635, du 20 mars 1659 et du 4 avril 1667 (1) interdit aux supérieures de couvent « de prendre ou laisser prendre aucune somme de deniers d'entrée ». Il ne leur permit que de recevoir une pension viagère modique ne pouvant excéder pour les plus riches cinq cents livres tournois.

Les Parlements de Dijon, de Bordeaux et de Grenoble

(1) *Mémoires du clergé*, IV, p. 4585.

suivirent cet exemple, et rappelèrent les couvents à l'exécution des canons.

Toutes ces prescriptions furent éludées, et Louis XIV était bientôt obligé de reconnaître lui-même que « ces arrêts n'avaient pas eu le succès qu'on devait attendre de la justice de leurs dispositions ». C'est pourquoi, « voyant, dit ce monarque, la nécessité qu'il y a à apporter des remèdes tels que l'ordre de l'Église et le bien de notre État peuvent désirer, nous ne pouvons pas différer plus longtemps à empêcher un abus que l'on ne saurait tolérer, et à pourvoir en même temps à la subsistance des monastères qui en ont un véritable besoin par une voie qui a été approuvée et pratiquée par les plus saints prélats, depuis et en exécution du dernier concile, et qui ne sera pas onéreuse aux familles de nos sujets ». Ce sont les termes même du préambule de la déclaration royale du 28 avril 1693, enregistrée au Parlement de Paris le 7 mai suivant (1).

Cette déclaration commence par ordonner que « les saints décrets, ordonnances et règlements concernant la réception des personnes qui entrent dans les monastères pour y embrasser la profession religieuse seront exécutés. » Puis elle défend, d'une manière générale, de rien exiger directement ou indirectement « en vue et considération de la réception, prise d'habit ou profession ». Elle

(1) Durand de Maillane, *loc. cit.*

n'admet d'exception à cette règle que pour les couvents des Carmélites, des Filles de Sainte-Marie, des Ursulines, et autres dont l'établissement était postérieur à l'an 1600. Mais la déclaration veut que les dites pensions n'excèdent pas 500 livres à Paris et dans les autres villes sièges de parlements, et 300 livres dans toutes les autres villes du royaume. — Au cas où les parents des futures religieuses refuseraient ou se trouveraient dans l'impossibilité d'assurer le service de ces rentes, la déclaration permet aux supérieures de recevoir un capital mobilier ou immobilier de 8.000 ou de 6.000 livres suivant la distinction précitée. — Dans tous les cas, que la dot consiste en rente viagère ou en capital, la déclaration exige que la constitution en soit faite par acte notarié.

La déclaration de Louis XIV fut modifiée sur un point par la déclaration du 20 juillet 1762, qui, à l'exemple du droit canonique, défendit de constituer aux religieuses une dot en immeubles.

Cette réglementation fut emportée avec les établissements religieux pour lesquels elle était faite. Cependant, la législation révolutionnaire n'ignora pas la dot monastique.

Lors de la réunion des biens des congrégations religieuses au domaine de la Nation, les lois des 14 octobre 1790 et 18 avril 1792 avaient accordé aux religieux et religieuses des pensions viagères qui devaient être servies par l'État. Mais, jaloux de ne rien laisser échapper du

patrimoine des congrégations, le législateur de cette époque avait décidé que les familles des religieuses resteraient débitrices envers la Nation des sommes promises au couvent à titre de dots. Un arrêté du 27 nivôse an IX permit aux religieuses d'exonérer leurs familles du paiement de ces dots, en renonçant à leur pension, et à condition toutefois que les familles prissent l'engagement de les nourrir et entretenir.

Sous l'empire de cette législation, la Cour de cassation a jugé que la faculté ainsi accordée aux religieuses de renoncer à la pension de l'État pour conserver la propriété de leur dot était personnelle aux religieuses et ne pouvait être exercée par leurs héritiers (1).

Lorsque le Concordat eut ramené en France la paix religieuse, les couvents se rétablirent et les raisons qui avaient autrefois motivé l'institution de l'aumône dotale se reproduisirent et en renouvelèrent la pratique. Minutieusement réglementée aujourd'hui par la législation et la jurisprudence canoniques, la dot moniale n'est l'objet dans notre législation civile moderne d'aucune prohibition, ni d'aucune restriction, du moins lorsqu'elle est constituée au profit d'une congrégation autorisée.

(1) Cass. 13 juin 1810. S. 1811. 1. 164.

PREMIÈRE PARTIE

De la dot religieuse en droit canonique

L'étude de l'aumône dotale en droit canonique nous amènera, à plusieurs reprises, à signaler des différences entre les règles applicables aux communautés religieuses à vœux simples et celles qui gouvernent les communautés à vœux solennels. Il nous semble donc indispensable de préciser, dès à présent, le sens de ces expressions.

« On entend par communautés à vœux simples, dit l'abbé Craisson (1), celles où les vœux qu'on émet ne sont pas solennels ; il suffit donc de bien comprendre ce qu'on veut désigner par les mots « vœux solennels » pour avoir une juste idée de ce que sont les vœux simples, et par là même les communautés où l'on n'émet que ces sortes de vœux ».

Il existe deux espèces de vœux solennels : le vœu de chasteté attaché au sous-diaconat, et, dans certains cas,

(1) *Des communautés religieuses à vœux simples*, p. 14.

les trois vœux de religion. Nous n'avons, évidemment, à nous occuper ici que de ces derniers.

L'Église n'attribue la qualité de vœux solennels aux vœux de religion que lorsqu'ils sont émis dans certaines conditions.

Ils doivent d'abord être au nombre de trois : vœux de chasteté, de pauvreté et d'obéissance. Dans la discipline actuelle de l'Église, un vœu de religion ne peut être solennel si les autres ne le sont pas.

Il faut, en second lieu, qu'ils soient prononcés dans un ordre religieux autorisé par l'Église à recevoir les vœux solennels, dans une maison établie avec l'autorisation du Saint-Siège, et qu'ils soient reçus par des Supérieurs munis d'une autorisation spéciale à cet effet.

Une troisième condition est spéciale aux religieuses, dont les vœux ne sont regardés comme solennels que s'ils sont émis dans une maison soumise à la clôture. Encore la clôture requise n'est-elle pas la clôture épiscopale, mais la clôture papale, c'est-à-dire celle qui est établie par autorité pontificale et dont l'évêque ne peut dispenser sans un indult spécial.

Si l'une des conditions que nous venons d'énumérer fait défaut, les vœux sont simples.

En France, toutes les communautés religieuses de femmes sont à vœux simples. Les unes ont toujours eu ce caractère depuis leur origine ; les autres, quoique descendant des anciens grands ordres qui avant la Révolution

française avaient les vœux solennels, sont aujourd'hui, par une sorte de fiction légale, considérés comme à vœux simples, en vertu d'un décret de la Sacrée Pénitencerie du 2 janvier 1836 (1).

M^{sr} Battandier fait justement remarquer « que le décret émis en 1836 ne regardait que la France telle qu'elle était à cette époque « prout nunc ». Or, en 1860, la France s'est annexée la Savoie et le comté de Nice, et aucun document pontifical n'a étendu à ces pays le décret précité. Certaines communautés de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes peuvent donc encore aujourd'hui être des communautés à vœux solennels.

SECTION I

QUOTITÉ DE LA DOT

L'aumône dotale est imposée à toutes les religieuses, même aux sœurs converses ; mais, bien entendu la dot de ces dernières est d'une valeur bien inférieure à celle des sœurs de chœur.

Dans une même congrégation, la dot est fixée à un taux uniforme pour toutes les sœurs appartenant à la même classe. Cependant, dans certains cas, l'apport de la dot

(1) Battandier, *loc. cit.* n° 167.

ordinaire n'est pas suffisant. Une jeune fille, qui a déjà deux sœurs dans un monastère, ne peut pas, en principe, y être reçue sans payer une double dot (1).

Les religieuses surnuméraires, même les converses, sont également soumises à l'obligation de verser la double dot (2).

Enfin, les femmes veuves qui veulent embrasser la vie religieuse sont l'objet de la même exigence (3).

La fixation du chiffre de la dot n'a pas été laissée à l'arbitraire des religieuses. Elle est faite d'ordinaire par le Saint-Siège, lorsqu'il approuve les constitutions d'une congrégation religieuse. Mais ce soin est quelquefois laissé aux supérieurs de la congrégation, c'est-à-dire à l'évêque ou au prélat régulier : tantôt la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers leur prescrit formellement de déterminer le chiffre de la dot ; tantôt les supérieurs sont investis de ce droit *ipso facto*, par ce seul fait que le rescrit apostolique approuvant les constitutions de l'Institut ne contient aucune mention relative à la dot. Il y a même, dans cette dernière hypothèse, une obligation pour eux d'effectuer cette fixation. Cette obligation découle de la clause générale par laquelle le Saint-Siège leur

(1) Décision de la S. C. E. R. juin 1701, *Analecta juris pontificii* XXXII^e Livraison, col. 1531, n° 18.

(2) Décisions de la S. C. E. R. septembre 1747 et 8 février 1760. *Loc. cit.*, col. 1532, n°s 21 et 24.

(3) Décision de la S. C. E. R. 1774, *loc. cit.*, col. 1533, n° 27.

prescrit d'observer tout ce que les saints canons et les décrets apostoliques prescrivent relativement à l'érection des monastères. Or ces décrets défendent de recevoir les religieuses sans dot.

Après que le taux de la dot a été ainsi fixé, appartient-il à l'évêque ou au prélat régulier supérieur de la congrégation de décider par voie de disposition générale que la dot sera augmentée ou diminuée dans une proportion déterminée, pour toutes les personnes qui à l'avenir demanderont à faire partie de telle communauté?

Il est certain, tout d'abord, qu'ils ne le peuvent pas dans le cas où le taux de la dot a été fixé par le Saint-Siège. Si, au contraire, cette fixation a été faite par l'évêque ou le prélat régulier, on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que ces supérieurs sont compétents pour augmenter, mais non pour diminuer le chiffre de la dot. « Les monastères, dit le cardinal de Luca, sont assimilés aux enfants mineurs dont les tuteurs peuvent faire tout ce qui est utile et non ce qui ne l'est pas; c'est ainsi qu'il leur est permis d'élever le chiffre de la dot, mais ils ne peuvent point le diminuer » (1).

Il n'est même pas permis de diminuer le chiffre de la dot en faveur de quelques novices en particulier, ni à plus forte raison de dispenser du paiement de la dot une personne qui veut faire profession. La Sacrée Congrégation

(1) Cardinal de Luca, *de Dote*, disc. II.

tion des évêques et réguliers a toujours veillé avec grand soin à l'application de ces principes. Pour elle, faire remise de la dot en totalité ou en partie, c'est céder un droit de la communauté; or la cession des droits et créances appartenant aux congrégations religieuses est interdite sous peine d'excommunication (1).

Dans certains cas, cependant, cette rigueur pourrait être un obstacle à l'entrée en religion. Il arrive souvent qu'une jeune fille a de la santé et une bonne vocation sans avoir le moyen de se procurer une dot. Parfois aussi des parents qui doteraient convenablement leurs filles si elles se mariaient refusent de rien faire pour celles qui désirent entrer au couvent. Aussi, en pareille hypothèse, la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers se réserve le droit d'accorder des dispenses partielles ou totales de dot; mais c'est à elle que doivent s'adresser les supérieures, tout en se gardant bien de donner l'habit avant d'avoir obtenu du Saint-Siège dispense de la dot.

Les mêmes formalités sont nécessaires pour la dispense du paiement de la seconde dot, dans les cas où la double dot est exigée.

(1) Décision] de la S. C. E. R. 10 mars 1860, rapportée dans Battandier, *loc. cit.*, n° 139.

SECTION II

EN QUELS BIENS DOIT ÊTRE CONSTITUÉE LA DOT RELIGIEUSE

En principe, la dot doit être fournie en argent comptant. *Dos est certa pecuniæ summa*, dit Bonal (1), et la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers est encore plus formelle : *Juxta decreta S. Congregationis, dotes persolvi debent in numerata pecunia* (2) ». Il est facile de deviner les motifs qui ont poussé la Sacrée Congrégation à édicter cette règle. Comme la dot religieuse est toujours fixée à un taux relativement fort peu élevé (3), il faut, de toute nécessité, que la communauté soit assurée de recevoir intégralement le peu qu'elle exige. Il a semblé que seul le versement d'une somme pouvait lui procurer cet avantage.

Les immeubles comportent des évaluations bien diverses. D'ailleurs un monastère qui accepterait des immeubles en paiement des dots se trouverait bientôt grevé d'une foule de petites propriétés, éloignées les unes des autres, d'une exploitation et d'un entretien souvent coûteux. Enfin

(1) *Institutiones canonicæ*, II, p. 409.

(2) Décision du 1^{er} septembre 1860, rapportée par Battandier, *loc. cit.*, n° 138.

(3) Elle peut, en effet descendre jusqu'à 1.000 francs environ et même jusqu'à 300 francs. (Battandier, *loc. cit.*, n° 137).

la réalisation des immeubles est parfois difficile et toujours très aléatoire. Dans bien des cas, par conséquent, la dot ainsi fournie en immeubles, loin d'être la compensation des charges que la communauté s'impose en recevant un sujet, serait, au contraire, un accroissement de ces charges.

Les créances ne sont pas non plus ce qu'il faut : elles ne sont pas toujours sûres, et, en tous cas, présentent un aléa qui peut être dangereux.

Les rentes sur l'État, à cause des fluctuations auxquelles elles sont soumises, manquent également de ce caractère de certitude que doit présenter la dot moniale.

Longtemps, il fallut une dispense pour recevoir ces rentes et ces créances à titre de dot, et nous voyons notamment la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers, par un rescrit du 2 mai 1846, accorder à un archevêque une dispense à cet effet (1).

Cependant, le développement chaque jour croissant de la fortune mobilière amenant une profusion corrélative des valeurs incorporelles, la Sacrée Congrégation dut nécessairement se départir de son ancienne rigueur. M^{sr} Battandier qui nous rapporte la dernière jurisprudence de la Sacrée Congrégation nous fait remarquer qu'aujourd'hui les valeurs (titres de rentes, actions, obli-

(1) *Analecta juris pontificii*, XXXII Liv. Col. 1539, n° 51.

gations) sont considérées comme « *munerata pecunia* » (1).

Mais, aujourd'hui comme autrefois, il est nécessaire, pour constituer une dot en immeubles, d'obtenir de la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers une dispense à cet effet.

SECTION III

EMPLOI DES DOTS

Les dots moniales sont comprises dans la catégorie des biens ecclésiastiques et sont par conséquent soumises aux lois qui régissent ces biens. Or, la bulle *ambitosæ cupiditati* de Paul II défend l'aliénation directe ou indirecte des biens ecclésiastiques, sous peine d'encourir l'excommunication majeure. Urbain VIII a renouvelé cette défense sous des peines spéciales pour tous les instituts religieux existant en Europe. Il résulte de la combinaison de ces deux documents qu'il est interdit aux communautés religieuses d'aliéner sous une forme quelconque les capitaux qui proviennent des dots. Il ne leur est pas permis de se servir de ces dots pour édifier des constructions, pour éteindre les dettes de la communauté, ou pour tout autre usage qui rendrait ces capitaux improductifs.

(1) Battandier, *loc. cit.*, n° 138.

Cette règle oblige aussi bien les Instituts à vœux simples que les Instituts à vœux solennels. Quoique la théorie contraire ait été soutenue par certains canonistes, il est aujourd'hui admis que la constitution et le décret précités concernent indifféremment les deux catégories d'Instituts (1).

Le principe de l'inaliénabilité de la dot monastique ne signifie pas cependant qu'il faille se contenter de verser les aumônes dotales dans la caisse du couvent, où on les prendra au fur et à mesure des besoins du monastère. La dot doit être capitalisée pour procurer à la maison des revenus qui la mettent à même de supporter facilement les charges qu'elle s'impose en recevant un nouveau membre. La Sacrée Congrégation des évêques et réguliers n'a cessé de rappeler les couvents à l'observation de ces prescriptions (2), et, dans le paragraphe 94 de ses *Normæ* (3), elle a posé la règle suivante qui est le résumé de sa jurisprudence sur la question de l'emploi des dots : « *tradita dos alienari non potest, sed probe tuto ac fructuose collocari debet* (4) ».

Ce placement de la dot peut être effectué dès que la

(1) Décision de la S. C. E. R. du 10 juin 1828. *Analecta juris pontificii* Liv. XXXII. Col. 1555, n° 93.

(2) *Analecta juris pontificii*, loc. cit. Col. 1547 et s.

(3) Les « *Normæ* » sont un ensemble de décisions récentes rendues par la S. C. E. R., et qui ne font que codifier les règles suivies par la S. Congrégation dans l'approbation des Instituts.

(4) Battandier, loc. cit., n° 140.

somme a été versée, s'il s'agit d'une religieuse entrant dans un monastère où les vœux sont solennels. Les Instituts à vœux solennels, en effet, acquièrent la propriété de la dot au moment même de la profession. Ils peuvent, par conséquent, disposer des dots pour acheter des biens ou capitaux productifs, attendu qu'ils ne sont pas exposés à être tenus de les restituer.

Au contraire, dans les Instituts à vœux simples, la dot ne peut être placée, du moins à fonds perdus, tant que la sœur qui l'a constituée est en vie. La raison en est que cette sœur a le droit de reprendre sa dot si elle quitte l'Institut. Or, si l'on avait employé la dot en placements immobiliers, par exemple, on pourrait être parfois fort embarrassé pour trouver les fonds nécessaires destinés à la remplacer. — Si l'Institut a besoin d'utiliser la dot pour un besoin pressant il doit en demander la permission à la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers qui prendra les mesures nécessaires pour que le remboursement de la somme soit toujours assuré en cas de sortie de la religieuse.

SECTION IV

SORT DE LA DOT EN CAS DE SORTIE OU DE MORT

DE LA RELIGIEUSE

Dans la précédente section, nous avons envisagé accidentellement l'hypothèse d'une restitution possible de

l'aumône dotale. Les religieuses qui viennent à quitter leur Institut ont-elles donc le droit de reprendre la dot qu'elles y ont apportée ?

Un premier cas ne saurait donner lieu à aucune difficulté. Quelle que soit la nature de l'Institut, si les constitutions ont été approuvées par le Saint-Siège, on doit se conformer à ce qu'elles prescrivent sur ce point (1).

Dans le silence des constitutions, la question doit être résolue différemment, suivant qu'il s'agit de monastères à vœux solennels ou de monastères à vœux simples. La dot qui est fournie par les religieuses à vœux solennels, est, dès le jour même de la profession définitivement acquise à la communauté. Le vœu solennel de pauvreté a, en effet, pour conséquence, d'enlever à celui qui le prononce ce que les canonistes appellent le « domaine radical » de ses biens, de sorte qu'il ne peut plus valablement disposer ni recevoir. Aussi, quand une religieuse à vœu solennel quitte son Ordre, soit par sa volonté propre, soit par le renvoi, elle n'a pas le droit de réclamer le montant de sa dot, pas plus que les intérêts. Nous supposons évidemment que le renvoi a été prononcé dans les conditions voulues, déterminées par les constitutions de l'Institut, et pour une cause juste.

Si toutefois une religieuse quitte son monastère pour entrer dans un Ordre plus parfait ou même dans une

(1) Décision de la S. C. E. R. 1772. *Analecta, loc. cit.* Col. 1556, n° 96.

autre maison de son Ordre, on doit, d'après l'avis de la Sacrée Congrégation des Évêques et Réguliers, lui restituer la dot qu'elle avait apportée (1). A défaut de cette restitution, il convient de fournir à cette religieuse une rente viagère qui est fixée par la Sacrée Congrégation, et qui, en fait, est au moins égale, sinon supérieure aux intérêts de la dot (2).

Quant aux religieuses à vœux simples, si elles quittent le monastère, soit volontairement, soit par le renvoi, elles reprennent le capital, puisque celui-ci a été constitué pour faire vivre la sœur, mais le monastère garde les intérêts comme compensation des frais nécessités par la nourriture et l'entretien de la religieuse pendant son séjour dans la maison. Cette doctrine se trouve résumée dans l'« animadversion » suivante donnée par la Sacrée Congrégation des Évêques et Réguliers au sujet des sœurs de la Réparation de Milan, le 22 mai 1893 : « *...in casu ejus (sororis) egressus ab instituto integre eidem restitui debet (dos), salvis fructibus decursis qui tempore permanentiæ sororis tribuendi sunt illæ domui in qua residebit* (3). » La même règle se trouve aujourd'hui écrite au § 95 des « Normæ » (4).

En cas de mort, la dot reste évidemment à la commu-

(1) Décision de la S. C. E. R. du 28 mars 1675. *Analecta juris pontificii*, liv. LXX, col. 1748.

(2) *Lucidi : de Visitatione...* II, n^{os} 208, 211.

(3) Battandier, *loc. cit.*, n^{os} 141 et 276.

(4) *Id.*

nauté et ne passe pas aux héritiers de la religieuse. Elle a été constituée pour entretenir la religieuse, pendant toute sa vie, dans le monastère. C'est là une convention aléatoire : si la religieuse atteint un âge avancé, la dot aura été complètement absorbée et souvent n'aura pas été suffisante pour compenser les charges supportées par le couvent ; les héritiers de la religieuse seront donc mal fondés à en réclamer la restitution. Et si, au contraire, la mort frappe la religieuse dans sa jeunesse, ils n'auront pas non plus le droit de se faire restituer l'aumône dotale : l'aléa aura tourné à l'avantage du couvent.

DEUXIÈME PARTIE

De la dot religieuse dans la législation et la jurisprudence françaises actuelles.

Dans les pages qui précèdent nous avons parlé seulement de l'aumône dotale elle-même, considérée dans sa matérialité. La nature des explications que nous avons à fournir n'en exigeait pas davantage. Il était intéressant de savoir comment était déterminée la dot pour chaque Congrégation, en quoi elle consistait, à quel usage elle était employée, quel sort elle subissait en cas de sortie de la religieuse qui l'avait versée, et nous devons demander ces renseignements à la législation et à la jurisprudence ecclésiastiques. Mais là se borne la part que nous avons à faire au droit canonique. Au contraire, au point où nous en sommes arrivés, nous devons nous souvenir que le but de notre travail est l'étude du contrat d'entrée en religion. Aussi, élargissant notre sujet, nous ne nous occuperons pas tant désormais de la dot elle-même que des rapports des parties contractantes entre elles, de leurs obligations et de leurs droits.

CHAPITRE PREMIER

De la dot religieuse dans les Congrégations autorisées.

SECTION I

DES PARTIES AU CONTRAT

Le contrat d'entrée en religion met en présence, d'une part, la communauté religieuse, de l'autre, la jeune fille qui se destine à faire profession, ou ceux qui interviennent pour elle et dans son intérêt.

L'autorisation légale que nous supposons dans ce chapitre élève la congrégation qui en fait l'objet au rang de personne juridique; elle lui donne une place dans la société et lui permet d'exercer des droits et de contracter des obligations. Dans la manifestation de cette activité juridique, elle est représentée par sa supérieure générale qui exerce une action immédiate sur tous les établissements dépendant de cette congrégation. Mais, en fait, dans le contrat d'entrée en religion, c'est une des communautés composant la congrégation, plutôt que la congrégation elle-même, qui est directement en cause, et cette communauté intervient à l'acte par l'intermédiaire de la supé-

rière locale. La supérieure générale est, en effet, représentée dans chaque établissement par une supérieure locale qui, sous ses ordres et sous sa direction, y exerce une autorité analogue à celle qu'elle fait rayonner elle-même sur l'ordre tout entier.

L'autre partie contractante va retenir plus longtemps notre attention, car les situations juridiques vont varier ici suivant les cas, la dot moniale pouvant être constituée par la jeune fille elle-même, par ses père et mère ou par un tiers.

La jeune fille qui se dispose à entrer en religion peut avoir des biens personnels sur lesquels elle entend prélever la somme nécessaire au paiement de l'aumône dotale.

Si elle est en tutelle, elle devra être représentée au contrat par son tuteur (art. 450, al. 1^{er}, C. civ.).

Il se peut aussi qu'elle soit soumise à l'administration légale. Quels seront alors, au sujet du contrat qui nous occupe, les pouvoirs du père administrateur légal ?

Après avoir admis que le père, administrateur légal, pouvait accomplir valablement les actes de disposition pour le compte de son enfant mineur, sous la seule condition d'y être autorisé par la justice, la jurisprudence paraît aujourd'hui considérer cette autorisation comme n'étant même plus nécessaire. Partant de ce principe, les tribunaux ont jugé que le père, administrateur légal avait pleins pouvoirs pour vendre les titres de rente sur l'Etat

appartenant à ses enfants mineurs et non émancipés (1), ou des actions des Compagnies de chemins de fer (2), pour transiger même au nom de son enfant mineur sur les droits mobiliers de celui-ci (3). Or, il s'agit là d'actes particulièrement graves, pour l'accomplissement desquels le tuteur est soumis à des formalités très compliquées. Aussi, en présence de cette jurisprudence, nous n'hésitons pas à donner au père administrateur légal tout pouvoir pour passer avec la communauté religieuse et au nom de sa fille le contrat d'entrée en religion.

Dans la plupart des cas, la future religieuse ne possède aucune fortune personnelle. Le contrat d'entrée en religion est passé alors entre ses père et mère ou son père seulement et la communauté.

C'est du moins l'hypothèse la plus fréquente, car la dot peut être également fournie par un tiers, et nous entendons ici par ce mot non seulement les personnes étrangères à la famille de la nouvelle religieuse, mais encore, tous ses parents collatéraux, et même ceux de ses ascendants qui, étant donnée l'existence des père et mère, ne sont pas légalement tenus de l'obligation alimentaire. Il peut arriver, en effet, que les parents, tout en consentant à l'entrée en religion de leur fille, se refusent absolument à verser pour elle la dot fixée par les statuts, et qu'alors

(1) Seine, 27 avril 1882, S. 82. 2. 207.

(2) Amiens, 11 juin 1890, S. 92. 2. 15.

(3) Douai, 1^{er} mars 1883, S. 84. 2. 41.

un grand-père, un oncle ou même un ami de la famille consente à se charger de cette constitution de dot.

Quel que soit, du reste, le constituant, il ne faut pas oublier que la convention est faite dans l'intérêt de la future religieuse et que c'est elle qui doit en profiter. Et alors se pose la question de savoir si l'on doit, pour définir la situation juridique de chacune des personnes en cause, faire intervenir la notion de stipulation pour autrui.

Cette difficulté doit être résolue par une distinction.

Dans le cas où le contrat a été passé avec la communauté par les père et mère de la religieuse, il n'est pas nécessaire, à notre avis, d'appliquer la théorie des stipulations pour autrui, pas plus qu'il n'est nécessaire de l'appliquer à l'occasion des multiples contrats que le père passe dans l'intérêt de son fils : contrat d'apprentissage, conventions passées avec les directeurs de pensions ou collèges. Les parents sont tenus de l'obligation alimentaire, ils contractent avec une autre personne pour qu'elle assure l'exécution de cette obligation ; la situation juridique de l'enfant n'est pas modifiée, seul le débiteur de l'obligation alimentaire a changé. Du reste, l'idée de stipulation pour autrui évoque nécessairement l'idée d'une libéralité faite au profit du bénéficiaire de la stipulation. Or cette libéralité ne se rencontre pas dans l'espèce, puisqu'en payant l'aumône dotale de sa fille, le père ne fait que se décharger

de l'obligation naturelle et légale de nourrir et d'entretenir son enfant (1).

Si, au contraire, la dot moniale est payée par un tiers, il y a bien alors stipulation pour autrui, car l'intervention du tiers ne peut être expliquée autrement (2). Cette stipulation est d'ailleurs parfaitement valable, puisqu'elle est la condition d'une *datio* que le tiers fait à la communauté. (art. 1121, c. civ.). Nous employons à dessein le terme *datio*, car c'est dans ce sens large qu'il faut entendre l'expression suivante de l'article 1121 : « donation que l'on fait à un autre. » Le contrat passé entre le tiers et la communauté religieuse n'est pas une donation, puisque chacune des parties est assujettie à des obligations, et cependant il suffit pour valider la stipulation pour autrui qui en est la condition. « L'article 1121, dit Demolombe, n'est qu'énonciatif, lorsqu'il ne cite que le cas d'une donation. Il est évident, en effet, qu'il faut appliquer la même doctrine à toute espèce d'aliénation, non seulement à titre gratuit, mais encore à titre onéreux qui aurait été faite sous la condition que l'acquéreur accomplirait une certaine prestation au profit d'un tiers. » (3)

Cependant, lorsque la religieuse est intervenue au contrat ainsi passé dans son intérêt entre les parties précitées,

(1) Agen, 12 juillet 1836, D. P. 36. 2. 477.

(2) Sur cette théorie des stipulations pour autrui cf. Valenciennes, 18 avril 1907, P. 1907, 2^e sem., 20.

(3) Demolombe, XXIV ; n^o 247.

il n'y a pas lieu d'appliquer la théorie de l'article 1121 du code civil. On considère, en effet, en général, qu'il n'y a pas stipulation pour autrui dans le sens de l'article 1121, du moment que le bénéficiaire est présent à l'acte (1). On en donne la raison suivante : si la personne appelée à profiter d'une convention, par laquelle un des contractants entend lui faire une donation indirecte, assiste au contrat et y appose sa signature, elle devient partie au contrat et ne tient donc pas ses droits d'une stipulation pour autrui.

SECTION II

NATURE DU CONTRAT.

Le contrat d'entrée en religion est la convention par laquelle la future religieuse ou quelqu'un pour elle s'engage à verser au couvent une certaine somme appelée « aumône dotale », à charge par la communauté de pourvoir pendant toute sa vie à tous ses besoins.

Il résulte de notre définition que le contrat d'entrée en religion est un contrat synallagmatique. La future religieuse — pour plus de simplicité nous supposerons que le contrat est passé par elle — s'oblige envers la communauté à effectuer le versement de la somme fixée pour la

(1) Caen, 30 décembre 1878, D. P. 80, 2. 2. — Cf. aussi D. P. 98. 2. 169 et la dissertation de M. de Loyès.

dot, à se soumettre aux statuts de la Congrégation et à rendre à la communauté les services que ces statuts comportent et qui rentrent dans la fin autorisée de la Congrégation. De son côté la communauté s'engage, en échange de la dot précitée, à recevoir la jeune fille dans son sein, à la loger, à la nourrir, à lui procurer tous les soins, même ceux qui seraient nécessités par la maladie ; pour employer les termes même des contrats qui ont été soumis à l'appréciation des tribunaux, la communauté s'engage à entretenir la religieuse « de cap en pied » et à la soigner « tant en santé qu'en maladie » (1). Les deux obligations sont donc bien la contrepartie l'une de l'autre, elles se complètent, chacune est la cause de l'autre et nous sommes dès lors dans les termes de l'article 1102 du Code civil : « Le contrat est synallagmatique ou bilatéral lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres ». La jurisprudence est aujourd'hui fixée en ce sens, et elle voit avec raison dans le contrat d'entrée en religion un contrat *do ut facias* » (2).

Le tribunal civil de Toulouse refuse cependant de ran-

(1) Agen, 22 mars 1836. D. P. 1836. 2. 118.

(2) Agen, 22 mars 1836 précité ; — Agen, 11 décembre 1905. *Gaz. du Palais*, 9 février 1906 ; — Riom, 20 décembre 1905. *Rec. Gaz. trib.* 1906, 1^{er} semestre, 2.195 ; — Dijon, 7 février 1906, *Eod. loco*, 1906, 1^{er} sem. 2.327 ; — Trib. civ. Lille, 15 mars 1906, *Gaz. trib.* 22 avril 1906 ; — Douai, 11 juillet 1906. *Rec. Douai* 1906. 290 ; — Paris, 8 août 1906 ; *Gaz. trib.*, 14 octobre 1906 ; — Grenoble, 19 février 1907. *Rec. Grenoble* 1907. 90 ; — Cass. civ., 13 mars 1907, *Gaz. trib.* 22 mars 1907.

ger le contrat d'entrée en religion parmi les contrats synallagmatiques. « Cette convention, dit-il, bien qu'elle ne soit pas une donation dans la pureté du terme, puisque, destinée à être employée dans les frais généraux d'entretien que la communauté doit indistinctement à tous ses membres, elle n'est pas une cause d'absolu bénéfice et de pur enrichissement pour celle-ci, elle s'en rapproche cependant suffisamment pour qu'on ne puisse la ranger parmi les contrats synallagmatiques... » (1)

Le tribunal confond d'abord les notions de contrat synallagmatique et de contrat à titre onéreux. — Et puis, qu'est-ce qu'un contrat qui est plus qu'unilatéral, mais qui n'est pas tout à fait synallagmatique ? Il faut pourtant bien choisir entre les deux termes. — Enfin le tribunal est obligé de constater la réciprocité des obligations, puisqu'il reconnaît que la dot servira à l'entretien des religieuses. Il s'agit donc bien là du contrat défini par l'article 1102 C. civ., c'est-à-dire du contrat synallagmatique.

Le contrat d'entrée en religion est à titre onéreux. Il intervient, en effet, pour l'intérêt et l'utilité réciproques de chacune des parties : la future religieuse paie l'avantage qu'elle compte retirer du contrat, en effectuant à l'instant même ou en s'engageant à effectuer plus tard une prestation. De son côté la communauté ne reçoit la dot

(1) Toulouse, 3 mai 1906. *La loi*, 9 juillet 1906.

que moyennant un sacrifice, et en s'imposant la charge de subvenir à tous les besoins de l'autre partie (1).

Et notre contrat est à titre onéreux même lorsque la dot est constituée par les père et mère, ou par une de ces personnes que nous avons rangées sous la dénomination de tiers. Dans le premier cas, la communauté se charge, à la place du père, de l'obligation d'entretenir l'enfant, et la dot payée par le père n'est que la rémunération de ce service.

Dans le second cas, tout se passe comme en matière de constitution de dot matrimoniale. Il se forme alors un double contrat : l'un qui intervient entre le constituant et la future religieuse et qui est une donation ; — l'autre qui a lieu entre la future religieuse et la communauté, qui est le véritable contrat d'entrée en religion et qui est à titre onéreux.

Le contrat d'entrée en religion conserve le caractère que nous venons de lui reconnaître, alors même que dans l'acte qui serait intervenu les parties auraient employé le mot « donation ». Il est de principe, en effet, que, pour apprécier la nature d'une convention il faut rechercher

(1) Agen, 22 mars 1836 précité ; — Lyon, 8 mai 1844, S. 43. 2 389 ; — Trib. civ. Castres, 19 août 1853, D. P. 54. 3. 6 ; — Cass. civ., 10 février 1868, S. 86. 1. 98 ; — Paris, 26 janvier 1881, D. P. 82. 2. 105 et notes 1-2 ; — Trib. civ. Poitiers, 2 Janvier 1906, *Gaz. trib.* 20 janvier 1906. — Demolombe, *Donations* I, n° 572 ; — Troplong, *id.* II, n° 694 ; — Trochon, *Traité du régime légal des communautés religieuses*, p. 186.

l'intention des contractants plutôt que de s'en tenir aux termes dont ils se sont servi : *contractus non ex nomine, sed ex re, legem accipiunt*. L'espèce suivante empruntée à la jurisprudence nous fournit une intéressante application de cette règle. Après avoir fait son noviciat dans le couvent des Ursulines de Sousseyrac, Mlle Marie Daynac fut admise à la profession. A cette occasion, le traité suivant sous seing privé fut passé entre Daynac père et la supérieure de la communauté : « Entre nous soussignés, dame Laroussilhe, supérieure, et Pierre Daynac, a été convenu ce qui suit : Moi, Daynac, voulant seconder de tous mes moyens les pieuses intentions que Marie Daynac, ma fille, a d'être agrégée dans la dite Congrégation, promets et m'oblige de payer à ma dite fille, ici présente et acceptante soussignée, à titre d'aumône dotale, une somme de 4.000 francs entre les mains de la supérieure ou de l'économe dudit couvent : 3.000 francs à ma volonté et les autres 1 000 francs après mon décès. Au moyen de la *donation* ci-dessus, ladite dame promet, de son côté, qu'à compter de ce jour la dite Marie Daynac sera nourrie, soignée, entretenue et considérée aux frais du couvent de la même manière et au même pot et feu des autres dames religieuses... » Le caractère onéreux de la convention résultait à l'évidence de cette dernière phrase. La Cour d'Agen, à laquelle l'acte fut soumis ne s'y trompa point : elle déclara très justement « que l'acte du 24 février 1831 ne peut être considérée comme une dona-

tion, qu'il n'en a ni les caractères ni les résultats (1). »

C'est en vertu du même principe que la Cour de Poitiers a refusé de voir un legs dans la reconnaissance, faite par une religieuse dans son testament, d'une dette de 6000 francs qu'elle déclarait s'être engagée à payer à titre de dot, par suite d'une convention verbale intervenue lors de son entrée en religion (2).

Mais on sent combien l'abus est facile en pareille matière. Une jeune fille riche pourrait apporter au couvent, sous le nom d'aumône dotale, des sommes manifestement en disproportion avec les charges que sa présence va imposer à la communauté. Il y aurait là une véritable libéralité déguisée. Aussi, pour parer à ces inconvénients, la jurisprudence décide-t-elle que la somme versée à titre de dot constitue une libéralité, toutes les fois que par son importance elle cesse d'être en rapport avec les charges qui y correspondent. Or ces charges peuvent varier suivant la condition sociale de la religieuse, sa fortune, son état de santé, les services qu'elle est appelée à rendre à la communauté. C'est dire que les solutions varient avec les espèces. Aussi reconnaît-on aux tribunaux le droit d'apprécier les faits de la cause et de déterminer si la dot constituée revêt ou non, d'après ces faits, le caractère d'une libéralité (3).

(1) Agen, 12 juillet 1836, D. P. 1836. 2. 177.

(2) Poitiers, 17 mai 1832, S. 1832. 2. 407.

(3) Poitiers précité; — Cass. civ., 10 février 1868, D. P. 68. 1.

Le contrat d'entrée en religion est aléatoire. Il répond, en effet, à la définition de l'article 1104, al. 2, C. civ. : « lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain, le contrat est aléatoire. » Ici il y a une des deux prestations, celle qui est fournie par le couvent, dont il est impossible de mesurer exactement l'importance, et qui, suivant les circonstances, pourra représenter une valeur de beaucoup supérieure ou de beaucoup inférieure à l'aumône dotale dont elle est la contrepartie. Si la religieuse meurt peu après son entrée au couvent, et sans avoir fait une longue maladie, qui ait nécessité des soins coûteux, la chance aura tourné en faveur du couvent. Si, au contraire, la religieuse est atteinte d'infirmités qui non-seulement l'empêchent de rendre service à la communauté, mais qui nécessitent un traitement long et onéreux, les intérêts de sa dot seront insuffisants pour compenser les charges supportées par le couvent, et la communauté sera dès lors en perte (1).

On trouve cependant de nombreux documents de jurisprudence et des auteurs qui voient dans le contrat d'entrée en religion un contrat commutatif (2). Il ne faut

179 ; — Paris, 26 janvier 1881, D. P. 82 2. 105. ; — Baudry-Lacantinerie, *Donations*, I. n° 522.

(1) Agen, 22 mars 1836, D. P. 1836. 2. 118 ; — Agen, 12 juillet 1836, D. P. 1836. 2. 177 ; — Trib. civ. Lille, 15 mars 1906, *Gaz. trib.*, 22 avril 1906 ; — Laurent, XV, p. 487.

(2) Cass. civ., 22 décembre 1851, S. 52. 1. 33 ; — Cass. civ.,

pas s'y tromper : ces arrêts ou ces auteurs ne donnent pas au mot « commutatif » le sens qui permet à l'article 1104 de l'opposer au mot « aléatoire ». Ils l'opposent, au contraire, soit aux termes « contrat unilatéral », soit à l'expression « contrat à titre gratuit », et, quand ils disent que le contrat d'entrée en religion est commutatif, il faut lire « synallagmatique » ou « à titre onéreux ». C'est là évidemment une simple querelle de mots, mais il est regrettable que les tribunaux ou les auteurs confondent ainsi des expressions dont le législateur du Code civil a bien pris la peine de préciser le sens.

Le caractère aléatoire du contrat d'entrée en religion l'a fait assimiler quelquefois au contrat de rente viagère (1). Il y a, en effet, entre les deux contrats une analogie frappante, la religieuse aliénant un capital et stipulant en échange une prestation annuelle. « Seulement, dit M. Planiol, cette prestation au lieu d'être payable en argent, comme dans la rente proprement dite, a pour objet des services et des fournitures en nature (2) ». C'est pourquoi nous préférons l'assimilation avec le contrat de bail à nourriture des personnes.

10 février 1868, S. 68. 1. 98 ; — Riom, 20 décembre 1903, *Gaz. trib.* 1906, 4^{er} sem., 2. 193 ; — Dalloz, nouveau C. civ. ann. a. 910, n° 360 ; — J. G., v° Culte, n° 671 ; — Trochon, *loc. cit.*, p. 186 ; — Baudry-Lacantinerie, *Donations* I, n° 522.

(1) Trib. civ. de Valence, 10 août 1842, D. P. 42. 4, v° Enregistrement, n° 2 ; — Trib. civ. de Limoges, 8 mars 1848, D. P. 48. 5. 135.

(2) Planiol, note dans D. P. 1906. 2. 42.

Le bail à nourriture est la convention par laquelle une personne, moyennant une somme une fois payée, s'engage à en nourrir et entretenir une autre pendant la durée de sa vie. Dans notre espèce, la communauté s'engage, moyennant le versement de l'aumône dotale, à fournir à la religieuse pendant toute sa vie l'entretien suivant la règle. On comprend, dès lors, que la jurisprudence ait vu dans notre contrat des « affinités frappantes » avec le bail à nourriture (1). Mais c'est peut-être aller trop loin que de dire avec le tribunal civil de Lille : « L'apport de l'aumône dotale constitue un contrat synallagmatique aléatoire *do ut facias*, dit bail à nourriture (2) ». « Je ne prétends pas, disait devant la Cour de cassation M. le Procureur général Baudouin, contester cette affinité frappante qui a été relevée par des décisions... Mais, j'estime aussi que l'idée de bail à nourriture ne répond pas complètement au contrat qui nous occupe, qu'elle en méconnaît, dans nombre de cas, tout un côté qui doit, à l'occasion, être soigneusement relevé. Comment assimiler, en effet, à la situation de ce paysan qui abandonne son bien à qui le nourrira, le logera, l'entretiendra, le soignera sa vie durant, pendant qu'il se croisera les bras, celle de la religieuse qui, soumise à la règle de la congrégation, va rendre à la commu-

(1) Trib. civ. de Castres, 19 août 1853, D. P. 54. 3. 6. — *Id.* 31 août 1854, S. 56. 1. 74; — Cass., 7 novembre 1855, S. 56. 1. 74; — Trib. civ. de Figeac, 14 décembre 1855, D. P. 56. 5. 181.

(2) Lille, 15 mars 1906, *Rec. Gaz. trib.* 1906, 2^e sem., 2. 42.

nauté tous les services que comporte l'exécution des statuts, professeur, institutrice, surveillante si l'institut enseigne, laboureur, s'il cultive, garde-malade, s'il est voué aux soins des souffrants et des infirmes. Que le contrat participe du bail à nourriture, soit ! Mais il est aussi autre chose (1) ».

Enfin, l'on a voulu voir dans le contrat d'entrée en religion un contrat de société. Ce fut longtemps la thèse de l'administration de l'enregistrement. Elle avait tout d'abord proposé de distinguer suivant que la dot moniale avait été constituée au profit d'une congrégation autorisée ou au profit d'une congrégation non autorisée, percevant dans le premier cas le droit proportionnel auquel est soumis le contrat de bail à nourriture, dans le second le droit fixe qu'entraîne le contrat de société. Cette distinction, nous le verrons plus tard (2), était inadmissible. Aussi l'administration l'abandonna-t-elle bientôt ; elle décida qu'il fallait, en toute hypothèse, assimiler le contrat d'entrée en religion à une société (3).

Il est facile de critiquer cette manière de voir. Aux termes des articles 1832 et 1833 du Code civil, toute société suppose l'existence des éléments suivants : chacun

(1) *Gaz. trib.*, 22 mars 1907.

(2) Cf. *infra*, chapitre IV.

(3) Délibération du 2 octobre 1849., D. P. 51. 3. 48 ; — Cf., dans le même sens, trib. civ. de Mauriac, 21 juillet 1847. D. P. 48. 5. v° Enregistrement, n° 11.

des contractants doit s'engager à effectuer un apport ; — l'ensemble de ces apports doit constituer un fonds commun destiné à une exploitation en vue de bénéfices à réaliser et à partager ; — chaque associé doit être appelé à participer aux bénéfices et aux pertes de l'entreprise.

Or, le plus simple examen démontre que pas un des caractères distinctifs du contrat de société ne se rencontre dans l'acte qui accompagne l'entrée d'une jeune fille en religion. Un pareil acte, exempt de toute idée de lucre et de bénéfice, entraîne pour la nouvelle sœur admise la perte définitive de la dot apportée. Il ne lui donne aucun droit de copropriété sur les biens appartenant à la communauté, et ne lui procure d'autre avantage matériel que celui de recevoir dans la maison religieuse un entretien suivant la règle, tant qu'il lui conviendra d'y rester soumise. Enfin il n'appartient à aucun des membres de la congrégation de demander la dissolution de la communauté, ni le partage des biens qui peuvent lui appartenir (1).

Notre contrat n'est donc ni une société, ni un contrat de rente viagère, et il ne présente avec le bail à nourriture qu'une certaine affinité. A vrai dire, il constitue un contrat spécial, « innommé », que nous pouvons désigner sous le

(1) Trib. civ. de Castres, 19 août 1853, D. P. 54. 3. 6 ; — Cass. civ., 7 novembre 1855, S. 56. 1. 74. — Trib. civ. Figeac, 14 décembre 1855, D. P. 56. 5. 181 : — Trib. civ. Lille, 15 mars 1906, *Rec. Gaz. trib.* 1906, 2^e sem., 2. 42.

nom de « contrat d'entrée en religion », ou, pour employer une expression usitée dans le langage canonique, sous le nom de « contrat d'ingrès(1). »

SECTION III

CONSÉQUENCES DE LA NATURE DU CONTRAT

Des différents caractères que nous venons de reconnaître au contrat d'entrée en religion découlent d'importantes conséquences.

Contrat innommé, le contrat d'ingrès ne peut, nous l'avons vu, être assimilé au contrat de rente viagère, et, par conséquent, la religieuse ne peut pas, à défaut par la communauté de remplir l'obligation d'entretien qui lui incombe, demander le remboursement de l'aumône dotale, en se basant sur l'article 1978 du Code civil.

D'autre part, en sa qualité de contrat synallagmatique, le contrat d'entrée en religion est soumis à la condition résolutoire tacite de l'article 1184 du même Code.

Nous nous bornerons pour le moment à signaler simplement ces deux premières conséquences de la nature du contrat d'ingrès, nous réservant de les étudier en même temps que l'action en reprise de dot. Dans la présente section nous nous en tiendrons aux conséquences qui

(1) De « *ingressus* » entrée.

résultent pour notre contrat du caractère de convention à titre onéreux qu'il présente.

La constitution de dot moniale n'est pas soumise à la nécessité de la rédaction d'un acte notarié. Cette exigence se trouvait formulée, nous l'avons vu, dans la déclaration royale du 28 avril 1693; mais cette législation a été abrogée par le droit moderne. Aujourd'hui, comme le contrat passé avec la communauté religieuse n'est pas une donation, la constitution de dot moniale n'est pas soumise, pour sa validité, aux conditions de forme édictées par l'article 931 du Code civil (1). Elle peut se faire autrement que par un acte authentique, elle peut même avoir lieu verbalement, ainsi que nous le verrons, sauf, bien entendu, les difficultés de la preuve.

L'acceptation de la dot par la communauté n'est pas davantage soumise à la nécessité de l'autorisation gouvernementale. La loi du 24 mai 1825, article 4-1°, appliquant aux congrégations religieuses de femmes, le principe posé dans l'article 910 du Code civil, leur défendrait de recevoir à titre gratuit sans l'autorisation du gouvernement, autorisation qui était accordée alors par ordonnance royale, et qui le fut plus tard par décret. La loi du 1^{er} juillet 1901, n'a rien innové sur ce point. Or, il était admis sous l'empire de la loi de 1825, et la même solution

(1) Agen, 12 juillet 1836, D. P. 36, 2. 477. — Cass., 2 décembre 1845, S. 45. 1.389; — C. de Paris, 26 janvier 1884, D. P. 82. 2. 105.

s'impose encore aujourd'hui, que la défense faite aux communautés religieuses de recevoir des dons sans l'autorisation du gouvernement ne s'applique pas aux sommes promises ou versées à la communauté à titre de dot (1). Aujourd'hui cependant le gouvernement tient à connaître le chiffre maximum de la dot exigée par les statuts, et, cette indication doit se trouver dans le dossier qu'une congrégation est tenue de constituer pour former une demande d'autorisation (Décret du 16 août 1901, art. 19, al. 2).

L'autorisation gouvernementale était nécessaire à la communauté, sous l'empire de la loi du 24 mai 1825, pour recevoir une dot constituée en immeubles ou en rentes sur l'État. L'article 4-2° de la loi précitée défendait, en effet, aux communautés religieuses d'acquérir de tels biens, même à titre onéreux, sans autorisation du gouvernement. En présence d'un texte aussi précis et aussi formel, il est difficile de comprendre la décision suivante de la Cour d'appel de Riom, aux termes de laquelle « l'immeuble apporté en dot et à titre d'aumône dotale à une congrégation régulièrement autorisée peut être valablement acquis sans l'autorisation du gouvernement exigée par l'article 4 de la loi du 24 mai 1825. » (2)

(1) Agen précité ; — Cass., 10 février 1868, S. 68. 1. 98. — Calmelte. *Traité de l'Administration temporelle des Congrégations et communautés religieuses*, p. 40 et s. — Trochon : *Régime légal des Com. relig. en France*, p. 186.

(2) Riom, 14 mars 1901, *Rec. Gaz. trib.* 1903, 1^{er} sem. table, v° Cong. relig., n° 59.

La prohibition que nous venons d'étudier existe encore aujourd'hui, malgré la promulgation des lois nouvelles sur les Congrégations religieuses. La loi du 1^{er} juillet 1901, en effet, n'a abrogé que l'article 2, § 2 de la loi du 24 mai 1825 (1); elle a donc laissé implicitement subsister les restrictions apportées à la capacité des congrégations religieuses de femmes par les autres dispositions de cette loi.

En dehors de la nécessité de l'autorisation imposée aux congrégations religieuses pour recevoir des dons ou legs, la loi du 24 mai 1825 apporte une autre restriction à leur capacité de recevoir à titre gratuit. Aux termes de l'article 5 de cette loi, si le donateur ou le testateur fait partie de l'établissement religieux, cet établissement n'est capable de recevoir que jusqu'à concurrence de la valeur du quart des biens du disposant, à moins que le don ou legs n'excède pas la somme de 10.000 francs. Or, la novice qui, au moment de sa profession constitue une dot à la Communauté, fait déjà partie de l'établissement. Cependant comme la dot ainsi constituée n'est pas une donation, la personne qui la constitue n'est pas tenue de se renfermer dans les limites fixées par l'article 5 précité. De même, si, dans la suite, la religieuse fait une donation à la communauté, cette libéralité pourra comprendre le quart des biens de la disposante, la somme versée à titre d'aumône

(1) Loi du 1^{er} juillet 1901, art. 21.

dotale ne s'imputant pas sur cette quotité disponible spéciale (1).

Du caractère de contrat à titre onéreux que présente le contrat d'entrée en religion découlent encore d'autres conséquences qui ne sont que l'application pure et simple des règles du droit commun.

Si la dot moniale a été payée au couvent par le père ou la mère de la religieuse, il est certain que cet ascendant ne pourra pas, en cas de prédécès de sa fille, exercer sur l'aumône dotale de celle-ci le droit de retour réservé à l'ascendant donateur par l'article 747 du Code civil : en effet, en constituant cette dot, l'ascendant n'a fait que se décharger de l'obligation alimentaire, il a simplement acquitté une dette.

Si, au contraire, la dot a été versée par un ascendant qui n'était pas tenu de l'obligation alimentaire, étant donnée l'existence du père ou de la mère, le droit de retour se comprendrait, puisque, dans l'espèce, l'ascendant a fait une véritable libéralité à sa petite-fille. Mais ce droit ne peut s'exercer que difficilement, car la dot ne se trouve pas en nature dans la succession de la fille ; et l'on ne trouve non plus dans cette succession rien qui puisse remplacer cette dot, puisque la contrepartie de l'aumône dotale, c'est le droit pour la religieuse d'être nourrie

(1) Cass., 22 décembre 1851. S. 52 4. 33. — Troplong, *Donations* II, nos 693 et 694.

et entretenue dans le couvent sa vie durant, droit qui s'éteint par conséquent avec elle.

On peut supposer aussi qu'une personne, qui n'est tenue d'aucune obligation naturelle ni légale vis-à-vis de la future religieuse, s'offre à verser pour elle la dot exigée par les statuts, dans le but unique de frustrer ses créanciers et de les priver d'une partie de leur gage commun. Il est évident que, dans ce cas, l'action paulienne ne réussira qu'à la condition de prouver la mauvaise foi de la communauté.

Bien entendu, l'action paulienne peut aussi être intentée contre le père ou la mère qui a constitué une dot à sa fille religieuse en fraude des droits de ses créanciers. Mais, dans cette hypothèse, il sera presque toujours inutile de se poser la question de savoir si la communauté a agi avec bonne ou mauvaise foi. En effet, en constituant à sa fille une dot moniale, le père ou la mère n'a fait que se décharger de l'obligation naturelle et légale qui lui incombait de subvenir aux besoins de son enfant (1) ; dans ces conditions, il semble que les créanciers auront bien des difficultés à établir le *consilium fraudis*.

Une dernière question, qui n'est pas, à proprement parler, une conséquence de la nature de contrat à titre onéreux reconnue au contrat d'ingrès, trouve cependant ici sa place, parce qu'elle se rattache à la division des

(1) Agen, 12 juillet 1836., D. P. 36. 2. 177.

contrats en contrats à titre onéreux et contrats à titre gratuit. L'aumône dotale est-elle sujette à rapport ? La question a de l'intérêt quelles que soient les parties au contrat : en effet, quand la dot a été constituée par un collatéral ou par un de ces ascendants qui ne sont pas tenus de l'obligation alimentaire, par suite de l'existence du père ou de la mère, il en résulte une véritable libéralité au profit de la religieuse, et la question de rapport se pose ; — et, quand la dot a été payée par le père ou la mère, s'il n'y a pas ici une véritable libéralité, il n'en est pas moins vrai que le contrat procure à la jeune fille un avantage indirect dont les autres cohéritiers peuvent également demander le rapport (art. 843, C. civ.).

Les auteurs ne sont pas d'accord pour résoudre cette difficulté.

Un premier point semble cependant incontestable et n'est guère contesté : on ne peut considérer la constitution de dot moniale comme faite en vue de l'établissement de la jeune fille, « puisque la profession de religieuse n'est pas destinée à procurer à la personne qui l'exerce des moyens d'existence et est complètement désintéressée (1). » Laurent lui-même est de cet avis : « L'aumône dotale, dit-il, que le père paye à la supérieure d'un couvent, lors de l'entrée en religion de sa fille, est-elle un établissement ? Il y a un motif de douter (2). »

(1) Baudry-Lacantinerie, *Successions*, III, n° 3637.

(2) Laurent, X, n° 599.

La somme versée à titre d'aumône dotale doit être regardée comme la rétribution des frais d'entretien que la communauté s'impose en recevant le nouveau membre. C'est ainsi que les règlements des couvents considèrent l'aumône dotale, et nous avons vu qu'à toutes les époques la jurisprudence, tant civile que canonique, lui a reconnu ce caractère. Par conséquent elle doit être dispensée du rapport en vertu de l'article 852 du Code civil (1). »

Certains auteurs cependant n'admettent cette solution qu'à une double condition : il faut voir, d'abord, si le constituant devait des aliments à la jeune fille ; s'il ne les devait pas, l'aumône dotale ne peut être considérée comme l'acquittement d'une dette alimentaire ; — il faut ensuite examiner si la fille dotée rend service au couvent où elle entre : car, si elle gagne pour la communauté des sommes égales ou supérieures à celles que nécessite son entretien, l'aumône dotale n'est plus alors la contre-partie de cette dépense d'entretien, mais bien une véritable libéralité dont la fille dotée devra le rapport en venant à la succession du constituant. Cette théorie a notamment été soutenue par Laurent (2).

Nous ne partageons pas cette manière de voir. En dispensant le donataire de rapporter les frais d'entretien, la loi (art. 852) n'exige pas que l'entretien ait été une dette

(1) Baudry-Lacantinerie, précité ; — Trib. civ. de Figeac, 30 décembre 1844., D. P. 45.3. 128.

(2) Laurent, X, n° 399.

légale du donateur. En effet, la disposition de l'article 852 s'étend même aux successions collatérales (articles 843 et 852 combinés) ; elle est donc applicable à des cas où les frais faits par le *de cujus* dans l'intérêt d'un de ses successeurs, pour sa nourriture et son entretien, n'ont pas le caractère alimentaire, l'obligation alimentaire n'existant, en aucun cas, à la charge des collatéraux.

Bien plus, si les frais de nourriture et d'entretien n'étaient dispensés du rapport que dans les cas où celui qui les a payés était légalement tenu de le faire, l'article 852 serait sans aucune utilité, puisque, dans ces cas, il n'y a pas de libéralité, le bénéficiaire étant créancier de cette nourriture et de cet entretien.

La deuxième condition exigée par certains auteurs pour que l'aumône dotale soit dispensée du rapport n'est pas plus admissible. Quand la fille dotée rend des services à la Congrégation, il reste toujours vrai que la constitution de dot a été faite pour subvenir à l'entretien de la religieuse. Pour savoir, en effet, quel est le véritable caractère de l'aumône dotale, il faut se placer au moment où le contrat prend naissance. A cet instant, il est certain que la dot est considérée comme la contrepartie des frais que la présence du nouveau membre va imposer à la communauté. La religieuse rendra-t-elle plus tard des services à la maison qui la reçoit ? on ne peut encore le savoir, puisqu'une maladie peut, le lendemain de sa profession, la rendre inapte pour la vie à tout travail ; et c'est préci-

sément en prévision d'une telle éventualité que la communauté exige de la nouvelle religieuse une dot qui permettra de pourvoir à son entretien. Il y a, nous l'avons vu, dans le contrat d'entrée en religion, un aléa ; on ne saurait reconnaître à l'aumône dotale un caractère différent, suivant que la chance a favorisé le couvent ou qu'elle a tourné à l'avantage de la religieuse.

Dans tous les cas, l'aumône dotale doit donc, à condition bien entendu de ne pas dépasser les limites d'une pension alimentaire convenable, être rangée parmi les frais d'entretien et par suite dispensée du rapport.

SECTION IV

FORMATION DU CONTRAT

Si compréhensif que puisse paraître l'intitulé de cette section, il n'entre pas, évidemment, dans notre idée de passer en revue les différents modes de formation du contrat d'entrée en religion. Ces modes sont multiples comme ceux de la plupart des contrats et l'étude en serait absolument dénuée d'intérêt.

Il est au contraire une question qui domine toute cette partie de notre travail, qui a fait l'objet de discussions nombreuses, et qui par conséquent mérite de retenir notre attention.

Dans le contrat d'entrée en religion les volontés des

parties contractantes doivent-elles, de toute nécessité, être manifestées expressément ? Le seul fait de l'entrée en religion ne suffit-il pas pour faire acquérir de plein droit à la congrégation la dot que doit apporter chaque religieuse d'après la règle de l'Ordre ?

A notre avis, il ne suffit pas à une jeune fille d'entrer en religion pour devoir de plein droit la dot fixée par la règle ; la constitution de dot doit résulter d'un consentement exprès.

C'était la solution admise dans notre ancien droit et cet argument historique a sa valeur dans une matière toute traditionnelle comme la nôtre. Un acte était toujours exigé autrefois pour investir les communautés ou congrégations religieuses des apports des personnes qui voulaient s'y affilier, et l'on entourait même la formation de ce contrat de cérémonies destinées à lui donner plus de solennité. « Les personnes qui embrassaient la vie monastique, dit Jérôme Acosta (1), servirent beaucoup à enrichir les monastères, car il arrivait ordinairement que ceux qui choisissaient cette profession ne se contentaient pas de se donner eux-mêmes, à Dieu, mais ils lui offraient de plus tous leurs biens, de quoi ils faisaient un acte selon les formes usitées dans chaque pays. La teneur de cet acte se trouve en ces termes dans l'ancien cartulaire de Casaure : « Moi, N... fils de N... en telle année de l'empereur N...

(1) Jérôme Acosta, *Histoire de l'origine et du progrès des revenus ecclésiastiques*, p. 50.

et du comte N... offre et donne de ma propre volonté, ce jourd'hui, ma propre personne et tous les biens que je possède en tels et tels lieux à tel monastère où je veux vivre le reste de mes jours. » Et pour que cette offrande fut plus solennelle, elle se faisait dans l'église où la personne était offerte à Dieu avec tous ses biens, en mettant la main sur l'autel... »

Nous avons vu aussi Louis XIV, par sa déclaration du 28 avril 1693, rappeler les congrégations religieuses au respect des « saints décrets, ordonnances et règlements concernant la réception des personnes qui entrent dans les monastères », et ordonner que la constitution de la dot religieuse se ferait désormais par acte notarié.

Il est donc bien certain que, dans notre ancien droit français, le seul fait de l'entrée en religion ne suffisait point pour faire acquérir à la communauté l'aumône dotale fixée par les statuts.

Telle fut toujours également et telle est encore aujourd'hui sur la question qui nous occupe la jurisprudence canonique. L'autorité ecclésiastique a toujours exigé que la constitution de la dot religieuse fut faite avant la profession et par un acte séparé. En 1603, le pape Paul V, sur une question à lui posée par le roi d'Espagne, ordonna de ne jamais laisser les dots des religieuses entre les mains des parents, et de les déposer *avant la prise d'habit* chez quelque banquier ou chez quelque autre per-

sonne propre à les garder en dépôt (1). — En 1723, la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers adressait à un évêque une lettre dans laquelle elle rappelait qu'« aucune jeune fille ne peut être admise à prendre l'habit de novice dans un monastère quelconque sans le dépôt préalable de toute la dot en numéraire » (2). — Enfin, Monseigneur Battandier (3), qui nous rapporte la dernière jurisprudence canonique, pose la règle suivante : La dot est constituée et garantie avant la vêtture et versée à l'Institut en argent comptant avant la profession.

Ces décisions sont intéressantes à rappeler pour la solution de la question qui est posée en tête de cette section : elles nous montrent, en effet, que dans l'esprit de l'Église la dot doit être constituée avant la profession. Or les religieuses et, en particulier, les supérieures des communautés connaissent, à n'en pas douter, la discipline de l'Église sur ce point ; par conséquent, lorsqu'une Congrégation religieuse admet une jeune fille à faire profession, sans en exiger la constitution préalable d'une dot, elle est censée avoir renoncé à cette dernière. Et cette renonciation n'est pas un fait si isolé et si extraordinaire qu'il ne soit pas permis de l'induire du seul silence gardé par la communauté au sujet de la dot : il arrive souvent, en effet,

(1) *Analecta juris pontificii* XXXII^e livraison, col. 1530, n^o 17.

2) *Id.*, col. 1531, n^o 19.

(3) Battandier, *Guide canonique pour les constitutions des instituts à vœux simples*, n^o 138.

qu'avec l'autorisation nécessaire, la supérieure renonce au droit d'exiger l'aumône dotale soit au profit d'une personne pauvre, soit au profit d'une jeune fille d'un grand mérite, soit au profit d'une sœur dont on espère obtenir par la suite des avantages pécuniaires.

Il faut donc dire avec Troplong (1) : « Si la règle approuvée par l'autorité supérieure autorise à exiger une dot, c'est une faculté qui est concédée, c'est une aptitude, une capacité dont l'établissement religieux est investi. Mais il faut que cette capacité se mette en exercice, il faut que la volonté d'exiger la dot se déclare ».

Le problème dont nous cherchons la solution s'est posé devant les tribunaux. Le 16 août 1843, le tribunal civil de Lyon le solutionnait dans le sens que nous venons d'indiquer, mais son jugement fut infirmé par arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 18 mai 1844. L'affaire fut alors soumise à la Cour de Cassation qui, adoptant la manière de voir du tribunal, décida qu'« en droit, la constitution de la dot d'une religieuse doit résulter d'une manifestation formelle de volonté et qu'elle ne saurait être acquise à la communauté de plein droit et par le seul effet de l'entrée en religion » (2).

Bien entendu, il n'est plus nécessaire aujourd'hui que

(1) Troplong, *Donations* II n° 695 *in fine*.

(2) Cass. req. 2 déc. 1843, D. 1846, 1.113 et notes, S. 46.1.385 et notes. — Dans le même sens, trib. civ. de Ploërmel, 22 nov. 1900, *Rec. Gaz. trib.* 1901, 1^{er} sem. 2.371.

cette constitution soit faite dans les formes solennelles prescrites sous l'ancien droit, notre droit moderne n'ayant pas reproduit à ce sujet les exigences de l'ancien et ayant, au contraire, déterminé d'une façon bien précise les contrats pour lesquels les formes solennelles sont exigées. C'est ainsi que dans les espèces soumises à l'appréciation des tribunaux nous trouvons des constitutions faites verbalement, des constitutions verbales ratifiées ensuite par testament (1), des constitutions par actes sous seing privé (2).

Les parties sont donc libres de manifester leurs volontés dans les formes qu'il leur plaît de choisir, sauf évidemment les difficultés de la preuve dont nous allons nous occuper maintenant.

SECTION V

PREUVE DU CONTRAT.

Il convient d'abord de bien s'entendre sur le sens de cette rubrique.

Parfois des parents qui se sont engagés à verser une dot à la communauté lors de l'entrée en religion de leur fille refusent d'exécuter leur engagement ; il appartient

(1) Poitiers, 17 mai 1832, S. 1832, 2,407.

(2) Besançon, 1^{er} déc. 1884, *Rec. Gaz. Pal.*, 1885, 1,28.

alors à la communauté d'établir que cette promesse a réellement été faite, de prouver, en un mot, *l'existence* du contrat.

Parfois, au contraire, la dot a été effectivement versée, mais, pour des raisons que nous aurons à étudier dans la suite, la jeune fille, ses parents ou leurs ayants-cause en réclament la restitution ; à eux alors de démontrer que le versement a bien été effectué, à eux de prouver *l'exécution* de leur obligation.

C'est de cette double preuve que nous allons avoir à nous occuper ici.

§ 1^{er}. — *Généralités.*

Le contrat d'entrée en religion est soumis, en ce qui concerne les modes de preuve, à toutes les règles du droit commun, telles qu'elles sont édictées par les articles 1315 et suivants du Code civil.

Et d'abord, notre contrat n'échappe pas, en principe du moins, à la règle de la nécessité d'un acte écrit, lorsque le chiffre de la dot est supérieur à 150 francs. Nous disons « en principe » : car, si cette formule est vraie quand il s'agit pour la communauté de prouver l'existence du contrat, elle ne l'est pas toujours s'il s'agit pour l'autre partie d'établir l'exécution de son obligation.

Quand une communauté poursuit contre des parents réfractaires le paiement d'une dot moniale à elle promise

lors de l'entrée en religion d'une jeune fille, si la somme réclamée est supérieure à 150 francs, cette communauté ne pourra être autorisée à faire la preuve par témoins de l'existence du contrat dont elle réclame l'exécution, en supposant, bien entendu; qu'il n'y ait pas de commencement de preuve par écrit.

Renversons maintenant les rôles : une religieuse, ses parents ou leurs ayants cause réclament à la communauté le remboursement d'une aumône dotale supérieure à 150 francs ; vont-ils pouvoir se servir de la preuve testimoniale pour établir que cette dot a réellement été versée ? Oui, si la dot a été versée par la jeune fille elle-même. L'ancienne jurisprudence cependant n'hésitait pas à solutionner la question dans le sens de la négative (1). Pour elle il n'y avait aucune distinction à faire entre le cas où la dot avait été constituée par la fille et celui où la constitution émanait d'une autre personne : dans tous les cas, elle se bornait à appliquer rigoureusement l'article 1341 du Code civil.

Depuis quelques temps une nouvelle théorie a pris naissance qui nous semble plus juridique en même temps que très rationnelle. Quand le contrat a été passé par la jeune fille elle-même, il est intervenu au plus tôt à la fin du noviciat, au moment où la novice va prononcer ses vœux. Or, à ce moment déjà, la jeune fille se trouve dans une

(1) Cass. civ., 10 février 1868, S. 68,1,98.

telle situation de dépendance vis-à-vis de la Supérieure de la Congrégation qu'il lui est moralement impossible d'exiger de cette dernière la reconnaissance écrite de ses apports. Si donc, plus tard, elle intente une action en restitution de sa dot, il faudra faire application à son cas de l'article 1348 du Code civil qui dispense le créancier de la preuve écrite toutes les fois qu'il ne lui a pas été possible de se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers lui.

Cette théorie se trouve exposée dans un arrêt de la Cour de Caen du 15 mai 1907 (1). Cependant, nous devons l'avouer, l'espèce soumise à la Cour de Caen était des plus favorables : en effet, le contrat avait été passé par la jeune fille à une époque où elle avait déjà prononcé ses vœux, et, par conséquent, la subordination vis-à-vis de la supérieure était indéniable. Mais nous allons plus loin et nous pensons qu'une novice est dans une situation de dépendance suffisante vis-à-vis de sa supérieure pour qu'on déclare qu'elle s'est trouvée dans l'impossibilité morale d'exiger de celle-ci un écrit, et pour qu'on l'autorise, dès lors, à faire par témoins la preuve de son apport (art. 1348, C. civ.)

Nous retombons évidemment dans la règle posée à l'article 1341, lorsque le contrat d'entrée en religion a été passé par les parents de la future religieuse : la partie qui

(1) Cour de Caen, 15 mai 1907, *Gaz. trib.*, 13 sept. 1907.

réclame la restitution ne peut ici être autorisée à prouver par témoins le versement de la dot moniale. Pas plus que tout à l'heure pour la communauté, il n'y a de raison de dispenser, dans cette hypothèse, le demandeur de l'observation du principe général contenu à l'article précité. Et la même solution s'impose si le contrat a été passé entre la communauté et un tiers, car si, dans ce dernier cas, tout se passe comme s'il y avait un double contrat (1), il n'en est pas moins vrai que c'est le tiers qui contracte avec la supérieure et par conséquent l'excuse de subordination ne saurait être invoquée par lui.

Le plus souvent un écrit est rédigé pour constater l'existence ou l'exécution du contrat d'entrée en religion. Ici encore les règles du droit commun s'appliqueront : c'est ainsi que le souscripteur d'un acte sous seing privé contenant une promesse unilatérale de verser une somme à titre d'aumône dotale devra se conformer aux prescriptions de l'article 1326 du Code civil.

De même, si l'acte sous seing privé dressé par les parties est destiné à constater leurs obligations réciproques, il sera soumis à la formalité des doubles.

Au sujet de cette dernière formalité, une difficulté peut se présenter dans la pratique ; l'article 1325 exige que l'acte sous seing privé contenant des conventions synallagmatiques soit rédigé en autant d'originaux qu'il y a de

(1) Section I.

parties ayant un intérêt distinct. Si la fille est présente à l'acte passé pour elle par une autre personne avec la communauté, doit-on dresser l'acte en triple original? Non, à notre avis, si l'acte est passé entre le père et la communauté : nous avons vu (1) que des conventions de cette nature ne formaient de liens qu'entre le père et la supérieure; la jeune fille n'a pas besoin d'y intervenir; si elle intervient, c'est seulement pour donner son assentiment aux conventions passées dans son intérêt entre le père et la communauté, mais elle n'est pas une partie distincte. Il suffit donc alors que l'acte soit passé en double, il n'est pas nécessaire qu'il en soit fait trois originaux (2).

Autre doit être la solution si l'acte est passé par une de ces personnes que nous avons convenu de désigner sous la dénomination de « tiers ». Nous avons vu précédemment que, si la dot moniale est payée par un tiers, il faut faire intervenir l'idée de stipulation pour autrui, sauf cependant, ajoutons-nous, le cas où la religieuse est intervenue au contrat; dans cette dernière hypothèse la religieuse devient partie au contrat et ne tient donc pas ses droits d'une stipulation pour autrui. On devine immédiatement la conséquence que nous tirons de cette théorie : il y a désormais trois parties au contrat, l'acte doit donc être rédigé en trois originaux.

(1) Section I.

(2) Agen, 12 juillet 1836, D. P. 36, 2, 477.

§ 2. — *De quelques modes de preuves intéressants.*

Jusqu'à présent nous nous sommes occupés de la preuve en général; nous allons maintenant passer en revue certains modes de preuve employés pour établir soit l'existence soit l'exécution du contrat d'entrée en religion, et qui nous sont fournis par les documents de la jurisprudence.

Les tribunaux ont admis comme preuve suffisante de l'existence du contrat d'entrée en religion un règlement de compte passé entre la communauté et la religieuse postérieurement à son entrée au couvent, règlement de compte dans lequel la religieuse s'est reconnue débitrice de la dot (1).

De son côté, une religieuse qui réclamait à la communauté la restitution de sa dot a pu, pour établir le versement de l'aumône dotale, invoquer l'aveu judiciaire de la supérieure (2). En effet, la supérieure d'une communauté religieuse autorisée représente légalement cette communauté et l'engage par son aveu fait en justice sur la question de savoir si elle a reçu une aumône dotale parce qu'il s'agit en ce cas d'un fait personnel d'administration qui rentre dans ses pouvoirs. La reconnaissance de l'exécution

(1) Cass., 2 déc. 1845. D. P. 46, 1, 114.

(2) *Pandectes françaises* v^o Cong. rel. n^o 250; — C. de Paris, 26 janvier 1881, D. P. 82, 2, 103.

du contrat d'entrée en religion fait donc preuve complète contre la congrégation qu'elle représente.

De même aussi l'ancienne religieuse qui poursuit contre la supérieure du couvent qu'elle a quitté la restitution de son aumône dotale peut déférer le serment à son adversaire sur le point de savoir si la communauté a effectivement reçu cette dot. Nous supposons, bien entendu, que le débat est lié entre la religieuse et la supérieure qui a passé avec elle le contrat d'entrée en religion, car, si celle-ci est décédée et que la demande soit formée contre la sœur qui l'a remplacée à la direction du couvent, nous ne pensons pas qu'on puisse déférer le serment à cette nouvelle supérieure (art. 1359, C. civ.). Dans ce dernier cas, en effet, il ne saurait s'agir que du serment de crédibilité. Or, ce dernier n'étant admis que par exception ne peut être déféré à des personnes autres que celles indiquées dans les articles 189 du Code de commerce et 2275 du Code civil, c'est-à-dire aux veuves, héritiers ou ayants cause du défunt (1), et seulement, à notre avis, dans les hypothèses prévues par ces articles (2).

Ces mêmes raisons s'opposent à ce que le serment de crédibilité soit déféré au liquidateur d'une congrégation

(1) Aubry et Rau, VIII, p. 189. — Laurent, XX, n° 219, XXXII, n° 516; — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Obligations*, 2^e éd., III, p. 1010. — Cass. civ., 17 juillet 1876, S. 77, 1, 17.

(2) Laurent, *loc. cit.* — Baudry-Lacantinerie et Barde, *loc. cit.* p. 1011. — C. Req., 9 nov. 1846, S. 47, 1, 45. — La plupart des auteurs sont en sens contraire.

dissoute, auquel une religieuse réclame la restitution de sa dot.

La congréganiste qui agit en justice pour obtenir le remboursement de son aumône dotale peut encore, pour en établir le versement, invoquer les mentions inscrites à ce sujet sur les registres de la communauté (1). Ces registres sont, en effet, de tous points assimilables aux registres et papiers domestiques lesquels, aux termes de l'article 1331 du Code civil font foi contre celui qui les a écrits toutes les fois qu'ils énoncent formellement un paiement reçu. Mais il faut, bien entendu, que par la place qu'elle occupe sur ces registres, par l'aspect qu'elle y présente, l'inscription constatant le versement de la dot n'ait aucun caractère suspect.

Enfin, la preuve du versement de la dot moniale peut être faite — et c'est là probablement le cas le plus fréquent — par la production de la quittance ou du reçu délivré par la supérieure de la congrégation, ou encore résulter d'un acte sous seing privé, autre qu'un reçu, constatant la constitution d'une dot moniale et le versement de cette dot.

Au sujet de ce dernier mode de preuve la liquidation

(1) Cass., 40 février 1868, S. 68, 1,98. — Trib. civ. d'Arras, 15 novembre 1905. — *Recueil de la Gazette des tribunaux*, 1906, 1^{er} semestre, 2,418; — Trib. civ. de Villeneuve-sur-Lot, 13 avril 1905, *Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement*, 15 mai 1905, p. 594.

en justice des biens des congrégations religieuses dissoutes en vertu des lois des 1^{er} juillet 1901 et 7 juillet 1904 a donné lieu à une question d'une importance considérable : les actes sous seing privé constatant le versement de la dot sont-ils opposables au liquidateur bien que n'ayant pas acquis date certaine par l'un des procédés de l'article 1328 du Code civil ?

D'après cet article, « les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits ou du jour où leur substance est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellés ou d'inventaire... » Tout revient donc à savoir si le liquidateur d'une congrégation dissoute est un tiers ou l'ayant cause de la communauté.

Il est inutile de se poser la question si l'acte opposé par la religieuse au liquidateur est une quittance délivrée par la supérieure. Une jurisprudence sûrement contraire au droit rigoureux, mais qui s'explique par le désir d'éviter le trouble que l'application inflexible de la loi n'eût pas manqué d'apporter dans les habitudes de la vie, décide que les quittances rédigées sous signature privée font par elles seules et en dehors des formalités de l'article 1328, preuve de leur date à l'égard de tout le monde.

Mais l'acte sous seing privé offert en preuve peut être autre qu'une quittance ; ce peut-être, par exemple, l'acte

même de constitution de dot dans lequel le versement serait constaté. Alors la question reste entière.

Quelques décisions de jurisprudence ont considéré le liquidateur comme un tiers et non comme l'ayant cause de la congrégation dissoute (1). Les partisans de cette théorie posent les deux principes suivants : l'État n'est pas le successeur universel ou à titre universel de la congrégation autorisée dissoute ; — d'autre part, le liquidateur d'une telle Congrégation ne peut être assimilé à un liquidateur ordinaire.

Ils essayent de justifier ainsi leur première proposition. Une congrégation religieuse n'ayant d'existence légale que grâce à l'autorisation donnée par la puissance publique, elle tombe dans le néant dès que cette autorisation lui est retirée. Ses biens deviennent donc à ce moment des biens vacants et sans maîtres, et dès lors ils doivent rentrer dans le domaine de l'État, en vertu des articles 539 et 713 du Code civil (2). Ce n'est donc pas par voie de deshérence à titre de successeur irrégulier que l'État recueille les biens d'une congrégation autorisée dissoute, il n'est pas l'ayant cause universel ou à titre universel de la congrégation et, par suite, le liquidateur ne saurait

(1) Trib. civ. de Limoges, 19 mai 1905, *Bulletin des Congrégations*, 15-22 octobre 1905. — C. de Rouen, S. 1907, 2, 103 et la note de M. le conseiller Dalmbert.

(2) La théorie des « biens sans maître » a été soutenue même pour les biens des Congrégations autorisées. Cf. Rouen, précité et C. de Limoges, 9 mai 1906 : *La Loi*, 10 juillet 1906.

non plus en cette qualité représenter la communauté religieuse supprimée.

Passant ensuite à la seconde partie de leur argumentation les partisans de ce premier système raisonnent ainsi : il n'y a pas d'assimilation possible entre le liquidateur d'une Congrégation dissoute et le liquidateur d'une société commerciale ou le syndic d'une faillite. Le liquidateur d'une société commerciale est le mandataire de tous les associés, le mandat du liquidateur d'une Congrégation, au contraire, dérive de la loi : ce liquidateur représente les diverses catégories de bénéficiaires auxquels la loi accorde un droit sur les biens de la Congrégation après sa suppression. Enfin il est de principe que la société dissoute continue de subsister pendant la durée et pour les besoins de sa liquidation, au lieu que la Congrégation autorisée, dès l'instant de sa dissolution, a perdu à jamais son existence et a cessé d'avoir aucun droit sur ses propres biens. — Il n'est pas non plus exact de comparer le liquidateur d'une Congrégation au syndic d'une faillite, puisque le droit du liquidateur ne dérive nullement de la Congrégation liquidée mais de la loi (1).

Nous n'hésitons pas un seul instant à repousser cette manière de voir.

Il y a d'abord toute une catégorie de Congrégations contre lesquelles, à notre avis, le premier argument du

(1) Cf. arrêt de Rouen précité et la note.

système précité n'a aucune valeur, ce sont les Congrégations supprimées en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901 (art. 13, al. 3).

L'article 18, alinéa 13 de cette loi est ainsi conçu : « S'il n'y a pas de contestations, ou lorsque toutes les actions formées dans le délai prescrit auront été jugées, l'actif net est réparti entre les ayants droit. » Or, quels sont ces ayants droit ? La loi n'a pas osé préciser et les travaux préparatoires nous apprennent que le législateur de 1901 a voulu laisser aux tribunaux le soin de donner le mot de l'énigme. Pour nous ces ayants droit ne peuvent être autres que les anciens congréganistes.

C'est d'abord de toute équité. Comme nous le verrons dans un instant, derrière la congrégation personne morale il y a des êtres physiques qui en réalité sont les seuls possesseurs des biens de la congrégation et entre lesquels doivent par conséquent se répartir ces biens dès l'instant où l'être moral vient à disparaître. Admettre le contraire serait favoriser la confiscation et, en l'absence d'un texte formel, on ne saurait prêter une telle intention au législateur.

Cette solution résulte en outre du texte même de l'article 18. Le législateur se place au moment où, toutes les actions ayant été intentées, ou les délais pour les former étant expirés, on se trouve en présence du reliquat net de la liquidation. Que va-t-on en faire ? Et le législateur de 1901 répond : « il sera *réparti* entre les *ayants droit*. »

Le texte dit donc lui-même qu'il y a plusieurs ayants droit, et du reste l'idée de répartition ne se comprendrait pas sans cela. Il semble donc, en présence de cette formule, que le législateur, s'il n'a pas voulu indiquer ces ayants droit, n'a nullement eu non plus l'intention d'attribuer à l'État le reliquat de la liquidation. A-t-il voulu, au moins, lui en attribuer une partie, et l'État serait-il au nombre des ayants droit? Pas davantage : nous allons voir tout à l'heure que l'État n'a aucun titre pour prétendre un droit quelconque sur les biens des congrégations dissoutes. Les seuls ayants droit seront donc ici les anciens congréganistes.

Et le liquidateur, dans ce système est bien le représentant de ces religieux. Toutes les actions qu'il intente, toutes celles auxquelles il défend, actions en reprise ou en revendication, par exemple, ont pour but de conserver aux intéressés le reliquat le plus élevé possible. Il est le mandataire des anciens congréganistes. Et qu'importe, après cela, qu'il tienne son mandat de la loi ou de la volonté des anciens religieux !

Nous arrivons donc à cette conclusion que le liquidateur est, dans le système de la loi du 1^{er} juillet 1901, non pas un tiers, mais le représentant des anciens congréganistes, où, si l'on veut, le représentant de la congrégation qu'aucune raison n'empêche de considérer comme subsistant pendant la durée et pour les besoins de la liquidation (1).

(1) La Régie considère la Congrégation autorisée pourvue d'un liqui-

La loi du 7 juillet 1904 est plus explicite. D'après l'article 5, alinéa 3 de cette loi, le reliquat de la liquidation « servira à augmenter les subventions de l'État pour construction ou agrandissement des maisons d'écoles et à accorder des subsides pour location. » Ici pas d'équivoque : c'est l'État qui va recueillir les biens des congrégations enseignantes supprimées. Mais en vertu de quel principe ? Par application, répond la théorie adverse, des articles 539 et 713 du Code civil.

Cette manière de voir est des plus contestables.

D'abord que faut-il entendre par « biens vacants et sans maîtres ? » D'après l'opinion unanime des auteurs (1), ce sont des biens abandonnés ou présumés abandonnés sur lesquels aucun droit n'est plus matériellement exercé par personne. Du moment que quelqu'un exerce sur un bien un droit quelconque, si fragile soit-il, ce bien n'est pas sans maîtres.

Appliquons ce critérium aux biens des congrégations dissoutes. Peut-on dire que ces biens soient des biens « qui ne sont possédés par personne, auxquels tout le monde aurait pu prétendre à titre de premier occupant et que dès lors, dans l'intérêt de tous, l'État est plus qualifié pour prendre que le premier venu ? » (2)

dateur comme subsistant pendant la période de la liquidation. Instruction 27 janvier 1905, n° 3463.

(1) Demolombe, IX, p. 43 ; — Laurent, VI, p. 39 ; — Aubry et Rau, 5^e édition, II, p. 64.

(2) Adhésion de M^e Georges Devin à la consultation de M^e H. Barboux, *Gaz. trib.*, 28 fév. 1901.

Là où se rencontre un droit, on trouve nécessairement un homme qui le possède. Quand on dit qu'une personne morale a des droits, on veut parler des droits collectifs appartenant à un certain nombre d'hommes : les droits de la Société de commerce sont les droits collectifs des hommes associés ; de même les droits de la congrégation sont aussi les droits collectifs des congréganistes. Quand cette congrégation acquiert, par exemple, on dit que c'est la personne morale qui réalise l'acquisition, parce que c'est là un langage commode et simplifié, mais on ne fait qu'exprimer une idée abstraite ; en réalité c'est un des congréganistes qui agit pour lui et pour les autres religieux à la fois (1). Qu'on supprime l'autorisation, la congrégation nous apparaîtra alors comme un groupement de particuliers qui n'ont pas perdu la jouissance de leurs droits civils et dont le titre de propriété ne peut pas être effacé.

Veut-on voir dans les congrégations dont l'autorisation est supprimée des sociétés de fait (2), la solution à donner à la question qui nous occupe ne change pas. Nulle ou valable la convention des parties n'en produit pas moins certains effets. Quand une Société est annulée il ne peut venir à l'idée de personne que ses membres n'ont aucun droit sur les biens qui constituaient le patrimoine commun. « Si la Société n'a pas encore fonctionné lors de son

(1) De Vareilles-Sommières, *Les personnes morales*.

(2) Alger, 27 mai 1868, D. P. 69, 1, 313. — Toulouse, 24 juin 1878, D. P. 78, 1, 277.

annulation, elle est considérée comme n'ayant jamais existé et chaque actionnaire a le droit de reprendre son apport, de ne pas verser sa mise et de se faire rembourser les sommes qu'il a versées. Si, au contraire, la société s'est mise à l'œuvre (ce qui est le cas le plus fréquent) et a continué les opérations jusqu'au jour où la nullité a été déclarée, cette nullité n'a d'effet que pour l'avenir; mais pour le passé, spécialement, quant aux opérations auxquelles elle a donné lieu, la Société doit être considérée comme ayant eu une existence de fait devant être liquidée entre les associés. » (1)

Quelque soit donc celui des deux points de vue précédents qu'on adopte, on arrive à cette conclusion que les biens des congrégations supprimées ne sont pas des biens vacants et sans maîtres.

Du reste, toute notre législation fiscale proteste contre la théorie que nous critiquons, car, si les biens des congrégations dépourvues d'autorisation appartiennent à l'État, l'administration de l'enregistrement n'a qu'à en revendiquer la totalité; comment expliquer dès lors que la loi grève ces communautés d'impôts? (2) Il y a plus, le législateur frappe les associations non autorisées d'un droit d'accroissement qu'il assimile à un droit de mutation par décès lorsque l'accroissement se produit par la mort d'un

(1) Houpin, *Traité des Sociétés*, 3^e édition, I, p. 462. — Dalloz, *Code des lois pol. et adm.*, v^o Cultes reconnus, n^{os} 7143 et suivants.

(2) Lois des 22 février 1849, 22 juin 1872, 29 décembre 1884.

des associés ; c'est donc que, dans son idée, le religieux décédé avait une part dans le patrimoine commun.

L'article 5 de la loi du 5 mai 1825 fournit encore un argument en faveur de notre thèse, quand il accorde aux congrégations un délai de six mois à partir du jour où elles seront autorisées pour transférer à la nouvelle personne morale les biens appartenant auparavant aux religieuses. « Cette disposition, dit la Cour de Cassation, s'applique aux donations portant sur des biens personnels au donateur, aussi bien qu'*aux donations des biens de la communauté qui auraient été mis sous le nom de ce donateur.* » (1)

Enfin, toutes les fois qu'une congrégation sollicite l'autorisation, le gouvernement exige un état de l'actif et du passif de l'association. L'article 7 du décret du 29 mars 1880 en faisait une obligation pour les congrégations qui voudraient se soustraire à la dissolution violente. — Le décret du 1^{er} juillet 1901 exige de toute congrégation qui sollicite l'autorisation « un état de ses biens, meubles et immeubles » (art. 2). Le gouvernement reconnaît donc lui-même qu'une congrégation peut détenir des biens avant d'être investie de la personnalité morale.

Nous croyons avoir suffisamment démontré que ce n'est pas en vertu des articles 539 et 713 du Code civil que l'État s'empare des biens des congrégations enseignantes. Ce n'est pas non plus par voie de déshérence qu'il recueille

(1) Cass., 22 décembre 1851, D. P. 52, 1, 37.

ces biens, car une succession ne s'ouvre que par la mort naturelle d'une personne physique et ici il n'y a rien de tel (art. 767 et 768, C. civ.).

Mais alors, en vertu de quel principe les biens des congrégations dissoutes vont-ils à l'État? Il est inutile d'en chercher un, il n'y en a pas. Qu'on le veuille ou non, ces biens sont dévolus à l'État par la seule volonté du législateur qui, après avoir supprimé les congrégations enseignantes, a affecté leurs biens aux œuvres d'enseignement de l'État. (Loi de 1904, art. 5, § 3.). L'État, en vertu de cette loi, *succède* donc — dans le sens large du mot — aux congrégations dissoutes, il prend leur place en recueillant leurs droits. « Or, on peut succéder à un autre, soit quant à un ensemble de droits, soit relativement à tel ou tel droit particulier. Dans le premier cas où cet ayant cause à titre universel (1) », et c'est précisément le cas de l'État *successeur* de la congrégation supprimée. Comme, par ailleurs, les tiers en faveur desquels la disposition de l'article 1328 a été écrite sont les ayants cause à titre particulier, l'État, dans notre hypothèse, n'est pas un tiers et le liquidateur qui le représente ne peut invoquer contre les anciens congréganistes le défaut de date certaine (2).

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, 7^e édition, II, page 873.

(2) Dijon, 7 fév. 1906, *Gaz. Trib.*, 6 mars 1906; — C. de Limoges, 9 mai 1906, *La Loi*, 10 juillet 1906; — C. de Montpellier, 6 août 1906; — *G. du Palais*, 23 décembre 1906; — C. d'Angers, 24 décembre 1907; — *Gaz Trib.*, 16 février 1908.

En résumé, dans le système de la loi du 1^{er} juillet 1901, aussi bien que dans celui de la loi du 7 juillet 1904, le liquidateur ne doit pas être considéré comme un tiers, étant dans le premier cas le représentant des anciens congréganistes, et dans le second le représentant de l'État, successeur universel de la congrégation. Par conséquent, dans les deux hypothèses, les actes sous seing privé constatant le versement de la dot lui sont opposables, bien que n'ayant pas acquis date certaine par l'un des procédés de l'article 1328 du Code civil.

SECTION VI

DU SORT DE LA DOT AU MOMENT OU LE CONTRAT PREND FIN

I. — Des événements qui mettent fin au contrat.

Ils sont au nombre de quatre : le décès de la religieuse, sa sortie volontaire du couvent, son exclusion du sein de la communauté, la dissolution de la congrégation par autorité du pouvoir civil.

Dans l'état actuel de notre législation, une religieuse peut, à son gré, quitter son couvent, sans que la communauté puisse prétendre au droit de l'y maintenir de force ; et cette solution est vraie quelle que soit la nature des vœux par lesquels la religieuse s'est liée.

Nos lois ne connaissent pas les vœux perpétuels. L'article 3 du décret du 3 messidor an XII, consacrant à cet égard le principe déjà posé par la loi du 13 février 1790, les prohibe d'une manière absolue, et cette prohibition a été renouvelée successivement par tous les actes qui se sont occupés des ordres monastiques (1).

En fait, une congrégation se trouve également désarmée quand une religieuse à vœux temporaires sort du couvent avant l'expiration du délai pour lequel elle s'est engagée. Ce n'est pas, comme on l'a répété à loisir dans les discussions parlementaires ou judiciaires qui ont précédé ou suivi la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901, que la législation française ignore ces sortes de vœux : le décret du 18 février 1809 (art. 7 et 8) fixe, avec la durée maxima des vœux pour les religieuses hospitalières, les conditions de forme auxquelles est soumise la réception de cet engagement, et, la loi du 24 mai 1825, relative aux congrégations de femmes en général, étant présumée s'en référer à celles des dispositions du précédent décret qui ne lui étaient pas contradictoires, on a pu dire avec raison que les prescriptions précitées du décret de 1809 étaient applicables à toutes les communautés de femmes sans distinction (2).

Mais les articles 7 et 8 du décret de 1809 sont restées à

(1) Trochon, *Traité du régime légal des Congrégations religieuses en France*, p. 180 et s.

(2) Trochon, *loc. cit.*, p. 191 et s.

l'état de lettre morte ; jamais les congrégations ne se sont conformées aux règles édictées par eux, de telle sorte qu'aujourd'hui elles seraient mal fondées à demander aux tribunaux de faire respecter les engagements temporaires pris envers elles par les religieuses, ces engagements étant nuls pour inobservation des formalités légales.

Du reste, ces vœux fussent-ils prononcés d'après les formes prescrites par le décret de 1809, que les communautés religieuses ne pourraient davantage employer la contrainte pour forcer un de leurs membres à les respecter pendant leur durée. Le droit de maintenir une sœur au couvent malgré elle serait en opposition avec les principes de notre droit constitutionnel et civil, et le fait de cette détention constituerait même le crime de séquestration puni par l'article 341 du Code pénal (1). La sanction du décret de 1809 est tout autre : elle consiste dans le droit de retenir la dot, ou, à défaut de dot, dans celui de réclamer à la religieuse la restitution de la valeur des aliments qui lui ont été fournis et enfin dans l'impossibilité pour l'ex-religieuse de contracter mariage pendant le temps qui reste à courir jusqu'à l'expiration de ses vœux.

Si une religieuse a toujours le droit de quitter la congrégation, celle-ci peut-elle, à l'inverse, renvoyer un de ses membres ?

Envisagée au point de vue purement spirituel et reli-

(1) Trochon, *loc. cit.*, p. 191 et suiv. ; *Pandectes françaises*, v^o Cong. rel., n^{os} 97 et s.

gieux, la question ne saurait présenter la moindre difficulté : les supérieurs ecclésiastiques doivent forcément avoir le droit de renvoyer tout sujet indiscipliné ou manquant à ses devoirs (1).

Mais on peut prévoir des hypothèses où l'exercice de ce droit donnerait lieu à des abus. Le religieux ainsi renvoyé sans motif sera-t-il fondé à réclamer une indemnité devant les tribunaux ? Il y a là un point de vue temporel inséparable au point de vue spirituel.

Il est hors de doute que les tribunaux n'auront pas à intervenir quand les statuts régulièrement approuvés par l'autorité civile autorisent l'exclusion *ad nutum* d'un membre de la congrégation.

Nous allons encore plus loin et nous refusons absolument au pouvoir civil le droit d'apprécier le bien ou mal fondé de l'exclusion d'une congréganiste. Pour statuer, en effet, sur la demande de cette dernière, les tribunaux seraient obligés de rechercher si la mesure prise par les supérieurs ecclésiastiques est suffisamment motivée, et, par conséquent, de se faire juges de la conduite de la religieuse expulsée. Cela reviendrait donc à permettre au pouvoir civil de contrôler au point de vue spirituel les appréciations des supérieurs.

(1) Sur les causes de renvoi et sur la procédure à suivre pour décider ce renvoi, cf. M^{re} Battandier : *Guide canonique pour les constructions des instituts à vœux simples*, n^{os} 267 et s.

D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, les juges civils n'auraient aucune compétence pour faire cette appréciation.

Cette théorie a été admise par un jugement du tribunal civil du Puy, confirmé par arrêt de la Cour de Riom. « Attendu, dit ce tribunal, que cette décision (relative au renvoi d'une religieuse) a été rendue par la seule autorité compétente, celle qui était désignée par les statuts de la communauté qui faisaient la loi des parties et que, quelles qu'en soient pour la demoiselle C... les conséquences, le tribunal n'a ni mission, ni caractère pour l'apprécier et la réviser parce que l'examen auquel il se livrerait ne pourrait porter que sur des intérêts et des questions d'un ordre différent de ceux que la loi civile confie à ses délibérations et attribue à sa juridiction (1) ».

Le contrat d'entrée en religion peut encore prendre fin, avons-nous dit, par autorité du pouvoir civil : nous songeons ici à la dissolution forcée des congrégations religieuses.

Dans l'état actuel de notre législation, la dissolution d'une congrégation peut être prononcée par décret rendu en conseil des ministres (loi du 1^{er} juillet 1901, art. 13, al. 3). Cette mesure n'a pas seulement pour effet de

(1) Le Puy, 16 juin 1853, confirmé Riom, 27 fév. 1856, rapporté dans Calmette, *Traité de l'administration temporelle des Cong. et comm. rel.*, p. 47. — En sens contraire, *Pandectes françaises*, v^o Responsabilité civile, nos 103 et s.

retirer à la congrégation l'autorisation dont elle était pourvue, elle oblige aussi ses membres à se disperser sous peine d'encourir les sanctions édictées par les articles 16, modifié par la loi du 4 décembre 1902, et 8 combinés.

Tel est actuellement le droit commun en France, mais rien n'empêche évidemment le pouvoir législatif de supprimer d'un seul coup toute une catégorie de congrégations religieuses. Le législateur a déjà manifesté sa toute puissance à ce sujet, en décidant la suppression *in globo* de toutes les congrégations autorisées à titre de congrégations exclusivement enseignantes.

II. — Sort de la dot au moment où le contrat prend fin.

§ 1. — *Sort de la dot en cas de décès, de sortie volontaire ou d'exclusion.*

Le contrat d'entrée en religion prend fin normalement par la mort de la religieuse. Dans ce cas, la dot reste évidemment acquise à la communauté et les héritiers de la religieuse ne sauraient y prétendre aucun droit. Notre contrat est, en effet, un contrat aléatoire. La dot moniale a été constituée pour aider la communauté à entretenir la religieuse pendant toute sa vie. Dans l'hypothèse, la communauté a fidèlement exécuté ses obligations ; les héritiers

n'ont pas à s'occuper de savoir en faveur de qui a tourné l'aléa (1).

Nous avons vu (2) de quelle façon le droit canonique règle le sort de la dot dans le cas où une religieuse vient à quitter le couvent de son plein gré. Mais, les tribunaux civils n'ayant pas à se préoccuper des prescriptions du droit canonique, il nous faut rechercher, d'après les principes de notre droit civil, la solution qu'il conviendrait d'adopter si une religieuse sortie volontairement du couvent venait réclamer à la communauté le remboursement de sa dot.

La religieuse, en faisant sa profession, s'est irrévocablement dépouillée de sa dot; elle ne pourrait la répéter que dans le cas où la communauté n'exécuterait pas ses obligations. Or, dans notre hypothèse, la religieuse n'a aucun reproche à faire à la communauté : il ne tient qu'à elle de rester au couvent. C'est elle qui refuse d'exécuter son engagement, elle ne peut donc pas se plaindre de l'inexécution du contrat d'entrée en religion. Entre l'hypothèse actuelle et la précédente il n'y a pas de différence, sauf que la religieuse par sa détermination avance l'époque à laquelle on connaîtra celle des deux parties que l'aléa aura favorisée (3).

(1) Cf. 1^{re} partie, section IV et 2^e partie, section II.

(2) Cf. 1^{re} partie, section IV.

(3) En ce sens Trochon, *loc. cit.*, p. 189; — *Pandectes françaises*, v^o Cong. rel., n^o 249; — Agen, 11 déc. 1903, *Gaz. Pal.*, 9 fév. 1906.

Rien n'empêche cependant la communauté de demander, dans ce cas, la résolution du contrat et la condamnation de l'autre partie à des dommages-intérêts (1). Elle peut avoir ses raisons d'agir ainsi. Bien entendu, elle devrait, dans cette éventualité, restituer la dot.

De même, si les statuts de la congrégation régulièrement approuvés par l'autorité civile décident qu'en cas de sortie volontaire la dot apportée par la sœur lui sera intégralement restituée, cette restitution devra évidemment être ordonnée (2). Encore dans ce cas la communauté est-elle en droit de retenir les intérêts de la dot, en compensation des soins donnés à la religieuse pendant son séjour au couvent.

La distinction que nous venons d'établir ne saurait exister au cas d'exclusion d'un des membres de la congrégation. Ici, même dans le silence des statuts, la religieuse renvoyée reprendra toujours sa dot (3). La raison en est simple : en renvoyant de son sein un membre dont la conduite ou l'esprit ne répondait pas à la règle de l'ordre, la communauté n'a fait qu'user d'un droit que lui confèrent ses statuts. Mais, l'obligation prise par la religieuse de consacrer ses aptitudes au service de la congrégation en se conformant à la règle étant la cause de l'obligation

(1) Art. 1184, C. civ.

(2) Trib. civ. du Puy, 16 juin 1835, rapporté dans Calmette, *loc. cit.*, p. 44.

(3) Trochon, *loc. cit.*, p. 191 ; — Calmette, *loc. cit.*, p. 41.

réci-proque prise par la communauté de subvenir aux besoins de la religieuse sa vie durant, la dot se trouve désormais sans cause dans le patrimoine de la communauté qui doit dès lors la restituer.

Notre solution présente encore cet avantage d'empêcher que la congrégation ne renvoie injustement un membre qui lui est à charge, dans le but unique de supprimer ces charges tout en conservant la dot.

§ 2. — *Sort de la dot
en cas de dissolution forcée de la congrégation.*

Dans l'état actuel de notre législation, avons-nous dit, la dissolution d'une congrégation religieuse autorisée peut être prononcée par décret rendu en conseil des ministres. Nous aurons donc à nous demander ce que deviendra la dot dans pareille éventualité. Mais notre étude serait incomplète si nous bornions là nos recherches. La loi du 7 juillet 1904, relative à la suppression de l'enseignement congréganiste prévoit pour cette suppression un délai maximum de dix ans (art. 1^{er}, al. 2). Ce document législatif n'appartient donc pas encore à l'histoire, et il est dès lors intéressant d'examiner la manière dont devra être réglé le sort de la dot moniale au fur et à mesure de la suppression des établissements congréganistes d'enseignement.

La religieuse ayant fait partie d'une congrégation

dissoute par application de l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est fondée à réclamer au liquidateur la restitution de son aumône dotale. Dans certains cas, elle puisera son droit d'agir dans l'article 18, alinéa 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901. Ce texte dispose que « les biens et valeurs appartenant aux membres de la congrégation antérieurement à leur entrée dans la congrégation leur seront restitués. » Si donc la religieuse, majeure lors de son entrée en religion ou régulièrement représentée par son mandataire légal a constitué cette dot moniale sur sa fortune personnelle, elle pourra, pour rentrer en possession de son aumône dotale, se prévaloir de la disposition précitée.

Mais, la plupart du temps, nous l'avons vu, la jeune fille qui entre au couvent n'a pas de fortune personnelle ; la dot est alors payée pour elle à la communauté soit par ses père et mère, soit par tout autre parent, soit même par un étranger. Dans ces différentes hypothèses, l'action basée sur l'article 18, alinéa 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, ne saurait évidemment réussir. La propriété des sommes versées à titre de dot a, en effet, passé directement du constituant à la communauté, et cela même quand la dot a été payée par ceux que nous avons appelés des « tiers » : car s'il est juste, pour l'application de certains principes juridiques, de faire intervenir dans ce dernier cas l'idée d'un double contrat, contrat de bienfaisance entre le constituant et la jeune fille, convention à titre onéreux entre celle-ci et la communauté, il n'en est pas moins vrai que la

future religieuse ne joue pas entre les deux autres parties le rôle d'une intermédiaire.

La religieuse pour laquelle un parent ou un étranger aura constitué une dot va-t-elle donc se trouver, après la dissolution de sa congrégation, privée de toute action contre le liquidateur en vue de recouvrer la propriété de cette dot ? Non ; car quel que soit le constituant, elle peut toujours se prévaloir, pour faire opérer cette restitution, des dispositions du droit commun.

Le contrat d'entrée en religion est, en effet, ne l'oublions pas, un contrat synallagmatique par lequel, en échange de l'aumône dotale à elle versée, la communauté s'engage à subvenir à tous les besoins de la religieuse pendant sa vie. La dissolution de la congrégation rendant l'exécution de cet engagement désormais impossible, la résolution du contrat peut être demandée en justice, et, de par cette résolution, la congréganiste est en droit de réclamer sa dot (art. 1184, C. civ.).

Et l'on ne saurait utilement objecter que cette inexécution de l'obligation de la communauté est due à un cas de force majeure résultant du fait du prince. L'article 1184 ne distingue pas entre les causes d'inexécution des conventions et n'admet pas la force majeure comme faisant exception à la règle qu'il a consacrée (1).

Nous nous bornons ici à indiquer cette action en résolu-

(1) Demolombe, *Contrats* I, n° 497 ; — Aubry et Rau, 5^e édition, IV, p. 127, note 82 ; — Laurent, XVII, n° 124.

tion et son fondement, nous réservant de l'étudier plus complètement en parlant des congrégations dissoutes par application de la loi de 1904. Plusieurs des observations que nous présenterons alors s'appliquent à la situation des religieuses ayant fait partie d'une congrégation autorisée dissoute en vertu de la loi de 1901.

Quoiqu'il en soit, il reste acquis que, dans le système de la loi de 1901, la religieuse, ancien membre d'une congrégation dissoute, a toujours une action pour rentrer en possession de sa dot; parfois même elle a le choix entre l'action du droit commun et celle qui résulte de l'article 18 de la loi de 1901.

Mais si elle agit en vertu de ce dernier texte, elle devra, sous peine de forclusion, former sa demande dans un délai de six mois à compter du jour où le jugement nommant le liquidateur aura été rendu public dans les formes prescrites pour les annonces légales (art. 18 al. 9 et 5 combinés).

Nous verrons plus loin par quel délai se prescrit l'action de l'article 1184.

La situation des religieuses ayant fait partie d'une congrégation enseignante dissoute par application de la loi du 7 juillet 1904 est moins favorable, en ce sens que ces religieuses n'ont jamais le choix entre plusieurs actions; seule l'application des règles édictées par l'article 1184 peut leur faire obtenir la restitution de leurs dots.

Nous ne trouvons, en effet, dans le système de la loi

de 1904 aucune action analogue à l'action en reprise de l'article 18 alinéa 3 dont nous avons parlé plus haut. Aux termes de l'article 3 paragraphe 2 de la loi de 1904, « la liquidation des biens et valeurs qui aura lieu après la fermeture du dernier établissement enseignant de la congrégation s'opérera d'après les règles édictées par l'article 7 de la loi du 24 mai 1825. » Or ce dernier texte ne réserve aux anciens congréganistes aucun droit sur les biens leur appartenant avant leur entrée en religion ; d'autre part il ne prévoit que la reprise des biens légués ou donnés, et nous avons longuement expliqué que le versement de la dot, d'où qu'il émane, n'est pas une donation, mais l'exécution par l'une des parties d'un contrat à titre onéreux.

Cependant rien dans la loi de 1904 n'empêche les religieuses de se prévaloir du droit commun. Mais la difficulté est de savoir quel est précisément ce droit commun.

Nous disions plus haut que le contrat d'entrée en religion étant une convention synallagmatique, et la dissolution de la congrégation rendant impossible pour cette dernière l'exécution de son obligation, la congréganiste étant dès lors en droit de demander la résolution du contrat et de réclamer sa dot.

Certains liquidateurs cependant ont combattu cette manière de voir. D'après eux, le contrat d'entrée en religion étant aléatoire, le seul défaut des prestations promises, aux termes de l'article 1978 du Code civil, n'autorise

pas les religieuses à demander le remboursement du capital par elles versé en dot.

Certes, le contrat d'ingrès est aléatoire, nous l'avons vu ; mais est-ce une raison pour lui appliquer l'article 1978 ? Nous ne le pensons pas. Si la disposition de l'article 1978 n'avait pas été écrite dans notre code, quelle aurait été la situation du crédi-rentier au cas où le débi-rentier aurait omis de payer régulièrement les arrérages de la rente ? Le droit commun lui aurait permis d'obtenir, la plupart du temps, la résolution du contrat (art. 1184, C. civ.). L'article 1978 est venu, au contraire, substituer ici au droit commun un droit d'exception. Il va de soi que, dans de telles conditions, il ne doit pas être appliqué en dehors du cas unique visé par lui. Or, les seules personnes auxquelles ce texte refuse l'action en résolution de l'article 1184 sont les créanciers d'une rente viagère, c'est-à-dire ceux auxquels sont dues, moyennant l'aliénation d'un capital, des prestations en argent. Mais, si les prestations convenues sont en nature, comme c'est précisément le cas dans le contrat d'entrée en religion, on se trouve en présence d'une sorte de bail à nourriture et non d'une constitution de rente viagère ; notre texte ne saurait dès lors s'appliquer ; on quitte l'exception pour rentrer dans le droit commun. M. Guillouard (1) nous en donne le motif : « C'est que le bail à nourriture implique un choix de la

(1) *Contrats aléatoires*, 2^e édition, n° 177.

personne qui devra donner à l'autre des soins et que nul ne peut être substitué par autorité de justice à la personne ainsi choisie à raison de ses qualités réelles ou apparentes. Il n'y a pas d'autre moyen que d'en revenir à la règle générale de la résolution du contrat pour inexécution des conditions, ce qui permettra à celui qui a voulu s'assurer des soins de régler comme il l'entendra sa vie et d'abandonner peut-être définitivement le système du bail à nourriture qui lui a si mal réussi une première fois. » Vraies quand il s'agit de bail à nourriture, ces raisons s'appliquent encore plus fortement peut-être au contrat d'entrée en religion ; comment en effet remplacer par le service d'une rente les avantages tout spéciaux de la vie en communauté ? (1)

Certains jurisconsultes se sont placés sur un autre terrain pour combattre les prétentions des anciennes religieuses relatives à leurs dots (2), et leur opinion a même passé dans certains documents de la jurisprudence, notamment dans un arrêt de la Cour d'Agen, du 31 juillet 1905 (3). M. le procureur général Baudouin critiquant devant la Cour de cassation l'arrêt précité, en rappelait en ces termes l'argumentation : « L'obligation de la Con-

(1) Trib. civ. Lille, 15 mars 1906, *Gaz. trib.*, 22 avril 1906 ; — Limoges, 9 mai 1906, *La Loi*, 10 juillet 1906 ; — Grenoble, 19 février 1907, *Gaz. trib.*, 13 sept. 1907.

(2) Monnier, *Lois nouvelles*, 15 déc. 1904, p. 579.

(3) S. 1907, 1. 325.

grégation constitue une obligation de faire dont l'inexécution partielle entraîne, aux termes de l'article 1142 du Code civil, l'allocation de dommages-intérêts compensant pour la partie lésée la perte subie et le gain manqué. Mais (art. 1148) il n'est pas dû de dommages-intérêts lorsque l'inexécution de l'obligation n'est pas imputable à l'une des parties contractantes et n'est que le résultat d'un cas fortuit et d'une force majeure. Et c'est ici le cas, puisque la Congrégation est dissoute par l'effet de la loi de 1904. Elle est donc dégagée de toute responsabilité par la force majeure résultant du fait même de la loi qui la met dans l'impossibilité de remplir son obligation. Le liquidateur ne doit rien : la loi n'a pas autorisé la reprise de la dot moniale » (1).

Toute cette théorie repose sur une confusion et sur une mauvaise interprétation des textes. Que veut dire l'article 1142 ? Il permet avant tout au créancier de forcer son débiteur à exécuter son engagement lorsque l'exécution en est encore possible. Quand l'exécution de la convention est devenue impossible, le demandeur conserve le droit de réclamer seulement des dommages-intérêts à son débiteur (art. 1142) s'il s'agit d'un contrat unilatéral, de solliciter la résolution du contrat et en outre l'allocation de dommages-intérêts, s'il s'agit de convention synallagmatique (art. 1184), (2) et dans ce dernier cas, nous

(1) *Gaz. trib.*, 22 mars 1907.

(2) Cass. civ., 13 mars 1907 et conclusions du procureur général, *Gaz. trib.*, 22 mars 1907.

l'avons vu, la résolution doit être prononcée même lorsque l'inexécution est due à la force majeure.

Ce sont là les vrais principes et ils n'ont pas tardé à triompher. La question des restitutions de dots moniales a été tranchée dans le sens que nous avons indiqué plus haut par la grande majorité des cours et des tribunaux ; et cette jurisprudence peut se résumer de la façon suivante : « Le contrat par lequel une religieuse apporte une dot à la Congrégation qui s'engage à la recevoir et à la faire profiter des avantages de la vie commune est résoluble comme tout contrat synallagmatique et la dot doit être restituée au cas où l'engagement pris par la Congrégation cesse d'être exécuté par le fait de la loi qui dissout la Congrégation » (1).

(1) Trib. civ. Villeneuve-sur-Lot, 13 avril 1905, *Bulletin de la Société générale d'Éducation*, 15 mai 1905 ; — Trib. civ. de Limoges, 19 mai 1905, *loc. cit.*, 22 octobre 1905 ; — Trib. civ. de Pontoise, 1^{er} août 1905, *Bulletin des Congrégations*, 17-24 août 1905 ; — Trib. civ. Arras, 15 nov. 1905, *Gaz. trib.*, 6 avril 1906 ; — Nancy, 9 déc. 1905, *Gaz. trib.*, 7 janv. 1906 ; — — Riom, 20 déc. 1905, *eod. loco* ; — Trib. civ. de Poitiers, 2 janvier 1906, *Gaz. trib.*, 20 janvier 1906 ; — Trib. civ. de Bourgoïn, 31 janv. 1906, *Rec. des Sommaires* 1906, n° 3077 ; — Dijon, 7 fév. 1906, *Gaz. trib.*, 5 et 6 mars 1906 ; Trib. civ. Lille, 15 mars 1906, *Gaz. trib.*, 22 avril 1906 ; — Trib. civ. d'Arras, 12 avril 1906, *eod. loco* ; — Trib. civ. de Perpignan, 7 mai 1906, *Rec. des Sommaires*, 1906, n° 5937 ; — Limoges, 9 mai 1906, La loi 10 juillet 1906 ; — Nîmes, 21 mai 1906, *eod. loco* ; — Trib. civ. de Périgueux, 14 juin 1906, *Rec. des Sommaires* 1906, n° 5947 ; — Montpellier, 6 août 1906, *Gaz. du Palais*, 23 déc. 1906 ; — Paris, 8 août 1906, *Gaz. trib.*, 14 oct. 1906 ; — Cass. civ., 13 mars 1907, *Gaz. trib.*, 22 mars 1907 et les conclusions du procu-

Mais, bien entendu, c'est leur dot et seulement leur dot que les religieuses peuvent réclamer. Elle seraient mal fondées à demander au liquidateur la constitution d'une rente viagère dont les arrérages seraient destinés à remplacer les avantages que leur procurait la vie en communauté. Comme le dit fort judicieusement le tribunal d'Arras, « la communauté avait contracté à l'égard de la religieuse une obligation personnelle qui ne peut plus être exécutée une fois la communauté dissoute, le liquidateur n'ayant aucune qualité pour se substituer à la communauté en vue de remplir une obligation qui lui était personnelle (1). »

Les liquidateurs ne sont pas tenus pour battus par la jurisprudence rappelée ci-dessus. Ne pouvant plus contester le bien fondé des demandes formées contre eux par les religieuses, ils ont opposé à leurs actions plusieurs fins de non-recevoir que nous allons examiner successivement.

La loi, soutient d'abord le liquidateur, distingue dans l'actif de la congrégation deux sortes de biens : ceux que

reur général ; — Grenoble, 19 février 1907, *Gaz. trib.*, 13 sept. 1907 ; — Caen, 15 mai 1907, *eod. loco* ; Cass. civ., 4 juin 1907, *Gaz. trib.*, 8 octobre 1907.

En sens contraire, Trib. civil de Toulouse, 3 mai 1906, la loi 9 juillet 1906 ; — Tribunal civil d'Amiens, 27 juillet 1905, *Bulletin des Congrégations*, 24-31 déc. 1905.

(1) Trib. civ. d'Arras, 12 avril 1906, *Gaz. trib.*, 22 avril 1906 ; — Dans le même sens, Grenoble, 19 fév. 1907, *Gaz. trib.*, 13 sept. 1907

la communauté a acquis à titre onéreux, et ceux qui lui ont été légués ou donnés. Ces derniers font retour aux familles des donateurs ou testateurs (art. 5, al. 2, loi du 7 juillet 1904 et art. 7, loi du 24 mai 1825 combinés). Mais le prix des biens acquis à titre onéreux est destiné à augmenter les subventions de l'État pour construction ou agrandissement des maisons d'écoles. Or la dot moniale a été acquise à titre onéreux par la congrégation. Elle doit donc suivre le sort des biens acquis à titre onéreux et elle ne peut être l'objet d'aucune action en reprise ou en revendication de la part d'une congréganiste.

Ce raisonnement pêche par la base, car il repose sur une interprétation vicieuse des textes. Quand la loi fait état des biens acquis à titre onéreux pour les affecter à différents services publics, elle envisage uniquement les biens qui sont entrés dans le patrimoine de la congrégation en vertu d'acquisitions devenues définitives et irrévocables. Mais, à aucun instant, le législateur de 1904 n'a songé à soumettre à la dévolution qu'il édictait des biens provenant d'acquisitions dont le sort est mis en suspens par l'exercice d'une action résolutoire. A aucun moment, non plus, il n'a songé à priver les intéressés, quels qu'ils soient, du droit d'exercer, par exemple, leurs actions en rescision pour cause de lésion, en réméré ou autres. Et c'est pourtant la conséquence logique de l'interprétation proposée.

Pour admettre une telle dérogation aux règles du droit

commun, il faudrait un texte précis qui ne se trouve ni dans la loi du 7 juillet 1904, ni dans celle du 24 mai 1825. Au contraire, l'article 7, paragraphes 2 et 3 et cette dernière loi dispose : « Quant aux biens qui ne feraient pas retour ou qui auraient été acquis à titre onéreux, ils seront attribués et répartis moitié aux hospices des départements dans lesquels seraient situés les établissements éteints. La transmission sera opérée *avec les charges et obligations* imposées aux précédents possesseurs. » N'est-ce pas reconnaître en termes formels que les biens ainsi transmis restent grevés entre les mains de leurs nouveaux détenteurs de toutes les actions qui pesaient sur eux avant leur transmission ?

En résumé, l'attribution édictée par l'article 7 de la loi de 1825 doit comprendre uniquement les biens dont la congrégation sera définitivement reconnue propriétaire au moment où cette attribution doit s'effectuer, à l'exclusion de ceux qui, par suite de la résolution du contrat qui les lui a fait acquérir doivent être réputés ne lui avoir jamais appartenu (1).

(1) Riom, 20 déc. 1905, *Gaz. trib.*, 7 janvier 1906 ; — Nancy, 9 déc. 1905, *eod. loco* ; — Dijon, 7 février 1906, *Gaz. trib.*, 5 et 6 mars 1906 ; — Lille, 15 mars 1906, *Gaz. trib.*, 22 octobre 1906 ; — Arras, 12 avril 1906, *eod. loco*. — Limoges, 9 mai 1906. Loi 10 juillet 1906 ; — Paris, 8 août 1906, *Gaz. trib.*, 14 oct. 1906 ; — Bourgoin, 31 janvier 1906, *Rec. des Sommaires* 1906, n° 3077 ; — Cass. civ., 13 mars 1907, *Gaz. trib.*, 22 mars 1907 ; — Grenoble, 19 fév. 1907, *Gaz. trib.*, 13 sept. 1907.

La loi de 1825, disent encore les liquidateurs, accorde aux membres de la congrégation dissoute une pension alimentaire (art. 7 *in fine*) destinée à remplacer les prestations auxquelles étaient assujetties les congrégations, pension qui est comme l'équivalent des avantages assurés par la communauté aux religieuses en échange de leur dot. Les anciennes congréganistes ne peuvent donc réclamer la restitution de leurs aumônes dotales, elles doivent se contenter de ces pensions.

Nous avons vu (1) que, lors de la réunion des biens des congrégations religieuses au domaine de la Nation, les lois révolutionnaires avaient accordé aux membres de ces congrégations des pensions viagères, mais en décidant toutefois que les familles des religieuses resteraient débitrices envers la Nation des sommes promises à titre de dot.

Nous connaissons également l'arrêté du 27 nivose au IX permettant aux religieuses d'exonérer leurs familles du paiement de ces dots en renonçant à leur pension.

Il est évident dès lors que, sous l'empire de cette législation, la pension allouée aux anciennes congréganistes était bien la représentation des avantages que la communauté s'était engagée à leur procurer en échange de leurs dots.

Ce caractère de la pension est encore plus nettement défini dans le décret du 18 août 1792 : « Les individus des

(1) Cf. Historique.

congrégations de filles, dit l'article 1^{er} du chapitre IV, auront pour *pensions de retraite* les deux tiers du traitement affecté aux religieuses par le décret du 7 du présent mois » ; et l'article 2 ajoute : « Celles qui par leur institut étaient astreintes à payer une dot et qui justifieront l'avoir acquittée auront l'entier traitement des religieuses ; mais elles ne pourront répéter le remboursement de la dite dot ».

Retrouvons-nous ce même caractère dans la pension de la loi du 7 juillet 1904 ? Assurément non. La pension allouée aux anciennes congréganistes par cette dernière loi n'est pas une pension de retraite, mais une pension alimentaire. C'était déjà le caractère de la pension accordée par la loi du 1^{er} juillet 1901 « aux membres de la congrégation dissoute qui n'auraient pas de moyens d'existence assurés... » (art. 18). Et cette remarque a son importance, les deux lois de 1901 et de 1904 faisant partie d'un même système de législation.

D'ailleurs le texte même du décret du 17 juin 1905 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 7 juillet 1904 ne saurait laisser place à aucun doute sur la question que nous envisageons. L'article 3 de ce décret ordonne que les pensions seront calculées pour chaque congréganiste « *d'après ses besoins alimentaires*, en tenant compte de son âge, de son état, de ses ressources personnelles ». L'article 11 décide que « cessent d'avoir droit à une *pension alimentaire*... , ceux qui sont reconnus

disposer de moyens suffisants pour assurer leur existence dans l'avenir ».

Il arrivera donc, par application de ces textes qu'une ancienne religieuse actuellement dans le dénuement se verra servir par l'État une pension alimentaire, alors qu'elle a été dispensée, vu précisément cet état d'indigence, d'apporter une dot lors de son entrée au couvent. A l'inverse, une religieuse fortunée qui aura versé l'aumône dotale fixée par les statuts se verra refuser la même pension.

On est donc obligé de reconnaître avec la Cour de cassation « qu'il n'existe aucune corrélation entre le contrat d'entrée en religion et les pensions alimentaires allouées en vertu de la loi de 1904; et que ces pensions ont le caractère de simples secours concédés par l'autorité administrative sur l'actif net des biens liquidés, à raison seulement de l'indigence actuelle des bénéficiaires (1) ».

Enfin, dans le but de garder au moins une portion des dots moniales, les liquidateurs ont essayé de l'argumenta-

(1) Cass. civ., 13 mars 1907, *Gaz. trib.*, 22 mars 1907. — Dans le même sens, Riom, 20 déc. 1905, *Gaz. trib.*, 7 janvier 1906; — Nancy, 9 déc. 1905, *eod. loco*; — Trib. civ. Poitiers, 2 janv. 1906, *Gaz. trib.*, 20 janv. 1906; — Dijon, 7 février 1906, *Gaz. trib.*, 5 et 6 mars 1906; Arras, 12 avril 1906, *Gaz. trib.*, 22 avril 1906; — Limoges, 9 mars 1906. *La loi*, 10 juillet 1906; Paris, 8 août 1906, *Gaz. trib.*, 14 oct. 1906; — Trib. civ. Bourgoïn, 31 janvier 1906, *Recueil des Sommaires* 1906, n° 3077; — Nîmes, 21 mai 1906. *La loi*, 10 juillet 1906; — Grenoble, 19 fév. 1907, *Gaz. trib.*, 13 sept. 1907.

tion suivante : « Le contrat d'entrée en religion ayant reçu son exécution pendant de longues années, les religieuses ne peuvent pas obtenir la résolution qu'elles demandent; tout au plus le liquidateur pourra-t-il être condamné soit à une restitution partielle de la dot, soit au paiement de dommages-intérêts.

Après avoir jugé que, le texte de l'article 1184 ne distinguant pas, il fallait toujours prononcer la résolution du contrat sans rechercher si l'inexécution en avait été totale ou partielle (1), la Cour de cassation décide aujourd'hui que si l'inexécution n'a pas assez d'importance pour que la résolution doive en découler nécessairement, elle peut être suffisamment réparée par l'allocation de dommages-intérêts (2).

Mais cette restriction au principe général de l'article 1184 ne saurait, à notre avis, recevoir son application dans les cas qui nous occupent. L'intention de la religieuse en contractant a été non seulement de se faire donner par la communauté les soins corporels ordinaires, logement, nourriture, entretien, mais surtout de se procurer *tous* les avantages de la vie en communauté, et cela pendant *toute* sa vie. Il n'a pas pu lui venir à l'esprit, lors de son entrée

(1) Cass. civ., 12 avril 1843, J. G., v° Vente, n° 685.

(2) Cass. civ., 29 nov. 1865, D. P. 66.1.27 ; — 14 août 1891, D. P. 91.1.329 ; — Cass. req., 26 mai 1868, D. P. 69.1.365 ; — 4 mars 1872, D. P. 72.1.360 ; — 5 juin 1872, D. P. 73.1.27 ; — 5 janv. 1875, D. P. 76.1.265 ; — 11 avril 1888, D. P. 89.1.248 ; — 24 janv. 98, D. P. 99.1.109.

en religion, que la communauté choisie par elle viendrait un jour à être dissoute et qu'à l'engagement pris par celle-ci de la faire vivre dans son sein conformément à sa règle, serait substitué tout autre mode de subsistance, tel que l'allocation de dommages-intérêts par exemple :

« L'entretien de la religieuse dans la communauté sa vie durant, dit M. le Procureur général Baudouin, a été la cause essentielle de l'engagement qu'elle a souscrit et rempli ». Si la congrégation est nui de par la loi, dans l'impossibilité de procurer à ses membres les avantages convenus, le but du contrat est manqué, et l'on ne saurait parler de l'inexécution partielle de la convention.

La restitution de leur dot ne peut donc être refusée aux anciens membres des congrégations dissoutes, à condition, bien entendu, qu'ils justifient en avoir effectué le versement ; mais ces religieuses reprendront-elles toujours en entier le capital qu'elles avaient versé en entrant au couvent ? On serait tenté de le croire au premier abord ; la résolution d'un contrat se produisant avec effet rétroactif, les parties sont remises, par suite de cette résolution, dans la situation où elles auraient été si elles n'avaient jamais contracté. Mais cette règle est parfois pratiquement inapplicable : dans certaines conventions, les obligations des parties sont telles qu'elles s'exécutent partiellement tous les jours, le contrat intervenu entre elles s'analyse en une série de contrats quotidiens, et c'est pour cela qu'on l'appelle « successif » ; le bail à nourriture en est un

exemple. Supposons qu'une convention de ce genre ait reçu son application pendant un certain temps, comment effacer par la fiction de la rétroactivité les effets produits dans le passé.

Dans ce cas la résolution opérera *ex nunc* et non pas *ex tunc* (1).

Ce sont ces principes qu'il convient d'appliquer à notre matière. Par suite de la dissolution de la congrégation, disions-nous tout à l'heure, le but du contrat d'entrée en religion est manqué. Mais il n'en est pas moins vrai que pendant plusieurs années la religieuse a été nourrie, logée, entretenue « tant en santé qu'en maladie », aux frais de la communauté. Or, cette situation de fait ne peut être détruite, effacée par la simple résolution du contrat. Nul ne devant s'enrichir aux dépens d'autrui, le liquidateur sera en droit d'opposer des compensations de ce chef à la demande de restitution de dot formée par la religieuse. Il y aura par conséquent compte à faire (2). Mais ce règlement de comptes n'aura pas nécessairement pour conséquence d'entamer la dot moniale. Le plus souvent, les services rendus par la religieuse à la communauté auront largement compensé les frais nécessités par son entretien. Et l'on ne saurait objecter utilement que ces services ne

(1) Aubry et Rau, 5^e éd. IV, p. 132; — Demolombe XXV, n^{os} 463, 469; — Laurent XVII, 121; — Dalloz, *Nouveau Code civil ann.* art 1184, n^o 5253; — Req., 27 mars 1832, J. G., v^o Obligations 1246.

(2) Cass. civ., 13 mars 1907, *Gaz. trib.*, 22 mars 1907.

peuvent entrer en ligne de compte sous prétexte que la religieuse n'est pas liée à la congrégation par un contrat de travail. L'absence d'une convention de ce genre n'empêche pas, en effet, que les travaux auxquels se livre la religieuse aient une valeur appréciable en argent.

Mais il peut arriver que par suite de maladies, d'infirmités, l'entretien de la sœur ait imposé à la congrégation des charges onéreuses que les intérêts de la dot sont impuissants à compenser. Devra-t-on alors accorder au liquidateur une action contre l'ancienne religieuse, sous prétexte que le solde du compte étant au désavantage de cette dernière, la religieuse se trouverait être l'obligée et la débitrice de la congrégation ? Nullement ; dans l'intention des parties, l'aumône dotale est destinée à équilibrer dans la mesure de son quantum les dépenses que le nouveau membre imposera à la communauté ; les réclamations de celles-ci ne seront donc possibles que s'il existe une dot, et jusqu'à concurrence du montant de cette dot. Par suite de cette compensation le liquidateur peut être dispensé de rendre la dot, mais jamais il n'aura le droit d'exercer contre la religieuse des répétitions sous prétexte que les frais faits pour son entretien ont dépassé le chiffre de son aumône dotale.

Parfois les religieuses renoncent soit expressément, soit tacitement à exercer tout recours contre la congrégation ou contre le liquidateur pour obtenir la restitution de leur dot.

La renonciation expresse précède d'ordinaire le moment où l'arrivée d'un des événements que nous venons d'étudier donne ouverture à l'action ; elle est faite le plus souvent dans l'acte même de constitution de dot. Citons, à titre d'exemple, la clause suivante contenue dans un acte de constitution de dot moniale qui a été soumis à l'appréciation du tribunal civil de Vienne (1) : « Comme condition essentielle dudit contrat social et acceptée expressément par toutes les parties, les apports de M^{lle} Rey resteront dès à présent acquis d'une manière irrévocable à ladite communauté de la Visitation, *quelque événement qu'il arrive ou puisse arriver.* »

En présence d'une renonciation aussi générale, il est difficile d'accorder à la religieuse après la dissolution forcée de la congrégation une action en restitution de dot, et le tribunal de Vienne a bien jugé, à notre avis, en déboutant de ce chef M^{lle} Rey de sa demande.

Est-ce à dire pour cela que toute clause de renonciation doive nécessairement produire cet effet ? Non. Peut-être au moment où elle contractait, la future religieuse n'a-t-elle pas songé que la communauté choisie par elle, dûment autorisée par les lois alors en vigueur, viendrait un jour à être dissoute. Peut-être a-t-elle eu seulement en vue les autres événements qui entraînent la cessation du contrat d'entrée en religion, et a-t-elle voulu soit donner à la

(1) Trib. civ. de Vienne, 7 juin 1905. *Bull. de la Soc. gén. d'Éduc.* 1905, n° du 16 sept., p. 923.

communauté une garantie de plus contre la rapacité de ses héritiers, soit la mettre en garde contre les changements d'attitude ou de disposition qui pourraient se produire en elle-même vis-à-vis de cette communauté.

C'est donc affaire d'interprétation, et, toutes les fois qu'une clause de ce genre sera soumise à l'appréciation des tribunaux, ceux-ci auront à rechercher derrière les termes même du contrat la véritable intention que les parties ont eu en contractant.

La renonciation tacite se produit seulement après l'événement qui donne ouverture à l'action, par l'expiration du délai imparti aux intéressés pour agir. Mais la difficulté est précisément de savoir quel est ce délai. Certains tribunaux ont débouté les anciennes congréganistes de leur demande, sous prétexte qu'elle n'avait pas été formée dans le délai de six mois fixé par la loi du 7 juillet 1904 (art. 5) et qu'elle était dès lors atteinte par la forclusion édictée par cet article (1).

Nous ne partageons pas cette manière de voir. La forclusion dont il s'agit atteint seulement les actions spéciales en reprise ou en revendication visées par la loi de 1904, et il n'y a aucune analogie entre ces actions et celle qui nous occupe. L'action en reprise s'applique aux biens donnés ou légués à la congrégation et qui, par suite du droit de retour établi par la loi de 1825, rentrent dans le patri-

(1) Trib. civ. Le Puy, 11 mai 1907, *Gaz. trib.*, 27 juin 1907.

moine du donateur, de ses ayants cause ou des ayants cause du testateur. L'action en revendication vise les biens qui se trouvent dans l'actif à liquider par suite de libéralités irrégulières qui n'ont pas été autorisées par le gouvernement; ces biens ne sont pas sortis légalement du patrimoine du débiteur, ils demeurent donc sa propriété ou celle de ses successeurs et sont par conséquent susceptibles d'être revendiqués par eux (1).

Dans notre hypothèse, au contraire, il s'agit pour la religieuse de rentrer en possession d'un bien acquis par la communauté à titre onéreux, et l'action dont elle va se servir à cet effet est la classique action en résolution accordée à tout créancier par l'article 1184 du Code civil contre le débiteur qui n'exécute pas ses engagements.

D'autre part, les actions de la loi de 1904 sont des actions réelles; l'action de l'article 1184 est, au contraire, essentiellement personnelle. Si elle tend à faire rentrer dans le patrimoine de la religieuse une valeur qui s'y trouvait autrefois, il n'en est pas moins vrai que la demanderesse doit, avant d'obtenir ce résultat, faire prononcer la résolution du contrat d'entrée en religion. Tant que cette résolution n'aura pas été prononcée, l'aumône dotale restera dans le patrimoine de la congrégation. La congréganiste n'a donc pas, par le seul fait de la dissolution de la

(1). F. Monier, *Commentaire de la loi du 7 juillet 1904. Lois nouvelles*, 1^{er} et 15 déc. 1904.

communauté un droit réel sur sa dot; il ne lui est pas permis de la réclamer soit par une action en reprise, soit par une action en revendication.

Étant données ces différences entre les actions de la loi de 1904, d'une part, et celle de l'article 1184 du Code civil, d'autre part, il est impossible d'appliquer à celle-ci la prescription édictée pour celles-là. Les forclusions dérogeant en effet au droit commun (art. 2262 C. civ.) il convient de les interpréter restrictivement. Pour étendre à notre action la déchéance formulée par l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904, il faudrait un texte formel, et ce texte n'existe pas.

L'action en résolution accordée aux religieuses en vertu de l'article 1184 du Code civil se prescrit donc par trente ans conformément au droit commun (1); et cette conclusion est vraie aussi bien pour les actions intentées par les religieuses dispersées en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901 que pour celles exercées par les membres des communautés dissoutes par application de la loi de 1904.

(1) A. 2262 c. civ.

CHAPITRE II

De la dot religieuse dans les congrégations non autorisées.

Cette partie de notre étude peut sembler à première vue ne présenter qu'un intérêt rétrospectif : les congrégations religieuses non autorisées ont, en effet, été dissoutes *in globo* par la loi du 1^{er} juillet 1901. L'article 16 de cette loi, en déclarant illicites les congrégations de cette nature et en édictant contre leurs membres des peines correctionnelles, leur a enlevé jusqu'à l'existence de fait dont elles jouissaient chez nous en vertu de la tolérance du gouvernement. Ces communautés n'existent donc plus actuellement ni en droit ni en fait, et dès lors l'hypothèse de la formation d'un contrat d'entrée en religion entre une religieuse et une congrégation non autorisée ne saurait désormais se concevoir.

Cependant, même aujourd'hui, l'étude entreprise dans le présent chapitre nous a paru avoir encore une certaine utilité pratique. Comme nous le disions à l'instant, les congrégations religieuses dépourvues d'autorisation ont eu dans tout le cours du xix^e siècle, grâce à la tolérance des gouvernements, une existence effective, et il ne suffit pas

d'un trait de plume, d'un article de loi pour effacer ce passé. Bien des contrats sont alors intervenus avec ces communautés, et, au cours de la liquidation de leurs biens ordonnée en vertu de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, il y a eu et il y aura lieu de se demander si ces contrats ont pu produire des conséquences et de se préoccuper de ces conséquences.

Nous disons « il y aura lieu », car le dernier rapport de MM. Guyot-Dessaigne et Caillaux à M. le Président de la République sur la liquidation des biens congréganistes constate que la majeure partie des congrégations supprimées par les lois promulguées ces dernières années reste encore à liquider, « les opérations de liquidation se prolongeant au delà de toute prévision ». Les congrégations non autorisées n'appartiennent donc pas encore complètement à l'histoire, et l'étude du contrat d'entrée en religion passé avec une de ces congrégations présente encore aujourd'hui et peut-être même plus que jamais un intérêt considérable.

SECTION I

DE LA VALEUR DU CONTRAT D'ENTRÉE EN RELIGION PASSÉ AVEC UNE CONGRÉGATION NON AUTORISÉE

Les communautés religieuses qui n'ont pas obtenu l'autorisation ne jouissent pas de la personnalité civile réservée

aux seuls établissements reconnus, et sont par conséquent incapables d'acquérir aussi bien à titre onéreux qu'à titre gratuit.

Tel est le principe établi aujourd'hui par une jurisprudence constante et admis par la majorité des auteurs (1).

La conséquence en est que le contrat d'entrée en religion passé avec une congrégation non autorisée est nul. La Cour de cassation a eu depuis longtemps déjà l'occasion de faire à notre contrat l'application du principe que nous venons de rappeler plus haut. La supérieure d'une congrégation non autorisée poursuivait en justice contre les héritiers d'une religieuse décédée, le paiement de la dot que cette religieuse s'était engagée lors de sa profession à verser à la communauté. La Cour de Grenoble dans un arrêt du 27 mars 1857 avait validé le contrat, bien qu'elle constatât en fait que la supérieure avait agi au nom et dans l'intérêt de la communauté. Sa décision fut cassée par la Cour de cassation. « Attendu, dit la Cour suprême, que l'acte de 1852, objet du procès et qui règle les conditions de l'entrée de Victoire Magnin dans la maison du May a été passé entre cette dame et Antoinette Coche, directrice de la maison ; qu'il est déclaré en fait par l'arrêt attaqué que la dame Coche a agi dans l'intérêt et au nom de cet établissement religieux ; qu'il a été statué

(1) Pandectes françaises, v^o Cong. rel., n^o 520 ; — Aubry et Rau, I, p. 590 ; — Laurent, XVI, n^o 66 ; — Calmette, *loc. cit.*, p. 270 ; Trochon, *loc. cit.*, p. 346.

par l'arrêt uniquement sur les effets à donner aux conventions contenues au contrat de 1852 ; qu'en conséquence la question à examiner consiste à savoir si la maison du May a eu capacité pour passer l'acte de 1852 et en poursuivre l'exécution ;

Attendu que les lois des 2 janvier 1817 et 24 mai 1825, en réglant et limitant les conditions d'existence et de capacité des congrégations et communautés religieuses dûment autorisées n'ont conféré aucune capacité aux congrégations et communautés non autorisées ; — Attendu que la maison religieuse du May n'étant point, à l'époque où sa directrice a stipulé pour elle, légalement autorisée n'avait pas alors existence comme personne civile et ne pouvait, en conséquence, ni contracter ni ester en justice ; d'où il suit qu'en ordonnant l'exécution de l'acte de 1852 jusqu'à concurrence de 8.000 francs l'arrêt attaqué a violé les lois précitées (1). »

Il importe de remarquer que dans sa décision la Cour de cassation commence par reconnaître comme établi en fait que le contrat d'entrée en religion a été passé par la supérieure agissant dans l'intérêt et au nom de la congrégation religieuse. La même constatation de fait se retrouve, à propos d'une espèce jugée par la Cour de Lyon dans l'arrêt du 23 février 1867 que nous rapportons en note.

(1) Cass. civ., 9 nov. 1859, D. P. 1860 1.70. — Dans le même sens Lyon, 23 février 1867, D. P. 1867, 2.111. — *Pandectes françaises*, v° Cong. rel., n° 499 ; — Trochon, *loc. cit.*, p. 348.

Nous ne pouvons qu'approuver ces solutions. Il est évident, en effet, que dans les hypothèses précédentes c'est la communauté en réalité qui contracte, représentée par sa supérieure; la communauté est réellement partie à l'acte, et, étant donnée l'incapacité qui la frappe, le contrat ainsi passé par elle est nul. Mais ce n'est pas à dire pour cela que le contrat d'entrée en religion passé par une religieuse qui fait profession dans une communauté non autorisée ne puisse jamais produire d'effets. Nous verrons prochainement qu'il est des cas où un tel contrat fait naître à la charge des parties des obligations parfaitement valables.

SECTION II

CONSÉQUENCES DE LA NULLITÉ DU CONTRAT

De ce que le contrat d'entrée en religion passé avec une congrégation non autorisée est frappé de nullité, il résulte que la supérieure d'une telle congrégation n'a aucun moyen légal de contraindre la religieuse, ses parents ou ses héritiers à effectuer le versement de la dot promise. Le défendeur, quel qu'il soit, répondra toujours victorieusement à l'action de la supérieure par ce raisonnement : « Le titre que vous invoquez contre moi est nul, je me refuse à exécuter les engagements qu'il m'impose. »

Dans certains cas, pourtant, l'action ainsi intentée ne

l'aura pas été inutilement. Il se peut, en effet, que la religieuse dont la dot est restée impayée ait passé de longues années au couvent; la communauté a eu à supporter pendant tout ce temps les frais nécessités par son entretien, sans que peut-être la congréganiste ait pu rendre à la communauté le moindre service compensateur. Nul ne pouvant s'enrichir aux dépens d'autrui, la supérieure sera alors fondée à réclamer au moins le remboursement des frais ainsi avancés par la communauté (1).

Encore faut-il cependant, pour que la demande aboutisse à ce résultat partiel, que le défendeur veuille bien accepter le débat avec la supérieure, et ne lui oppose pas une fin de non recevoir dont le succès empêcherait l'examen des prétentions de la demanderesse. Au lieu d'invoquer simplement le mal fondé de la demande en se basant sur la nullité du contrat, le défendeur pourrait, en effet, se contenter d'en soutenir l'irrecevabilité par le motif qu'une Congrégation non autorisée n'étant pas pourvue de la capacité civile ne peut ester en justice par l'intermédiaire de sa directrice de fait. (Lois des 2 janvier 1817 et 24 mai 1823).

Et la même irrecevabilité atteint aussi bien la demande reconventionnelle que la demande principale. Les héritiers d'une religieuse ayant fait partie d'une Congrégation non autorisée ont attaqué les actes passés par leur auteur

(1) Paris, 8 mars 1858, D. P. 58.2.49.

en faveur de la communauté, actes dont la nullité résulte de ce que la défunte a voulu gratifier par personne interposée des établissements religieux en éludant la loi. Sur cette assignation, la supérieure au nom de la communauté se porte reconventionnellement demanderesse, réclamant le paiement de la dot promise par la religieuse défunte et non encore payée, et subsidiairement le remboursement des frais occasionnés par le séjour de la religieuse au couvent. Il semble, cette fois, que la supérieure ait qualité pour agir ; elle peut dire, en effet, à ses adversaires : « Vous ne pouvez me refuser le bénéfice d'une qualité en laquelle vous m'avez appelée au procès ; si vous êtes recevables à conclure contre la communauté dans ma personne, je le suis également à conclure contre vous au nom de cette communauté ». Si logique que puisse paraître un tel raisonnement, il est cependant contraire aux principes du droit et de la procédure : c'est la loi ou le fait lui-même qui attribue aux parties leur véritable qualité ; celle-ci ne saurait résulter de la déclaration de volonté de l'adversaire. L'assignation donnée ou les conclusions prises par lui au cours des débats ne peuvent conférer la personnalité civile à une Congrégation non autorisée ni, par suite, lui conférer le droit d'ester en justice qui est un attribut de cette personnalité (1).

Toutefois si une Congrégation non autorisée est inca-

(1) Cass., req. 30 déc. 1857, D. P. 58 1.21 ; — Paris, 8 mars 1858, D. P. 58.2.49.

pable d'actionner parce qu'elle n'existe pas légalement, il ne s'ensuit pas qu'elle ne puisse pas être actionnée dans la personne de sa supérieure de fait. Une religieuse retirée du couvent ou renvoyée pourra donc actionner la supérieure en restitution de sa dot en se basant sur la nullité du contrat. Pour justifier ces solutions la jurisprudence a décidé que les communautés religieuses non autorisées, bien que n'étant pas personnes civiles, forment cependant de véritables sociétés de fait, et qu'on peut parfaitement poursuivre la communauté non autorisée dans la personne de son supérieur ou de sa supérieure.

« L'impossibilité d'agir en justice d'une manière active, dit M. Clamageran, n'entraîne point l'impossibilité de le faire d'une manière passive. Il y a là deux choses parfaitement divisibles. L'impossibilité d'agir et la nécessité de subir l'action sont deux conséquences qui découlent du même principe. La communauté est illégale, donc elle n'a pas de droits à exercer, pas d'action en justice ; la communauté est illégale, donc elle a une obligation à remplir, l'obligation de cesser d'être, et il faut qu'on puisse le lui imposer par voie de contrainte judiciaire, car autrement l'incapacité dont on la frappe ne serait qu'un vain mot (1). »

Nous partageons bien volontiers ce sentiment : il est certain qu'il y a quelque chose de choquant à voir une

(1) Rapporté dans Trochon, *loc. cit.*, p. 349 et 350.

communauté se réfugier derrière l'illégalité de sa situation pour se soustraire aux poursuites qui seraient dirigées contre elles. Mais la thèse de la Cour d'Aix (1) qui déclare toute poursuite impossible contre la supérieure représentant la communauté, parce qu'on ne peut actionner un être moral qui n'existe pas, nous paraît plus juridique et plus conforme aux vrais principes. La jurisprudence est en effet arrivée à créer pour les congrégations non autorisées une situation intermédiaire entre celle des particuliers et celle des personnes morales, contrairement à l'article 537 du Code civil qui n'admet pas d'autres sujets de droit que les particuliers et les personnes civiles proprement dites.

Quoi qu'il en soit, il est admis aujourd'hui en jurisprudence que les communautés non autorisées peuvent être actionnées dans la personne de leurs supérieures, directrices de fait. Mais la communauté à qui on réclamera en justice la restitution de la dot moniale pourra encore opposer des compensations, et, tout en restant dans son rôle de défenderesse, se faire autoriser à retenir une partie de cette dot à titre de remboursement des frais d'entretien que l'ancienne religieuse lui a fait supporter (2). L'obligation pour l'ancien membre de la congrégation de rembourser ces frais est le corrélatif nécessaire de son droit même d'exiger la restitution de son apport. Ce dernier droit se fonde, en effet, sur ce que, malgré le vice de

(1) Aix, 25 janv. 1825, D. P. 26.2. 131.

(2) Paris, 8 mars 1858, D. P. 58. 2. 49.

sa constitution, la communauté non autorisée compose une société de fait responsable des engagements qu'elle a pris. Or, on ne saurait voir une société de fait dans cette communauté pour en tirer le droit de poursuivre contre elle l'exécution de ses engagements, et refuser de reconnaître son existence quand il s'agit d'acquitter une dette.

Une dernière conséquence et non des moindres découle de la nullité du contrat d'entrée en religion. Les religieuses ayant fait partie d'une congrégation non autorisée dont la liquidation se poursuit actuellement en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901 peuvent, pour se faire restituer leurs dots, invoquer soit l'inexécution des obligations de l'autre partie contractante (art 1184, C. civ.), comme les membres des congrégations autorisées, soit la nullité du contrat d'entrée en religion. Il ne faudrait pas en conclure que la situation des membres des anciennes congrégations non autorisées est plus favorable que celle des congréganistes ayant fait partie de communautés autorisées. La distinction entre les deux actions précitées n'offre, en effet, il faut bien le dire, aucun intérêt, l'une n'étant pas plus avantageuse que l'autre. Il est même à remarquer qu'elles se prescrivent toutes deux par le même laps de temps, par trente ans. Cette solution peut, à première vue, paraître en contradiction avec la disposition de l'article 1304 du Code civil qui édicte une prescription spéciale de dix années pour les actions en nullité des contrats. Mais il ne faut pas oublier que la prescription décennale dont il est question

à l'article 1304 du Code civil est fondée sur une idée de confirmation tacite ; elle suppose que l'acte vicié est susceptible d'être confirmé, et elle cesse, par conséquent, de s'appliquer quand le vice d'où provient la nullité est d'ordre public, les particuliers n'ayant le droit de renoncer qu'aux nullités introduites dans leur intérêt privé (1). Or l'incapacité des congrégations non autorisées est précisément d'ordre public.

Quelle que soit du reste la qualité du demandeur ou des demandeurs, et quelle que soit l'action intentée, le liquidateur sera toujours en droit d'exiger qu'on lui rapporte la preuve du versement effectif de la dot. Et à ce sujet se pose à nouveau la question, résolue déjà par nous, de savoir si l'acte sous seing privé constatant le paiement de la dot pourra être opposé au liquidateur, sans qu'il soit nécessaire qu'il ait préalablement acquis date certaine par l'accomplissement de l'une des formalités de l'article 1328 du Code civil.

Nous avons soutenu que le liquidateur d'une congrégation autorisée dissoute soit en vertu de la loi de 1901, soit par application de la loi du 7 juillet 1904 était l'ayant cause de cette congrégation. La solution doit-elle être différente quand il s'agit du liquidateur d'une congrégation non autorisée ? On pourrait être tenté de le croire : si l'on peut concevoir, en effet, dira-t-on, que la congrégation

(1) Baudry-Lacantinerie : *Précis de droit civil*, II, n° 1168.

autorisée se survive, à l'instar d'une société commerciale, pour les besoins de sa liquidation, on ne peut raisonner de la sorte quand il s'agit d'une communauté non autorisée ; comment peut-elle se survivre puisqu'elle n'a jamais eu d'existence ? Disons tout de suite qu'une telle augmentation serait loin d'être probante. Les sociétés commerciales déclarées nulles sont censées n'avoir jamais existé, et cependant, en raison de leur existence de fait, on leur nomme un liquidateur qui représente bien la collectivité des associés.

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation a déjà eu à statuer sur la question qui nous préoccupe (1). Elle a prétendu que le liquidateur d'une congrégation non autorisée est un tiers vis-à-vis de la congrégation et que par suite on ne peut lui opposer un acte sous seing privé dépourvu de date certaine. Et voici le raisonnement de la Cour suprême : « Le liquidateur a spécialement pour mission de conserver la chose litigieuse afin de la remettre à qui de droit, c'est-à-dire aux personnes désignées par le tribunal ; il n'est donc l'ayant cause ni de la congrégation dont il est appelé à contrôler et à contester au besoin les actes, ni du congréganiste qui élève des prétentions sur les biens à liquider dont il est le contradicteur légal. »

Mais, pour que ce raisonnement fût complet et probant, il eut fallu que la Cour suprême nous démontrât que les

(1) Cass., req. 6 février 1907. *Gaz. trib.* 12 février 1907 ; — *Id.* 12 avril 1907. D. P. 1907. 2. 404.

bénéficiaires du reliquat de la liquidation, désignés dans son arrêt par cette vague expression « qui de droit » ne sont pas les anciens congréganistes. Or, c'est précisément le contraire qui est la vérité, nous l'avons déjà établi, et nous ne pouvons sur ce point que nous borner à reproduire ici notre argumentation. C'est d'abord de toute équité. Derrière la congrégation, simple société de fait comme derrière la congrégation personne morale il y a des êtres physiques qui, en réalité, sont les seuls possesseurs des biens de la congrégation et entre lesquels doivent, par conséquent, se répartir ces biens dès l'instant où la société est dissoute. Admettre le contraire serait favoriser la confiscation, et, en l'absence d'un texte formel on ne saurait prêter au législateur une telle intention.

Notre solution résulte, en outre, du texte même de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901. Le législateur se place au moment où, toutes les actions ayant été intentées, ou les délais pour les former étant expirés, on se trouve en présence du reliquat de la liquidation. Que va-t-on en faire? Et le législateur de 1901 de répondre : « Il sera *réparti* entre les *ayants droit*. » Le texte dit donc lui-même qu'il y a plusieurs ayants droit, et, du reste, l'idée de répartition ne se comprendrait pas sans cette pluralité. Il semble donc, en présence de cette formule, que le législateur, s'il n'a pas voulu indiquer les ayants droit, n'a nullement eu non plus l'intention d'attribuer à l'État le reliquat de la liquidation. A-t-il au moins voulu lui en

attribuer une partie, et l'État serait-il au nombre de ces ayants droit ? Pas davantage : nous avons vu qu'en dehors d'un texte formel l'État n'a absolument aucun titre pour prétendre un droit quelconque sur les biens des congrégations dissoutes, ces biens n'étant pas des biens vacants et sans maître et n'étant pas d'ailleurs en déshérence. Les seuls ayants droit, au sens de l'article 18, sont donc les anciens congréganistes, et le liquidateur est bien le représentant de la collectivité de ces religieux. Toutes les actions qu'il intente, toutes celles auxquelles il défend, actions en reprise ou en revendication par exemple, ont pour but de conserver aux intéressés le reliquat le plus élevé possible. Il est le mandataire légal des anciens congréganistes.

Et qu'importe après cela que, dans certaines circonstances, le liquidateur soit le contradicteur légal de ces congréganistes pris individuellement. Cette antinomie apparente entre les deux rôles du liquidateur semble pourtant avoir frappé les magistrats de la Cour de Poitiers qui en ont fait un des motifs de leur arrêt du 29 décembre 1904 sur lequel la Cour de cassation a eu entre autres à statuer.

Sans doute chaque congréganiste a intérêt à ce que le reliquat de la liquidation soit le plus élevé possible, et par conséquent il a intérêt à ce que le liquidateur sauvegarde le patrimoine qui lui est confié en s'efforçant de faire rejeter toutes les demandes dont le succès aurait pour effet

de diminuer l'actif de la liquidation. Mais il ne faut pas que cela empêche le congréganiste de rentrer en possession des biens qui lui sont personnels. C'est comme si l'on prétendait empêcher la femme commune d'exercer ses reprises sous prétexte qu'elle va diminuer l'actif de la communauté. Et pour se faire restituer ses biens personnels le religieux s'adressera à celui en qui se personnifie la congrégation dissoute, au liquidateur, mais le liquidateur n'en représentera pas moins dans l'instance les intérêts de la collectivité des anciens congréganistes, propriétaires éventuels du reliquat de la liquidation.

SECTION III

HYPOTHÈSES DANS LESQUELLES LE CONTRAT D'ENTRÉE EN RELIGION
PASSÉ PAR UNE RELIGIEUSE QUI FAIT PROFESSION DANS UNE CON-
GRÉGATION NON AUTORISÉE, EST VALABLE.

De ce que le contrat d'entrée en religion passé avec une congrégation non autorisée soit nul, il ne s'ensuit pas qu'une telle convention passée par une religieuse qui fait profession dans une congrégation de cette nature ne puisse jamais produire d'effets. Si la congrégation dépourvue d'autorisation n'existe pas comme personne civile, il n'en est pas moins vrai qu'elle est composée de membres parfaitement capables, jouissant de tous leurs droits et pouvant, par conséquent, contracter conformément aux dispo-

sitions du droit commun, sans qu'on puisse invoquer contre eux une sorte de *capitis deminutio* résultant de leurs vœux.

Il se peut, par exemple, qu'en contractant avec la nouvelle religieuse la supérieure ait entendu, non pas engager la communauté, mais bien stipuler en son nom personnel. Dans ce cas le contrat intervenu sera incontestablement valable.

On a prétendu cependant que, même dans ce dernier cas, le contrat d'entrée en religion était nul faute d'objet. Un tel contrat, dit-on, ne saurait se concevoir entre particuliers, et il n'a d'exécution possible à raison des obligations respectives qu'il renferme que de la part d'une communauté. En effet, l'objet du contrat d'entrée en religion est de procurer à la religieuse les avantages de la vie commune, or la supérieure ne peut à elle seule lui fournir ces avantages. En un mot, le contrat d'entrée en religion sera passé avec une communauté ou il ne sera pas.

L'objection est spécieuse, mais pas irréfutable. Que de contrats dont l'exécution ne peut se concevoir de la part d'un particulier, étant donnée la nature des obligations des parties, et qui sont cependant parfaitement valables ! Je contracte avec un traiteur qui doit m'organiser un banquet ; à lui seul il ne peut évidemment me donner satisfaction, il faudra qu'il mette à ma disposition tout un personnel, qu'il ait recours aux services de tiers étrangers à notre convention, et cependant le contrat est parfaitement

valable. — Le maire d'une ville traite avec un particulier qui s'engage à assurer pour l'année la saison théâtrale. Ce directeur de théâtre ne peut évidemment à lui seul donner à la ville la satisfaction artistique qu'elle réclame. Au moment où il contracte, ce directeur ne connaît peut-être même pas ses futurs pensionnaires, cependant le contrat est valable. — Il en est de même pour le contrat d'entrée en religion passé avec la supérieure agissant en son nom personnel : celle-ci s'engage, moyennant le versement de la dot, à fournir à l'autre partie les avantages de la vie commune dans son couvent ; elle exécutera le contrat en admettant la nouvelle sœur au nombre des religieuses dont elle a la direction.

Encore faut-il, cependant, que la réalité soit conforme aux apparences et que ce soit réellement en son nom personnel que la supérieure s'est engagée : car, si l'on démontre qu'elle n'est qu'un prête-nom, que derrière elle se cache la communauté et que c'est en somme la communauté elle-même qui est partie au contrat, la convention ainsi passée serait évidemment nulle, les congrégations non autorisées n'ayant pas le droit d'accomplir d'une façon détournée ce qui leur est défendu de faire directement (1).

Avant la loi du 1^{er} juillet 1901, il appartenait à celui qui soutenait la nullité du contrat ainsi passé avec la supé-

(1) Cass., 15 décembre 1856. S. 57. 1.497. — Lyon, 23 février 1867. D. P. 67. 2. 111. Cass., 12 mars 1866 D. 66. 1.195 et note ; — *Pand. fr.* v^o Cong. rel. n^o 500.

rière ou un membre d'une congrégation non autorisée de prouver l'interposition de personne. Les présomptions d'interposition de personne sont en effet des exceptions dans notre législation civile (art. 911 et 1100 C. civ.). Les principes généraux de notre droit, et notamment l'article 1116 du Code civil, consacrant sur ce point la règle du droit romain *mala fides non præsumitur*, défendent de présumer la fraude, et, par ailleurs, il est de règle (art. 1157 C. civ.) que les actes doivent être interprétés *potius ut valeant*.

Mais supposons qu'aujourd'hui, au cours de la liquidation des biens congréganistes, les tribunaux soient saisis de la question de validité du contrat d'entrée en religion passé entre une religieuse et la supérieure d'une congrégation non autorisée, la dite supérieure agissant pour son compte personnel ; cette dernière va-t-elle être, de plein droit, réputée personne interposée ? Cette présomption résulte, à n'en pas douter, des termes même de l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901, lequel est ainsi conçu : « Sont légalement présumés personnes interposées au profit des congrégations religieuses mais sous réserve de la preuve contraire : 1^o les associés à qui ont été consenties des ventes ou fait des dons ou legs..... » ou, pour parler plus exactement les associés qui ont contracté soit à titre onéreux soit à titre gratuit. Mais ces présomptions qui, de toute évidence, régissent les actes postérieurs, vont-elles également s'appliquer aux actes anciens, à ceux qui ont été

passés antérieurement à la loi ? Nous ne le pensons pas.

Et tout d'abord, aux termes de l'article 1350 du Code civil, la présomption légale est « celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits », et l'article cite comme exemples « les actes que la loi déclare nuls comme faits en fraude de ses dispositions d'après leur seule qualité ». Il résulte de cette définition qu'une présomption légale ne peut, en l'absence d'un texte formel, s'appliquer aux faits antérieurs à la loi qui l'édicte. On ne comprend pas, en effet, qu'un acte soit fait en fraude d'une loi qui n'existe pas au moment où cet acte est accompli. Pour admettre que le législateur de 1901 a dérogé à ces principes, il faudrait démontrer qu'il a manifesté formellement sa volonté à ce sujet ; or l'article 17 est muet sur la question de rétroactivité.

Il semble, au contraire, résulter des travaux préparatoires que le législateur n'a nullement eu l'intention de donner aux présomptions qu'il édictait un effet rétroactif. « C'est, disait M. Trouillot, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, lorsqu'on voudra posséder en dehors des limites légales, ou lorsque n'étant pas autorisée par la loi une congrégation voudra se former et posséder au mépris de la loi que s'appliqueront les présomptions légales que nous invoquons (1). »

Enfin, adopter sur notre question la règle de la

(1) Séance du 26 mars 1901, J. O. 27 mars p. 957.

rétroactivité c'est violer sans raison l'un des principes les mieux établis du Code civil, et s'il est permis au législateur de suspendre pour un cas particulier l'application de l'article 2 du Code civil, encore faut-il qu'il manifeste sa volonté à cet égard dans des termes qui ne laissent de place à aucun doute : or ce n'est pas le cas dans l'espèce. Aussi le plus sûr est-il de s'en tenir au droit commun.

Cependant la Cour de cassation, départageant une jurisprudence hésitante, a jugé qu'on devait attribuer aux présomptions légales de l'article 17 un effet rétroactif (1). Cette jurisprudence de la Cour suprême qui dans la plupart des circonstances a été désavantageuse pour les congrégations dissoutes, sera ici favorable aux anciens membres de ces congrégations qui invoqueront la nullité du contrat d'entrée en religion pour demander la restitution de leurs dots ; il leur suffira, en effet, de prouver l'existence d'un contrat passé avec la supérieure, celle-ci étant présumée personne interposée la convention devra être annulée.

La théorie de l'interposition de personne ne doit cependant être admise qu'avec une extrême réserve. Sans doute nous avons reconnu qu'en principe le contrat passé avec la supérieure d'une congrégation non autorisée agissant exclusivement en cette qualité devait être entaché de nullité. Mais la supérieure agit-elle toujours exclusivement en

(1) Cass. 8 février 1904. D. 1904. 1.117.

cette qualité? Le principe général de l'article 1157 du Code civil ne doit-il pas conduire, au contraire, à décider le plus souvent qu'elle a promis *de se* et qu'elle s'est obligée personnellement comme elle en a le droit? La théorie du porte fort permettra, précisément aux tribunaux de valider la plupart des contrats d'entrée en religion même dans une congrégation non autorisée et dépourvue par conséquent de la personnalité civile. Dans une espèce qui ne présentait aucune circonstance exceptionnelle, la Cour de cassation a validé ainsi un contrat d'entrée en religion. La directrice du couvent du May de l'ordre de la Visitation poursuivait en justice le paiement de la somme qu'une de ses religieuses avait, lors de sa profession, promis de verser. A l'époque où ce contrat était intervenu, la communauté du May n'était pas autorisée et l'autorisation obtenue plus tard ne devait exercer aucune influence sur le sort de ses actes antérieurs. Le tribunal civil de Bourgoing se fondant sur l'incapacité des congrégations non autorisées et sur la nullité des actes passés par elles avait déclaré l'action de la directrice non recevable. La Cour de Grenoble s'écartant au contraire de ces principes avait accueilli la demande de la supérieure de la maison du May et validé le contrat d'entrée en religion, du moins jusqu'à concurrence de la portion de l'engagement qui pouvait être considérée comme commutative. Mais la Cour de cassation cassa sa décision dans un arrêt du 9 novembre 1859 que nous avons rapporté plus haut.

La Cour de Nîmes saisie de l'affaire sur renvoi rendit une décision dont le dispositif était identique à celui de l'arrêt cassé de la Cour de Grenoble, mais dans les motifs de laquelle on lisait : « s'il n'est pas douteux que la convention intervenue entre elle (la religieuse) et la dame Coche était destinée selon leur commune intention à être accomplie dans la maison ou couvent du May qui, faute d'autorisation, n'avait point d'existence légale, il n'en est pas moins vrai que ladite dame Coche entendait s'obliger et s'obligeait personnellement, en effet, précisément pour donner à la demoiselle Magnin la sécurité qui lui aurait fait défaut si elle eût traité en qualité de supérieure, de sorte que les conventions sus-mentionnées impliquaient une responsabilité individuelle et créaient un lien réel entre elle et M^{lle} Magnin ; attendu que ce lien ainsi limité et défini ne constitue aucune fraude à la loi .. »

Cette fois l'arrêt fut maintenu par la Cour de cassation qui, après avoir rappelé les constatations de fait relevées dans la décision précitée ajouta : « Attendu que la nullité des engagements que les parties ont eu l'intention de créer entre le couvent du May et la demoiselle Magnin n'a pas pu avoir pour effet de délier Antoinette Coche de ses obligations personnelles ; que par une juste réciprocité cette nullité n'a pas enlevé à Antoinette Coche le droit de réclamer en son privé nom le prix des engagements individuellement contractés par elle et dont elle était responsable (1). »

(1) C. civ., 12 mars 1866, D. P. 66. 4. 193 et note S. 66. 4. 292 et note.

La Cour de cassation, comme la Cour de Nîmes, reconnaissait donc bien que la supérieure avait contracté dans l'intérêt de la communauté ; mais elle s'était engagée personnellement dans le but de donner à l'autre partie contractante toute sécurité, les deux arrêts précités ont vu là avec raison une clause de porte fort qui a sauvé le contrat.

On voit par ces exemples qu'il n'est pas nécessaire que les mots « se porter fort » se trouvent dans l'acte, et que la supérieure peut les remplacer par toute autre formalité équivalente. Il faut même aller beaucoup plus loin. Nous disions plus haut que le contrat d'entrée en religion passé avec la supérieure agissant en son nom personnel devait être maintenu même quand la supérieure était simplement supposée s'être portée fort. Il est reconnu, en effet, que la clause de porte fort peut être sous-entendue (1). Et comme la promesse pour autrui faite au nom du promettant ne peut avoir d'efficacité qu'autant que celui-ci se porte fort, puisque autrement la promesse n'oblige personne, il en résulte que les juges devront, pour peu que les circonstances s'y prêtent et, ce sera le cas dans les contrats comme le nôtre, admettre chez le promettant la volonté tacite de se porter fort. Nous disons « quand les circonstances s'y prêtent » car nous partageons l'opinion d'Aubry et Rau qui estiment excessive la doctrine d'après

(1) Aubry et Rau, 4^e édition IV. § 343 *ter*, p. 306.

laquelle la promesse du fait d'un tiers impliquerait toujours virtuellement ou tacitement un engagement personnel de la part du promettant (1).

La supérieure qui s'est ainsi portée fort pour les autres congréganistes est recevable à poursuivre contre la religieuse avec laquelle elle a contracté ou contre ses héritiers le paiement de la dot; et l'on ne saurait opposer à son action une fin de non recevoir tirée de ce que le simple porte fort n'a pas le droit d'agir, son rôle étant réduit à celui d'un garant astreint seulement à des dommages-intérêts. La supérieure doit, en effet, être considérée comme ayant aussi formé le contrat pour elle-même. Or, et c'est l'opinion d'Aubry et Rau, quand l'engagement de porte fort a été pris dans un contrat synallagmatique conclu par une personne tant en son nom propre que pour le compte de tiers, les engagements réciproques qui résultent du contrat sont exécutoires ou exigibles dans les termes du contrat, indépendamment même de toute déclaration ou ratification de la part de ces tiers (2).

Un dernier moyen s'offre enfin aux membres d'une congrégation non autorisée de rendre valable le contrat d'entrée en religion passé par une nouvelle sœur, c'est de donner à l'une d'entre elles le mandat de contracter avec cette dernière. Toutes ces congréganistes sont, en effet, parfaitement capables, elles peuvent donc être toutes pré-

(1) Aubry et Rau, *loc. cit.* note 4.

(2) Aubry et Rau, *loc. cit.*, p. 307.

sentées à l'acte, et, comment pourra-t-on alors attaquer ce contrat? Par les mêmes raisons, elles peuvent donner mandat à l'une d'elles d'agir, elles sont alors toutes représentées à l'acte.

Mais, dira-t-on, en présence de tous ces procédés mis à la disposition des congrégations non autorisées pour rendre leurs contrats obligatoires, la règle qui consacre l'incapacité radicale et absolue de ces congrégations va rester lettre morte. C'est possible : est-ce une raison pour faire fléchir les principes les plus élémentaires et les plus sûrs en même temps du Droit. On est fasciné en France par cette distinction entre les associations personnes morales et les associations dépourvues de cette personnalité, et l'on est scandalisé lorsqu'on voit attribuer des droits quelconques à l'une de ces dernières. On ne veut pas voir que les personnes morales ne sont que des fictions, des fantômes qui n'ont pas plus d'existence que les associations non personnifiées; on ne veut pas voir que derrière celles-ci comme derrière celles-là se meuvent, en réalité, des personnes physiques, jouissant de tous leurs droits civils et d'une entière capacité (1).

(1) De Vareilles-Sommières: *Les personnes morales*.

CHAPITRE III

Comparaison entre la dot religieuse et la dot matrimoniale.

Le terme « dot » évoque tout naturellement la notion de mariage, de régime matrimonial, et il semble même à première vue que les deux mots « dot moniale » ne puissent être associés, tant les idées que chacun exprime paraissent contradictoires. C'est pourquoi il nous a paru intéressant, en terminant ces pages, de comparer la dot religieuse avec la dot matrimoniale et de rechercher les points de contact qui pourraient exister entre ces deux institutions.

Et d'abord, il est facile d'expliquer l'emploi de ce mot « dot » pour désigner la somme apportée par la religieuse à la communauté lors de sa profession. C'est de la législation ecclésiastique que nous vient le mot, comme c'est d'elle aussi que nous est venue l'institution.

Toutes les fois que les canonistes ont voulu préciser la nature des liens résultant de la consécration religieuse, ils ont volontiers cherché leurs termes de comparaison dans l'association conjugale. Pour eux, la religieuse est « la fiancée de Jésus-Christ, l'épouse du Christ », et Benoît XIV

appelle même la profession religieuse un *matrimonium spirituale* (1). Quand il s'est agi de donner un nom à l'apport de la religieuse, c'est encore dans le même vocabulaire qu'ils sont allés puiser ; et, de même qu'on appelait « dot » la somme apportée par l'épouse à son mari pour l'aider à supporter les charges du ménage, de même les écrivains et les juristes ecclésiastiques ont désigné sous cette appellation la somme versée par la future religieuse au couvent pour l'aider à supporter les charges que la présence d'un nouveau membre va imposer à la communauté. « C'est l'usage dans l'Église de Dieu comme dans le siècle, dit Tamburini, que les femmes ne soient pas admises aux fiançailles si elles sont sans dot, soit qu'elles se consacrent à Dieu par l'entrée en religion et par la profession, soit qu'elles s'unissent en mariage. Les femmes qui se consacrent à Dieu doivent donc avoir leurs dots pour les frais d'entretien et d'habillement. C'est pour cela que les lois veulent qu'un père dote ses filles non seulement lorsqu'elles se marient, mais aussi lorsqu'elles rentrent au couvent (2) ».

Les canonistes ne se sont pas contentés de faire à la loi du mariage l'emprunt d'un mot, ils ont poussé l'analogie jusqu'à ses limites, et nous voyons, à l'origine, la législation ecclésiastique étendre à la dot religieuse les règles et

(1) Benoît XIV : *De synodo diœcesana* ; Livre XI, chap. VI, §. 4.

(2) Rapp. dans « *Analecta juris pontifici*, » 32^e livraison. colonne 1526, n^o 7.

les privilèges concédés par le droit romain à la dot matrimoniale. Tout ce qu'il y a de plus privilégié dans le droit romain devait s'appliquer à la dot monastique : « *Regula est generalis*, disait le cardinal de Luca, *ut omnia quæ in jure de dote disponuntur, tam circa dotandi obligationem quam circa favores et privilegia procedant etiam in hujusmodi dote spiritali* » (1).

Toutes ces considérations n'ont plus pour nous qu'un intérêt historique, mais nous sommes cependant obligés de constater que le terme choisi par les canonistes pour désigner l'apport des religieuses répondait bien à une notion exacte, car ce terme a continué à être employé dans la suite et jusqu'à notre époque où les recueils de jurisprudence nous rapportent de très nombreuses décisions sous le titre « dot moniale ».

Et puisque l'analogie est restée dans l'appellation, nous sommes tenus de nous demander si elle est restée aussi dans les principes et si les règles du droit civil sur la dot matrimoniale doivent s'appliquer à la dot religieuse.

Aux termes de l'article 1440 du Code civil, « la garantie de la dot est due pour toute personne qui l'a constituée ». Ce texte suppose que la constitution de dot émane d'une personne autre que la future épouse : le constituant, dans cette hypothèse, se dépouille à titre gratuit, car il ne reçoit rien comme contrevaletur de l'avantage qu'il pro-

(1) Rapp. dans « *Analecta juris pontificii* » 32^e livraison, colonne 1525.
n° 1.

cure. D'après le droit commun il ne serait donc pas tenu à la garantie, puisque *donator de evictione non tenetur*. L'article 1440 lui impose cependant cette obligation, sur le fondement d'une convention tacitement intervenue entre les parties. Le mariage, en effet, se concluant sur la foi des avantages qui sont assurés aux époux en vue de leur union, il a dû être dans la commune intention des parties que le constituant s'obligeât à la garantie, sans laquelle la constitution de dot pourrait n'être qu'illusoire.

Doit-on en faire application à notre constitution de dot monastique de la règle formulée dans cette première partie de l'article 1440?

La question ne se pose pas pour le cas où la dot a été constituée par la future religieuse ou par un des parents tenus l'obligation alimentaire : le contrat intervenu entre l'une de ces personnes et la communauté est, en effet, à titre onéreux, et l'on ne saurait dès lors lui étendre une disposition qui a été écrite pour une donation.

Il n'est pas impossible cependant que, même dans ce cas, le constituant soit tenu à garantie ; mais ce ne sera pas en vertu de l'article 1440. Nous avons vu que la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers pouvait autoriser une communauté à recevoir à titre d'aumône dotale, au lieu d'une somme d'argent, un immeuble. Dans cette hypothèse le contrat d'entrée en religion contient en quelque sorte, à notre avis, une vente dont le prix consisterait dans les prestations en nature que la jeune fille recevra

dans la communauté pendant sa vie, et, par suite, le constituant est tenu de garantir, conformément à l'article 1653 du Code civil.

Si la première partie de l'article 1440 ne peut s'appliquer quand la constitution de dot religieuse émane d'un parent tenu de l'obligation alimentaire, il semble, au contraire, à première vue que ce texte doit recevoir son application quand la dot moniale a été constituée par une de ces personnes que nous avons rangées sous la dénomination de tiers. Les raisons qui justifient la disposition de l'article précité subsistent, en effet, ici avec toute leur vigueur. La communauté a compté sur l'aumône dotale pour l'aider à supporter les frais d'entretien de la nouvelle religieuse ; il ne faut pas que la constitution de dot soit un leurre. Cependant, et quoique l'analogie des situations et l'identité de motifs militent en faveur de cette extension, nous nous refusons, même dans l'hypothèse ci-dessus, à transporter à notre matière la règle édictée dans la première partie de l'article 1440. Le caractère exceptionnel de la disposition précitée s'oppose, en effet, formellement à ce qu'elle soit étendue à des situations pour lesquelles elle n'a pas été écrite. Le droit commun reprendra donc ici son empire et, comme le constituant se dépouille bien à titre gratuit, il ne peut être tenu à la garantie.

L'article 1440 dispose, dans sa deuxième partie, que les intérêts de la dot « courent du jour du mariage encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation con-

traire ». C'est de toute justice : les charges du mariage commençant aussitôt après sa célébration, la loi suppose qu'il a été tacitement convenu entre les parties que les intérêts de la dot destinés au soutien de ces charges courraient à dater de la célébration. Bien qu'il y ait les mêmes raisons de décider en matière de constitution de dot moniale, nous n'hésitons pas cependant à rejeter l'idée d'une application possible au contrat d'entrée en religion de cette disposition de l'article 1440. Ce texte, en effet, dans sa seconde partie déroge aussi au droit commun. Son application doit donc, pour les raisons que nous indiquions tout à l'heure, être strictement limitée aux cas qu'il régit. Une sommation sera donc toujours nécessaire pour faire courir les intérêts de la dot moniale (art. 1153), toutes les fois que l'acte de constitution n'aura rien décidé à ce sujet.

Une autre question doit encore nous préoccuper dans ce parallèle entre la dot religieuse et la dot matrimoniale. Lorsqu'en l'absence d'une clause fixant la part contributive de chacun des père et mère dans la constitution de dot (1), il s'agira de déterminer dans quelle mesure chacun des constituants participera à la dotation de la jeune fille, et jusqu'à quelle limite chacun d'eux sera tenu vis-à-vis de la communauté, devra-t-on transporter à notre matière

(1) Une telle clause se trouve dans un contrat soumis à la Cour d'Agen le 22 mars 1836, D. P. 36. 2. 118.

les règles édictées par les articles 1438 et suivants, 1541 et suivants du Code civil ?

Nous n'y voyons aucun inconvénient. Aucune raison ne s'y oppose ; bien au contraire, pour résoudre cette question de contribution et d'obligation, la loi ordonne de tenir compte non pas de la situation de la fille dotée, mais du régime matrimonial des constituants. C'est donc ce régime qui doit servir à résoudre la difficulté que nous soulevons, sans qu'il soit besoin de se préoccuper de savoir si la dot est destinée à entrer dans la caisse d'une association conjugale ou dans le patrimoine d'une congrégation religieuse.

Il est enfin permis de se demander si la règle édictée par l'article 1569 du Code civil n'est pas applicable à notre matière. « Si, dit cet article, le mariage a duré dix ans depuis l'échéance des termes pris pour le paiement de la dot, la femme ou ses héritiers pourront la répéter contre le mari après la dissolution du mariage, sans être tenus de prouver qu'il l'a reçue, à moins qu'il ne justifiât de diligences inutilement par lui faites pour s'en procurer le paiement ». Doit-on décider par analogie, que la communauté sera présumée avoir reçu la dot lorsque la religieuse aura passé dix années au couvent, sans qu'aucune diligence ait été faite par la communauté en vue d'en obtenir le paiement de cette aumône dotale ? Assurément non : nous sommes ici en présence d'une présomption légale édictée en faveur de la femme mariée sous le régime

dotai, présomption qui ne peut même pas être invoquée par la femme mariée sous un autre régime, et qui à plus forte raison ne saurait s'étendre à l'hypothèse que nous envisageons.

CHAPITRE IV

Législation fiscale.

Sous l'empire de notre ancienne législation fiscale, les dotations des religieuses étaient soumises aux droits de contrôle. Ainsi, l'article 27 du tarif du 29 septembre 1722 portait que, pour la constitution de pensions ou rentes viagères pour dotations de religieux ou religieuses, les droits seraient payés sur le pied du capital de la rente au denier 10, suivant l'article 3 du tarif, et que, lorsqu'il y aurait dans les constitutions de pensions pour dotation des sommes payées en argent, le capital de la pension au denier 10 y serait joint et le droit payé pour le total (1).

Les Congrégations religieuses emportées dans la tourmente révolutionnaire n'ayant pas encore été rétablies au moment de la promulgation de la loi du 22 frimaire an VII sur l'Enregistrement, le contrat d'entrée en religion ne se trouva pas expressément tarifé par cette loi. Aussi de grandes difficultés s'élevèrent lorsqu'il s'agit de déterminer le droit fiscal auquel devait être assujettie cette convention. Dans le silence de la loi de frimaire, il fallait évidemment pour la perception des droits rapprocher le contrat

(1) Bosquet, *Dict. des Domaines*, v^o Dotations.

d'ingrès de celui avec lequel il présentait le plus d'analogie. Mais la difficulté était précisément de désigner cet autre contrat.

L'administration de l'Enregistrement a émis successivement sur cette importante question trois théories différentes, et c'est seulement après bien des hésitations qu'elle est arrivée à la solution qui est aujourd'hui consacrée par la jurisprudence.

L'administration proposa d'abord de résoudre la difficulté par une distinction (1). Si la constitution de dot, disait-elle, a été faite au profit d'une communauté religieuse non autorisée, on se trouve alors en présence d'un véritable contrat de société : les biens et valeurs composant le patrimoine de la Congrégation sont, en effet, possédés en commun par tous les membres ; chacun d'eux peut provoquer la dissolution de la société et doit, dans cette éventualité, recevoir sa part dans le fond commun. L'acte qui constate l'adhésion d'une personne à une telle communauté moyennant un apport n'est donc soumis qu'au droit fixe de 5 francs. (Loi du 22 frimaire an VII, art. 68, § 3-4° modifié par la loi du 28 avril 1816 art. 45, n° 2) (2).

(1) Délibération des 4-11 juin 1841 : Instructions du 21 mars 1842, n° 1061, §. 4, rapportée dans Dalloz, J. G. v° Enregistrement n° 3341, note 1.

(2) Il importe de faire remarquer que depuis la délibération que nous analysons la législation a changé. Les actes de société, soumis au droit fixe gradué par l'art. 1 de la loi du 28 février 1872, sont

Si, au contraire, la communauté religieuse est autorisée, elle forme un corps social dont l'existence est indépendante des individus qui en font ou en feront partie. Il n'y a pas ici de société, car on ne trouve ni intérêt collectif ou commun, ni bénéfices à partager. De plus, la communauté est censée perpétuelle, aucun de ses membres ne peut en demander la dissolution, seule une loi peut lui retirer l'existence légale, et encore, dans ce cas, les membres de la communauté n'ont-ils aucun droit sur les biens acquis par le corps moral et qui sont dévolus à d'autres établissements. L'acte d'agrégation à une Congrégation de cette nature ne peut donc être considérée comme une adhésion à une société civile. On se trouve alors en présence d'un contrat de bail à nourriture soumis comme tel au droit proportionnel de 2 0/0 (Loi du 22 frimaire an VII, article 69 § 2-5° et § 5-2° combinés).

La distinction proposée par l'administration était spéciale et difficile à justifier. Comment comprendre que la convention d'entrée en religion pût changer de caractère suivant que la communauté était ou non pourvue de l'autorisation? Si, passé avec une communauté autorisée le contrat d'ingrès est un bail à nourriture, pourquoi lui contester ce caractère lorsque la religieuse contracte avec une congrégation non autorisée? Le but du contrat ne reste-t-il pas le même dans les deux cas? — D'autre part,

actuellement assujettis au droit proportionnel de 0 fr. 20 0/0 (art. 19 de la loi du 28 avril 1893).

si la communauté non autorisée est une société, on ne voit pas pourquoi elle cesserait de l'être par le fait d'une autorisation qui, loin de détruire le contrat de Société ne fait que le consacrer.

Et puis, la théorie de l'Enregistrement aboutissait à cette conséquence bizarre de frapper les congrégations qui violent la loi d'un droit moins onéreux que celui qui pesait sur les communautés respectueuses de la légalité.

La Régie ne tarda pas à se convaincre du défaut de logique que présentait sa théorie ; aussi abandonna-t-elle bientôt sa distinction pour se rejeter dans tous les cas sur l'idée de Société, à raison de la communauté d'intérêts qui unit entre eux tous les membres d'une congrégation (1).

C'était encore inadmissible : aucun des caractères distinctifs du contrat de société, tels qu'ils sont énumérées dans les articles 1832 et 1833 du Code civil ne se rencontre, en effet, dans l'acte qui accompagne l'entrée d'une jeune fille en religion. Un pareil acte, exempt de toute idée de lucre et de bénéfice entraîne pour la nouvelle sœur admise la perte définitive de la dot apportée. D'autre part, il n'appartient à aucun des membres de la congrégation de demander la dissolution de cette congrégation (2), ni le partage des biens qui peuvent composer son patrimoine.

Cette nouvelle thèse, outre qu'elle était contraire aux

(1) Solution de la Régie 20 octobre 1849, rapportée dans D. P. 1851, 3. 48.

(2) Cass., civ., 7 novembre 1855, D. P. 55. 1. 436.

principes juridiques qui régissent le contrat de société, était désavantageuse pour le Trésor, le contrat de société n'étant, à cette époque, soumis qu'au droit fixe de 5 francs. Est-ce cette seconde raison plutôt que la première qui impressionna l'administration ? Il serait peut-être osé de le soupçonner. Quoiqu'il en soit l'Enregistrement n'éprouva aucun scrupule à renier son second système pour décider qu'il fallait, en toute hypothèse, assimiler le contrat d'entrée en religion au contrat de bail à nourriture.

Cette dernière prétention fut attaquée devant les tribunaux et notamment devant le tribunal de Castres qui, à deux reprises différentes approuva la théorie de l'administration (1). La seconde de ces décisions fut soumise à la Cour de cassation qui, dans un arrêt du 7 novembre 1855 consacra définitivement la théorie du « bail à nourriture. (2) » Attendu, dit la Cour suprême, que la disposition contenue à l'acte du 16 septembre 1853 n'ayant pas été expressément prévue par la loi du 22 frimaire, il y a lieu de lui appliquer, pour fixer la quotité du droit de mutation à percevoir, l'article auquel cette disposition se rapporte ; — attendu qu'en échange de l'obligation par elle contractée de payer une somme de 6000 francs, Catherine Françoise Irma Levejac s'assurait pendant sa vie tous les avantages de la vie commune dans la congrégation dans

(1) Castres, 19 août 1853, D. P. 54. 3. 6 ; — Castres, 31 août 1854., S. 1856. 1. 74.

(2) Cass. civ. 7 novembre 1855. 1 74. Sir. 1856. 1. 74.

laquelle elle entrait, et suivant les règles de cette congrégation ; — qu'en décidant que ce contrat présentait des affinités frappantes avec le contrat qualifié par la loi du 22 frimaire du bail ou convention pour nourriture de personnes, et dès lors rentrait sous l'application de l'article 69, § 2, numéro 3 de cette loi, le jugement attaqué loin de violer les articles invoqués à l'appui du pourvoi en a fait une exacte application... »

La question semble donc aujourd'hui bien tranchée et de la façon la plus juridique et la plus rationnelle. Nous avons vu, en effet, précédemment, que si le contrat d'entrée en religion n'est pas à proprement parler un bail à nourriture, s'il contient quelque chose de plus que ce qu'on trouve d'ordinaire dans cette dernière convention, il n'en est pas moins vrai que c'est du contrat de bail à nourriture qu'il se rapproche le plus, au point que la Cour de cassation a pu très justement relever entre les deux contrats une « affinité frappante. »

En vertu de la jurisprudence que nous venons de rappeler le contrat d'entrée en religion se trouve donc soumis à un droit proportionnel de mutation à titre onéreux. Mais la quotité de ce droit variera suivant la nature des biens transmis à la congrégation à titre de dot. Si l'équivalent de l'obligation de nourrir et entretenir la religieuse consiste en objets mobiliers de nature diverse, tels que rentes, créances, meubles, etc... le droit sera de 2 0/0 (art. 69, § 2 de la loi du 22 frimaire an VII) ou de 0 f. 20 0/0

(art. 1^{er} de la loi du 16 juin 1824) suivant que la convention aura une durée illimitée ou limitée. Si, au contraire les biens apportés en dot sont immobiliers le droit sera celui de 7 0/0 prévu par l'article 69, § 7-1 de la loi de frimaire, modifié par les articles 52 de la loi du 28 avril 1816 et 2 de la loi du 22 avril 1905.

Mais le droit proportionnel de mutation à titre onéreux sera-t-il le seul auquel donnera lieu notre contrat? Le plus souvent la dot moniale est constituée non pas par la future religieuse, mais par ses parents ou par un tiers. Il semble dès lors que le contrat se dédouble, qu'il contient deux dispositions distinctes : l'une, par laquelle le constituant fait donation à la jeune fille de la somme nécessaire, l'autre par laquelle cette même somme est attribuée à la communauté par la nouvelle congréganiste. Ce dédoublement du contrat peut être imaginé en toute hypothèse pour faciliter les raisonnements juridiques, mais, quand la jeune fille est présente et intervient à l'acte, on sort, semble-t-il, du domaine de la pure fiction et la dualité du contrat apparaît dès lors comme une réalité. Or l'article 11 de la loi du 22 frimaire an VII dispose : « Lorsque dans un acte quelconque soit civil soit judiciaire ou extra-judiciaire, il y a plusieurs dispositions indépendantes ou ne dérivant pas les unes des autres, il est dû pour chacune d'elles et selon son espèce un droit particulier. La quotité en est déterminée par l'article de la présente loi dans lequel la disposition se trouve classée ou auquel elle se rapporte. »

Dans l'hypothèse que nous envisageons plus haut la question se pose donc de savoir si, à côté du droit proportionnel de mutation à titre onéreux perçu pour le contrat de bail à nourriture, l'administration de l'enregistrement n'est pas fondée à percevoir le droit de mutation entre vifs à titre gratuit.

Un premier point ne saurait faire de doute. Quand la dot moniale est constituée par le père de la future religieuse, il n'y a pas à faire intervenir l'idée du double contrat, pas plus qu'il n'est utile d'y avoir recours à l'occasion des multiples contrats qu'un père passe dans l'intérêt de ses enfants : contrat d'apprentissage, contrat passé avec les directeurs de pensions ou de collèges... La convention passée entre le père et la supérieure de la communauté ne forme de lien qu'entre ces deux personnes, le père se déchargeant sur la communauté, moyennant le versement de la dot, de l'obligation alimentaire dont il est tenu vis-à-vis de sa fille. La présence, l'intervention de la jeune fille n'est pas nécessaire, et, si la future religieuse intervient, c'est uniquement pour donner son assentiment aux conventions passées dans son intérêt entre son père et la communauté ; mais elle n'est pas pour cela une partie distincte. La perception du droit de mutation entre vifs à titre gratuit, en outre de celle du droit de 2 0/0 pour bail à nourriture, ne se comprendrait donc pas dans l'espèce (1).

(1) En ce sens Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'enregistrement* n° 2241.

Ceci dit en principe : car il pourra résulter soit des expressions employées, soit de l'existence d'une clause spéciale de l'acte, que le père ait voulu gratifier expressément sa fille et que cette libéralité ait aussi fait l'objet d'une acceptation de la part de cette dernière. Dans cette hypothèse, la Régie, qui établit toujours ses perceptions d'après les termes mêmes des actes soumis à la formalité, serait autorisée à percevoir le droit de donation (1).

Le principe que nous venons de rappeler comme étant celui qui doit diriger la Régie dans l'établissement de ses perceptions doit nous inspirer pour résoudre notre question dans le dernier cas qui nous reste à envisager, celui où la dot est constituée par un « tiers. »

S'il résulte de l'acte que le constituant a entendu seulement faire à la jeune fille l'avance de son aumône dotale, on se trouve en présence d'une obligation passible du droit de 1 0/0 (Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 3-3°).

Si, au contraire, le constituant a réellement voulu se dépouiller à titre gratuit en faveur de la future religieuse, ce sera alors de droit de donation qui sera exigible.

Ces solutions résultent d'une délibération de l'Administration des 24 juillet-4 août 1827 rapportée en ces termes dans l'ouvrage de M. Maguéro : « Si, en outre, la dot est fournie par un tiers en présence de la religieuse le droit de 1 0/0 ou celui de donation est dû *indépendamment du*

(1) Trib. civ. Limoges, 8 mars 1848. D. P. 1848. 5. 135.

droit de bail à vie, selon que le tiers ne fait que l'avance de la dot ou la fournit à titre de libéralité (1). »

Après avoir étudié le régime fiscal applicable aux contrats de constitution de dots moniales, il n'est pas sans intérêt pour compléter l'étude qui fait l'objet de ce chapitre, de rechercher sommairement quels sont les droits dont la résiliation de ces mêmes contrats peut entraîner la perception.

La résiliation peut être volontaire, c'est-à-dire intervenir d'un commun accord par acte authentique ou seing privé, ou être judiciaire.

Dans le premier cas, si l'acte se borne à mentionner purement et simplement la résiliation, sans constater la restitution de la valeur reçue par la communauté, il ne pourra être perçu qu'un seul droit fixe de trois francs. Si, au contraire, l'acte tout en stipulant la résiliation du contrat mentionne la restitution de la dot, la résiliation rendra exigible le droit proportionnel soit de quittance (0 fr. 50 0/0), soit de cession de créances (1 0/0), soit de vente de meubles (2 0/0), soit de vente d'immeubles (7 0/0), suivant que le débiteur sera tenu de rembourser du numéraire, de rétrocéder des créances, ou de restituer des meubles ou des immeubles (2).

(1) Maguère, *Traité alphabétique des droits d'Enregistrement* n° Donations, n° 324.

(2) Maguère, *Traité alphabétique des droits d'enregistrement*. v° Bail à nourriture n° 14.

La même distinction doit être suivie lorsque la résiliation du contrat d'entrée en religion est prononcée par un jugement. Si le juge se borne à prononcer cette résolution, la décision sera passible du seul droit fixe de 1 franc ou de 7 fr. 50 suivant la juridiction qui l'aura rendue (Loi du 22 janvier 1892, art. 17, §§ 1 et 4). — Dans l'hypothèse beaucoup plus fréquente où, comme conséquence de la résolution le juge condamne le débiteur à restituer la valeur reçue, l'administration considère que la disposition principale est non pas la résolution du contrat, mais la condamnation, car, d'après elle, le but poursuivi par le demandeur c'est d'obtenir la remise des valeurs indûment détenues, la résolution de la convention n'étant qu'un moyen mis en œuvre pour parvenir à ce résultat. Dès lors c'est le droit proportionnel de 1 0/0 ou 2 0/0, suivant la juridiction, qui devient exigible, à l'exclusion du droit fixe. (Loi du 26 janvier 1892, art. 16, § 4 et § 6) (1).

Comme il est facile de le voir, d'après ce rapide aperçu, l'unique souci du fisc dans l'interprétation des conventions soumises à son examen, c'est de solutionner les difficultés dans le sens qui préjudiciera le moins à ses intérêts. Mais elle n'atteint ce résultat qu'au moyen d'une argumentation subtile, abandonnant sans cesse l'erreur de la veille pour la vérité du lendemain. Un pareil système aboutit fatale-

(1) En ce sens décision administrative du 13 décembre 1901, Inst. 3080 § 9, D. P. 1902. 5. 829. — Cf. également Cass. civ., 20 février 1883. S. 84. 1. 241.

ment à compliquer le droit fiscal et entraîne des perceptions parfois plus ingénieuses qu'équitables. A raison de ce manque d'uniformité dans les perceptions, il n'est pas étonnant, ainsi que l'a fait observer M. Paul Leroy-Beaulieu, que « la législation soit devenue inextricable pour les contribuables (1) ». C'est ce dont se plaignait déjà Malheshherbes quand il disait : « Celui qui paie ne peut jamais savoir ce qu'il doit et souvent le préposé ne le sait pas mieux ».

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la Science des finances*, I, p. 487.

CONCLUSION

La liquidation des biens des congrégations religieuses accomplie en exécution des lois des 1^{er} juillet 1901 et 7 juillet 1904 avait tiré de l'oubli la très ancienne convention qui fait l'objet de ces pages. Notre travail n'a eu pour but que d'en préciser les règles en même temps que d'élucider certains points obscurs sur lesquels des discussions nombreuses et serrées se sont produites devant les tribunaux.

Arrivé au terme de notre entreprise nous avons l'impression très nette que les religieuses impitoyablement poursuivies dans leurs personnes et dans leurs biens en vertu des lois précitées n'ont pas su pour défendre leurs légitimes intérêts utiliser toutes les ressources, employer toutes les armes que le droit mettait à leur disposition. Mais si pour un grand nombre d'entre elles il n'est plus temps d'agir, il en est d'autres, au contraire, dont le sort n'est pas définitivement réglé, la liquidation des biens congréganistes étant loin d'être achevée. Si nos explications, quelque incomplètes qu'elles soient, peuvent fournir

à ces dernières ou à leurs dévoués défenseurs des renseignements favorables au succès de leur cause, nous aurons déjà conscience d'avoir fait œuvre utile.

Mais là ne se bornera pas, nous osons l'espérer, l'intérêt de cette étude. Si la législation actuelle, tout en réglementant avec un luxe hypocrite (1) les conditions de validité et de fonctionnement des congrégations religieuses, n'a eu en réalité pour but que leur destruction et pour résultat que la fermeture des couvents, nous aimons à croire, pour l'honneur de notre pays, que cet état de choses sera de courte durée. Nous nous plaçons à espérer que, les monastères de France ayant à nouveau rouvert leurs portes et étant rendus à leur destination première, il y aura longtemps encore des âmes généreuses, éprises d'idéal, qui, renonçant aux joies de la famille et faisant de leur liberté l'usage le plus sublime, iront demander au cloître la satisfaction de leurs nobles aspirations. Nous ne sommes pas de ceux qui considèrent d'ores et déjà le contrat d'entrée en religion comme appartenant exclusivement au domaine de l'histoire ; longtemps encore, à notre avis, il sera en usage ; or, la sévérité même de la législation doit déterminer les intéressés à manifester leur volonté à cet égard dans les conditions les plus régulières. Nous avons voulu dans les pages qui précèdent leur en indiquer les moyens.

(1) Décret du 16 août 1901, titre II.

ANNEXES

Sous cette rubrique nous avons rangé quelques documents inédits se rapportant à deux contrats d'entrée en religion. Le premier de ces documents est un acte authentique constatant les conditions du contrat passé entre les époux N... de La H... avec le couvent des Bénédictines du Calvaire d'Angers pour l'entrée en religion de M^{lle} Renée N... de la H...

Les autres documents rapportent les conventions passées par les mêmes époux de la H..., à l'occasion de l'entrée de leur fille Geneviève au couvent de la Visitation de Sainte Marie d'Angers. Certains de ces actes ne sont ni datés ni signés, parce qu'ils ne sont vraisemblablement que des copies ayant seulement la valeur de simples renseignements. Mais il suffit de les rapprocher les uns des autres pour voir qu'ils ont trait au même contrat d'entrée en religion.

I

EXEMPLE DE CONTRAT D'ENTRÉE EN RELIGION

Le vingt et septième jour de novembre, l'an mil six cent quatre vingt un, avant midi.

Par devant nous Symphorien Guesdon, notaire royal à Angers, furent présents établis et soumis, noble homme Jean N... sieur de la H... et damoiselle Margueritte D..., son épouse, de lui autorisée, par devant nous, quant à ce demeurant en cette ville, paroisse de Saint Jean-Baptiste.

Lesquels pour seconder les pieux et bons desseins que damoiselle Renée N..., leur fille, a de se consacrer à Dieu sous l'observance de la règle de Saint Benoist, au couvent des dames religieuses Bénédictines du Calvaire d'Angers et faire profession audit couvent y étant novice, se seraient les dits sieurs et damoiselle de La H..., adressés par plusieurs et diverses fois aux révérandes et dévotes dames dudit couvent du Calvaire en personnes, ces sœurs angéliques de Jésus pâtissant, pieuse sœur Charlotte de sainte Radegonde, sous-prieure ; sœur Marie de l'Assomption, doyenne ; sœur Margueritte de saint Michel, aussi doyenne et sœur Madeleine du Cœur de Jésus ; doyennes toutes religieuses professes audit couvent, assemblées en leur parloir ordinaire en la manière accoutumée les auraient suppliées et requises comme ils l'ont encore par ces pré-

sentes de vouloir recevoir ladite demoiselle N..., leur fille, à ce présente au nombre des dames religieuses choristes de leur dit couvent, offrant les dits sieurs et damoiselle de la H... N... leur constituer une pension ou rente viagère pour la nourriture et entretien de leur dite fille et pour lui subvenir aux maladies qui lui pourraient arriver, fournissement et médicament et achats de livres, ce que les dames religieuses en personnes que dessus à ce présentes établies et soumises tant pour elles que pour les autres dames religieuses de leur dit couvent, considérant le zèle et la dévotion d'icelle damoiselle N..., ont bien voulu la recevoir comme de fait elles la recevaient par ces présentes au nombre des dames religieuses choristes dudit couvent, pour y vivre et garder les règles et constitutions d'icelui, au moyen de quoi ledit sieur de La H... N... et damoiselle D..., son épouse, solidairement chacun d'eux en un seul et pour le tout sans division et renoncement au bénéfice de division, discussion et d'ordre, ont volontairement créé et constitué et par ces présentes vendent, créent et constituent sur tous et chacun de leurs biens et promettent garantir, fournir et faire valoir au profit dudit couvent du Calvaire et des dames religieuses d'icelui et de celles qui leur succéderont, la somme de cent cinquante livres de pension et rente viagère payable aux dames religieuses en leur dit couvent, en cette ville d'Angers seulement et laquelle rente suivra ladite demoiselle N... en autres couvents du même ordre, en cas qu'elle y fût transférée par

obédience et ordre des dames supérieures et ce par chacun an de demi année en demi année et par avance qui sera par chacune demi année, la somme de soixante et quinze livres. Ce premier paiement par avance, commencera ce jourd'hui et le second d'hui en six mois prochains et ainsi à continuer aux dits termes et de terme en terme et par avance, comme dit est et laquelle rente ou pension viagère les dits sieurs et damoiselle de La H... N..., ont assise et assignée, assient et assignent généralement et spécialement sur tous et chacun de leurs biens, tant meubles que immeubles présents et à venir et sur chacune pièce seule et pour le tout sans que la généralité ni la spécialité se puissent aucunement nuire et préjudicier mais se confirment et approuvent l'une et l'autre, et arrivant le décès de ladite demoiselle N..., novice, ce qui se trouvera avoir été payé ou être dû par avance du dernier terme précédent pour ladite pension, demeurera et appartiendra au couvent du Calvaire pour les frais de la sépulture de ladite demoiselle N...

Ce qui a été par les parties ainsi stipulé et accepté et à quoi faire tenir sans dommages s'obligent les dites parties respectivement, savoir : les dames religieuses et celles qui leur succéderont audit couvent biens et choses rentes et revenus d'iceluy et les sieur et damoiselle N..., eux leurs hoirs, leurs biens et renoncements. Dont est fait et passé au parloir du dit couvent en présence de M. Pierre Gillet et Jean Mautin, praticiens, demeurent au

dit Angers témoins, et la minute est signée : sœur Angélique de Jésus patissant, prieure ; sœur Charlotte de sainte Radegonde, sous-prieure ; sœur Marie de l'Assomption, doyenne ; sœur Margueritte de saint Michel, doyenne ; sœur Madeleine du cœur de Jésus, doyenne ; sœur Marie l'évangéliste, sœur Renée de Jésus, sœur Renée-Hyacinthe de saint Joseph, N... de la H..., Margueritte D..., Gillet, Mautin et nous notaire royal susdit et soussigné.

Signé : GUESDON.

II

PROMESSE DE DOT MONIALE

« Je promets aux religieuses de la Visitation d'Angers de donner pour la subsistance de ma fille, la somme de quatre mille livres pour toutes choses, dont je donnerai deux cents par avance la veille de sa prise d'habit, et les dites deux cents livres resteront dans la maison en cas qu'elle y meure novice, et cinquante écus de pension après sa profession ».

III

REÇUS CONSTATANT LE VERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA DOT

1° « Nous soussignées supérieure, religieuses du couvent de la Visitation sainte Marie les Angers, reconnaissons

avoir ce jourd'hui reçu de M. de La H... N..., la somme de deux mille deux cents livres à valoir sur celle de quatre mille livres à laquelle nous avons composé avec lui pour la dot de sa fille Geneviève N..., religieuse novice dans notre monastère, suivant la promesse qu'il nous en a faite sous son seing le troisième septembre dernier, laquelle nous avons en notre main et que nous lui promettons de rendre lorsqu'il aura achevé de nous payer à l'entier la dite somme de quatre mille livres ainsi qu'il a été convenu par le dit écrit et promesse auquel le dit sieur de La H... n'entend déroger ni à aucune des conditions qui y sont insérées, de laquelle somme de deux mille deux cents nous le quittons. Fait à Angers...

2° Nous soussignées supérieure, religieuses du couvent de la Visitation sainte Marie les Angers, reconnaissons qu'encore qu'il soit porté par l'acte passé ce jourd'hui par Maître Pierre Ch... et François Thibaudeau, notaires royaux à Angers le six septembre mil sept cent un que nous avons reçu de M. de la H... N... et de Mlle Margueritte D... son épouse, la somme de quatre mille livres tournois pour la dot de leur fille Geneviève N... qui doit être reçue religieuse à sa profession à notre couvent, à la fête de la Nativité de la très sainte Vierge qui est le huit septembre prochain, néanmoins toutes religieuses assistantes, assemblées avant le dit acte et concordat fait, avons convenu et accorde au dit sieur N... et à la dite

demoiselle son épouse, que dans le cas que leur dite fille Geneviève vint à mourir avant les trois ans du jour de sa profession parfaite et accomplie, nous, dites religieuses, leur promettons rendre et payer à eux ou à leurs hoirs le tiers de la somme de quatre mille livres qui revient à la somme de mille trois cent trente trois livres six sols huit deniers, trois mois après le décès arrivé de leur fille Geneviève, avec les intérêts du jour de son décès jusqu'au parfait et entier paiement, et du tout ce que dressé, nous religieuses sommes demeurées d'accord avec le sieur de la H... et la dite demoiselle son épouse, en foi de quoi nous avons dressé la présente reconnaissance, fait à notre monastère du couvent de la Visitation sainte Marie les Angers ce jour, sœur Julienne Rosalie Le Roy supérieure, sœur Marie Charlotte de la Brunetière, sœur Madeleine-Angélique Ayrault, sœur Catherine-Agnès Echassereau, sœur Françoise-Angélique Dupont.

IV

REÇU CONSTATANT LE PAIEMENT DES ARRÉRAGES DE LA PENSION
SERVIE AU COUVENT PAR DES PARENTS A PARTIR DE LA PRISE
D'HABIT DE LEUR FILLE.

Nous, soussignée supérieure du monastère de la Visitation sainte Marie les Angers, confessons avoir reçu de M. de la H..., la somme de trente sept livres dix sols pour

trois mois de la pension de notre chère sœur Geneviève Rosalie sa fille qui commence aujourd'hui et finira le vingt huitième août prochain, fait ce vingt huitième mai mil sept cent un, sœur Julienne-Rosalie Le Roy, supérieure.

Vu :

Le professeur, président de la Thèse,
GUILLOUARD.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE	1
INTRODUCTION	5

HISTORIQUE

I. Antiquité païenne	9
II. Législation et jurisprudence ecclésiastiques	11
III. Ancien droit français	15

PREMIÈRE PARTIE

De la dot religieuse en droit canonique	19
<i>Section I. — Quotité de la dot</i>	21
<i>Section II. — En quels biens doit être constituée la dot religieuse</i>	25
<i>Section III. — Emploi des dots</i>	27
<i>Section IV. — Sort de la dot en cas de sortie ou de mort de la religieuse</i>	29

DEUXIÈME PARTIE

De la dot religieuse dans la législation et la jurisprudence françaises actuelles.....	33
--	----

CHAPITRE PREMIER

DE LA DOT RELIGIEUSE DANS LES CONGRÉGATIONS AUTORISÉES.....	35
<i>Section I.</i> — Des parties au contrat	35
<i>Section II.</i> — Nature du contrat.....	40
<i>Section III.</i> — Conséquences de la nature du contrat.....	51
<i>Section IV.</i> — Formation du contrat.....	60
<i>Section V.</i> — Preuve du contrat.....	65
§ 1 ^{er} . — Généralités.....	66
§ 2 ^e . — De quelques modes de preuve intéressants.....	71
<i>Section VI.</i> — Du sort de la dot au moment où le contrat prend fin.	84
I. Des événements qui mettent fin au contrat... ..	84
II. Sort de la dot.....	89
§ 1 ^{er} . — En cas de décès, sortie volontaire ou d'exclusion.. ..	89
§ 2 ^e . — En cas de dissolution forcée de la congrégation.....	92

CHAPITRE II

DE LA DOT RELIGIEUSE DANS LES CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES. .	115
<i>Section I.</i> — De la valeur du contrat d'entrée en religion passé avec une Congrégation non autorisée... ..	116
<i>Section II.</i> — Conséquences de la nullité du contrat..	119

<i>Section III. — Hypothèses dans lesquelles le contrat d'entrée en religion passé par une religieuse qui fait profession dans une congrégation non autorisée est valable.</i>	129
--	-----

CHAPITRE III

COMPARAISON ENTRE LA DOT RELIGIEUSE ET LA DOT MATRIMONIALE..	141
--	-----

CHAPITRE IV

LÉGISLATION FISCALE.....	149
Conclusion ...	161
Annexes	163
Table des Matières	171

Angers, in primerie Lachese et Cie, Siraudeau, successeur. 08-4734
